

Le Monde

idées

DÉFENSE

Le prochain sommet des nations industrialisées à Versailles sera l'occasion d'une manifestation pacifiste dont François de Rose dénonce l'argumentation. Michel Pinton se préoccupe de son côté, devant les menaces grandissantes, de restaurer l'esprit de défense, tandis qu'Alain Bloch suggère, pour assurer l'efficacité opérationnelle des armées, d'organiser un corps de contrôle spécialisé. Pour sa part, Alfred Kastler montre qu'une invention récente risque de rendre tout à fait dépassée la distinction entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire.

Assurer l'efficacité opérationnelle

par ALAIN BLOCH (*)

Le « changement » n'a pas apporté grand-chose à l'horizon des problèmes militaires et de défense.

Le souci principal du chef de l'État était de ne pas mécontenter les cadres des armées, et son ministre de la défense s'y est employé. Cette précaution légitime vaut-elle toutefois un pareil immobilisme ? Il est, certes, masqué par une certaine agitation, mais ni la suppression des tribunaux militaires, ni la réorganisation des services spéciaux, ni celle de la gendarmerie ne sont au cœur des problèmes de notre système militaire.

Il y a bien sûr la promesse de réduction du service militaire à six mois qui, si elle n'est pas tenue, va finir par coûter cher au vote — de jeunes — à la gauche. Il semble que cela ne soit pas essentiellement, comme on a pu le prétendre, la perspective — certes gênante — de quelques centaines de milliers de chômeurs en plus qui ait inquiété le gouvernement, mais bien davantage les réserves déclarées de l'état-major, que son chef réaffirme dans une récente interview au *Figaro Magazine*. Pourtant si le problème était correctement posé, il semblerait plutôt simple à résoudre : la réduction, du service militaire à six mois passe par la création correspondante d'emplois d'engagés. Il s'agit d'un strict problème budgétaire, et je n'ai jamais rencontré de cadres militaires prêtant un appui à un engagé !

Mais il y a, à la vérité, plus important et plus urgent. Sans parler des problèmes de doctrine — sur lesquels l'auteur de ces lignes s'est déjà exprimé dans ces colonnes —, la question du contrôle opérationnel de nos forces apparaît, jour après jour, comme plus cruciale.

Le ministre de la défense se trompe si il pense que ses différentes tournées dans les forces armées, auxquelles il semble prêter grand plaisir, lui apportent quelque information que ce soit sur l'état de nos forces. La hiérarchie militaire à tous les niveaux est passée maître dans l'art d'une certaine dissimulation : tout marche toujours ! A cela, une raison simple : l'avancement de tous en dépend ! On imagine dès lors

la solidarité des cadres lors d'une telle « visite » ministérielle.

Louable est pourtant l'intention de M. Charles Hernu : à quoi sert en effet une doctrine de défense, qui plus est discutée, si l'on n'est pas sûr, au minimum, de l'outil militaire ?

En ce domaine, une grande réforme de fond ferait honneur au pouvoir socialiste : il s'agirait de jeter les bases d'un véritable corps de contrôle opérationnel des armées. Ce corps, indépendant de l'instar de ce qui serait son frère jumeau le corps du contrôle général des armées, constituerait une véritable et efficace « magistrature » de l'état opérationnel de nos forces. Des séries de tests, en manœuvres et au cantonnement, programmés et inopinés, viendraient régulièrement mesurer l'aptitude à faire campagne de telle ou telle unité. Les contrôleurs, dépendant directement du ministre et dont l'avancement serait automatique, ne pourraient subir aucune pression de quelque nature que ce soit de la part de leur « verdict », et l'on pourrait tenir compte utilement de leurs remarques pour la notation des cadres, en la rendant ainsi moins arbitraire. Nos unités s'endormiraient moins dans la routine, et le pouvoir politique y gagnerait en informations objectives : réforme simple mais, pour tout dire, assez fondamentale. Si elle était convenablement préparée et expliquée, on voit mal la hiérarchie pouvoir s'en plaindre.

Il y aurait en tout cas ici un véritable changement dans le mode de vie de nos militaires et l'efficacité opérationnelle au profit des tâches subalternes, reprendrait ses droits dans nos unités. Changement, en vérité, autrement important et, en tout cas, autrement positif que les prétendues réformes de statut ou de structures qui ne feront probablement, elles, qu'aggraver les choses et qui apparaissent davantage comme le sacrifice au dogme auquel les socialistes nous ont trop habitués !

(*) Membre du bureau national du parti radical socialiste, secrétaire du conseil régional de Champagne-Ardenne, capitaine en service détaché.

Adaptons l'effort au danger

par MICHEL PINTON (*)

DES centaines de fusées SS-20 sont désormais pointées sur l'Europe : l'Afghanistan est toujours envahi ; la liberté en Pologne est ébranlée ; l'effort que ressentent beaucoup d'Européens devant les terrifiants engins qui s'installent sur leur sol est systématiquement attisé et exploité : tant de signes ne permettent plus de douter de la réalité de la menace qui vient de l'Est. Menace d'autant plus redoutable que nos sociétés sont minées par une crise économique, sociale et spirituelle profonde et que le reste du monde, faible, confus et apeuré, est ébranlé par des poussées « déstabilisatrices » impliquant des risques d'« escalade » chaque fois plus grandes. Il n'est plus de crise internationale, même lorsqu'elle a pour lieu les eaux oubliées de l'Atlantique sud, qui n'ébranle l'équilibre du monde.

Or les Européens se montrent incapables de faire face au danger en commun et sur une ligne de fermeté : la confiance mine l'intérieur d'une alliance qui n'a pas su s'adapter : une dangereuse dérive éloigne peu à peu Européens et Américains.

Rétablir l'équilibre

Alors que faire ? Le dialogue avec l'Est demeure souhaitable, mais, plus que jamais, il doit être conduit sans illusion ni complaisance : la négociation pour le désarmement demeure nécessaire, à condition qu'elle n'entraîne pas les déséquilibres actuels des forces. Mais la priorité doit être rendue à la défense : rétablir l'équilibre des armes entre l'Est et l'Ouest, mettre en ordre les principes et l'organisation qui fondent la sécurité du monde occidental, tel est aujourd'hui le double préalable au succès de toute action pour la paix.

Une fois de plus, la France est appelée à jouer un rôle déterminant pour des raisons qui tiennent à sa géographie, à sa position originale dans l'alliance et à sa capacité nucléaire. Elle doit prendre les initiatives qu'on attend d'elle, et, en même temps, renforcer son effort propre pour être mieux entendue.

Au plan intérieur, il faut rendre le danger sensible aux Français. On leur a trop longtemps laissé croire qu'ils n'étaient pas menacés « directement ». Il faut leur dire qu'ils ont quelque chose à défendre, qui se nomme leur liberté, leur richesse, mais qui se nomme surtout la France. Il faut les convaincre que le seul agresseur imaginable est à l'Est, agresseur qui affiche d'ailleurs son objectif de domination universelle avec une franchise et une brutalité déconcertantes — ce serait le cas de le dire.

Il faut adapter l'effort aux exigences du temps présent. Le déséquilibre entre les forces nucléaires et les forces dites « classiques » de notre appareil militaire est déjà excessif. Craignons qu'il ne devienne irréversible et n'entraîne la France dans un « tout ou rien nucléaire » qui ne serait ni efficace ni crédible face à une menace frontale et qui est déjà inadapte à toute autre forme de menace.

A cet égard on a le droit d'être inquiet. Depuis 1976, le budget des armées a poursuivi une lente rampe qui l'a sorti du creux de 1974 ; le vol qui montre à nouveau en 1982 un affaiblissement préoccupant : il faut le porter, au plus tard en 1984 — avec le secours peut-être de l'emprunt, — à 4,5 % du produit intérieur brut marchand, objectif minimal pour assumer nos obligations et objectif réaliste même compte tenu de notre situation économique. La contribution des hommes à la défense ne doit pas davantage être mise en cause : la durée du service militaire — dont le « contenu », c'est vrai, doit être amélioré — ne peut tomber en deçà de douze mois, sinon nous irons sur la voie du renouveau, et cela ne saurait manquer d'être perçu à l'étranger et par les Français eux-mêmes.

Au plan extérieur, nous devons prendre notre part dans le rétablissement de la confiance au sein de l'alliance atlantique. Le président de la République avait demandé dès 1980 qu'on réexamine toutes les missions de celle-ci. Il faut à présent le faire. Déjà, il est vrai, la France a apporté

un soutien clair à ses alliés dans l'affaire si importante des « euro-missiles ». C'est une bonne chose. Elle doit maintenant dissiper les ambiguïtés qui peuvent subsister sur son attitude dans la défense commune.

Il serait maintenant à son honneur et à son avantage de prendre l'initiative d'un dialogue sur la défense entre nations de l'Europe occidentale. C'est le cœur de toute amélioration puisque la cause profonde du malaise actuel vient du déséquilibre entre les alliés européens et l'allié américain. Voyons comment renforcer le rôle de l'Europe. Balayons le faux préalable de l'Europe polémique. Balayons la crainte paralysante de « qu'en dira l'Union soviétique ? ». Engageons le dialogue dans un premier temps avec la République fédérale qui le souhaite, et avec la Grande-Bretagne qui le proposait le 19 septembre 1980 à Bordeaux par la voix de son premier ministre. Et si le partenaire britannique se montrait finalement moins ouvert qu'il ne le dit, alors mettons en route le moteur franco-allemand, sans négliger de consulter, bien entendu, l'allié outre-Atlantique.

Pas d'esprit de système

Le président de la République, le 28 avril à Copenhague, a évoqué « les nuages qui s'amoncellent à l'horizon ». Tirons-en les conséquences. Que le gouvernement cesse de compromettre notre effort de défense en laissant désemparer l'économie et glisser notre monnaie.

Travaillons ensemble à restaurer l'esprit de défense, adaptons l'effort au danger, ne succombons ni à la démagogie ni à l'esprit de système sur le chapitre du service militaire, jouons sans hésiter le jeu de la solidarité dans l'alliance des peuples occidentaux, prenons l'initiative du dialogue conduisant au « pilier européen » de l'alliance atlantique.

Que ce message soit entendu, par l'opinion et par le pouvoir, au moment où la France s'apprête aux grandes rencontres de Versailles et de Bonn des premiers jours de juin.

(*) Secrétaire général de l'U.D.F.

Une campagne de falsifications ?

par FRANÇOIS DE ROSE (*)

L'appel de diverses personnalités (1), dont certaines éminentes, nous sommes invités à aller manifester « contre le nouvel arsenal nucléaire en Europe », à l'occasion de la venue à Paris du président des États-Unis pour le sommet des pays industrialisés.

Ce document procède par affirmations péremptives dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles ne font pas grand cas de l'intelligence du lecteur.

La première concerne les entretiens de Versailles. Contrairement à l'ordre du jour annoncé et préparé avec le soin que l'on sait du côté français, il n'y sera pas question, nous affirme-t-on, des problèmes économiques et sociaux des sociétés industrielles, ou des besoins du tiers-monde, mais de la mise en place des euro-missiles. Voilà qui fait peu de cas des préoccupations et de la volonté de M. Mitterrand.

La seconde se réfère à « une campagne de falsifications sur une prétendue supériorité militaire soviétique ». Or, nous savons que le président de la République, après avoir examiné les données du rapport des forces en Europe a conclu que « sur le plan des armes classiques, l'Union soviétique dispose d'un énorme avantage et, sur le plan des armes nucléaires tactiques, d'un réel avantage » (2). Faut-il croire que, pour les rédacteurs de ce manifeste, l'homme que les Français ont choisi pour veiller sur leur sécurité, sur qui reposerait en temps de crise les responsabilités les plus graves de notre histoire, serait dupe ou complice d'une quelconque falsification ?

Nos auteurs se réfugient pour cela derrière l'argument d'autorité. A la clarté et au jugement du président de la République, ils préfèrent ceux « d'universitaires, d'hommes d'Église et de généraux de premier plan » d'Allemagne fé-

dérale dont la compétence est prouvée par le fait qu'ils « entraînent des foules considérables ». Voilà qui fait frémir, si l'on se souvient des foules qui entraînaient, il y a cinquante ans, le fou criminel qui appliquait le principe suivant lequel « plus un mensonge est gros, mieux il passe ». Et quant aux officiers généraux qui attestent de la supériorité des forces de l'OTAN sur celles du pacte de Varsovie, ils se comptent en une ou deux dizaines. Serait-il les seuls intelligents et honnêtes et les milliers de leurs collègues qui pensent le contraire des falsificateurs ?

Bien évidemment, nous ne partageons pas l'opinion des signataires de cet appel. Mais nous ne les suivons pas sur le terrain de l'injure ou du procès d'intention et nous nous contenterons de relever ce que nous tenons pour des inexactitudes ou des contradictions.

Un épouvantail

Ainsi de l'argument qui présente les euro-missiles comme destinés à une première frappe devant détruire « les centres nerveux de l'U.R.S.S. ».

Cet épouvantail de la première frappe des Pershing-2 relève du roman. Moscou a commencé par prétendre qu'elle permettrait de détruire les forces intercontinentales soviétiques avant que celles-ci aient le temps de prendre leur vol. Autrement dit, cent huit missiles à ogive unique pourraient éliminer mille quatre cents fusées dont les neuf-dixièmes sont installés hors de leur portée ! Devant l'unité de cet argument, on nous dit aujourd'hui que ce sont les centres nerveux de l'U.R.S.S. qui sont menacés. Comme si les centres vitaux de cet immense empire étaient tous concentrés entre la frontière polonaise et Moscou !

Touche-t-on à la supériorité d'une vulnérabilité supposée de l'Union soviétique, alors que la menace que l'on pesait sur tous les centres vitaux de l'Europe les cinq cent cinquante ogives des SS-20 qui étaient déjà déployées contre cette dernière (3) au début de la présente année paraît laisser indifférents tant de « généraux, d'hommes d'Église et d'universitaires » ? Si, aux yeux des signataires de ce manifeste, les seules menaces importantes sont celles touchant les superpuissances, on voit mal ce qui les qualifie pour

(*) Ambassadeur de France.

parler au nom de l'Europe. Et pour oublier que M. Reagan a proposé de ne pas déployer les euro-missiles si M. Brejnev démantelait ses SS-20 et que c'est celui-ci qui a refusé ?

Enfin, ces euro-missiles viseraient, toujours d'après le manifeste, à « limiter » une guerre nucléaire à l'Europe « prise en otage ».

Qui veut prouver ne prouve rien. Car on ne peut, à la fois, détruire les centres nerveux d'une superpuissance et limiter le conflit à l'Europe. Et ces engins ont justement pour mission de faire peser sur l'U.R.S.S. le danger d'extension sur son territoire d'un conflit qu'elle voudrait limiter à l'Europe. La dissuasion pour les puissances moyennes repose en partie sur le risque d'extension aux grands dangers nucléaires. D'où les efforts acharnés du Kremlin pour empêcher la mise en place des Pershing. S'il obtenait satisfaction, il aurait franchi une étape décisive vers le « découplage » entre la défense de notre continent et le système stratégique américain. Autrement dit, la dissuasion recevrait un coup peut-être fatal.

C'est d'ailleurs à un autre « découplage » que contribuerait, pour faire bonne mesure, la manifestation que réclament les rédacteurs de cet appel. La démonstration d'hostilité à l'égard du président américain attiserait aux États-Unis le mouvement de lassitude qui commence à se faire jour à l'égard de l'engagement de trois cent mille hommes de ce côté de l'océan. Car si Français, Allemands et autres nordiques et Beneluxiens jugeaient finalement que leur sécurité est à attendre de la bienveillance et de la modération du pays qui a annexé 400 000 kilomètres carrés et 25 millions d'hommes rien que sur notre continent depuis la guerre et impose son hégémonie et son régime à cent millions d'Européens, c'est que la base même de l'alliance qui unit les peuples libres serait détruite.

Une telle conclusion serait contraire à la volonté des centaines de millions de gens qui refusent à la fois d'être envahis et de se laisser envahir. La serait la véritable falsification. Là se trouveraient les Français dupes ou complices de la propagande de Moscou.

(1) *Le Monde* du 19 mai.
(2) Entretien télévisé avec Michèle Côté et Pierre Desgranges, le 9 décembre 1981.
(3) *Strategic Survey* 1981-1982 publié par l'Institut stratégique de Londres.

Nucléaire civil et nucléaire militaire

par ALFRED KASTLER (*)

L'EXPLOSION d'une arme nucléaire nécessite, pour être initiée, une charge de l'isotope 235 d'uranium (un minimum de 12 kilos), ou de l'isotope 239 de plutonium (un minimum de 5 kilos). La plupart des bombes modernes utilisent à cet effet le plutonium Pu 239, moins cher et plus facile à produire que l'U 235.

Le plutonium n'est pas un élément présent dans la nature. Il est produit artificiellement dans un réacteur nucléaire. Au début de l'opération, un réacteur produit essentiellement l'isotope Pu 239, mais, si l'on poursuit la marche du réacteur, les isotopes 240 et aussi 238, 241 et 242 sont produits également en proportion croissante. Ces autres isotopes sont impropres pour l'usage militaire. Pour cette raison, les réacteurs servant à la production de plutonium militaire ont un mode de fonctionnement différent des réacteurs producteurs d'énergie à usage civil. Le fonctionnement des premiers doit être arrêté à un stade précoce, le combustible extrait et le Pu 239 isolé par un processus de séparation chimique appelé « retraitement » (« reprocessing » en anglais). Les seconds sont poussés jusqu'à épuisement du combustible, le plutonium présent étant alors un mélange d'isotopes (jusqu'à 20 % de Pu 240).

Un nouveau procédé

Ainsi, dans tous les pays producteurs d'armes nucléaires à l'heure actuelle, les « réacteurs militaires » et les « réacteurs civils » sont distincts et contrôlés par des organismes différents.

Cet état de choses risque d'être modifié profondément grâce à la mise au point d'un nouveau procédé de séparation des isotopes fondé sur l'irradiation optique par laser. Cette méthode de séparation a été proposée et mise en œuvre par des spectroscopistes. Elle est basée sur le fait que les différents isotopes d'un même élément chimique possèdent des raies spectrales distinctes (effet appelé « déplacement isotopique »). L'avènement de lasers à raies monochromatiques très fines et à longueur d'onde ajustable permet de faire coïncider la raie laser avec la raie

d'un isotope donné, d'exciter optiquement, dans un mélange, uniquement l'isotope, ce qui permet de l'ioniser aisément et de l'extraire du mélange par champ électrostatique. Le procédé en question utilise la technique aujourd'hui classique des jets atomiques et permet la séparation isotopique d'un grand nombre d'éléments chimiques. De nombreuses applications à des problèmes de physique, de chimie, de biologie et de médecine (recherche, diagnostic et thérapie) s'ensuivent. Il ne saurait être question de blâmer les scientifiques d'avoir mis au point ce procédé général.

Doublant le stock

Les applications militaires de cette méthode à la séparation des isotopes de l'uranium et du plutonium ne nécessitent pas l'intervention de scientifiques, elles dérivent de la routine technologique. Elles permettront de tirer parti du plutonium des réacteurs civils à des fins militaires. Il suffit d'y mettre en œuvre les lasers adéquats et de mettre en œuvre, par des techniciens, les détails du procédé : production de jets atomiques, ajustement de l'irradiation, extraction électrostatique, etc.

Aux États-Unis, le Department of Energy (DOE) a été chargé par le Livre des Programmes de mener le projet au point pour la séparation des isotopes de plutonium. Le gouvernement des États-Unis a affecté à ce programme des crédits de 8,6 millions de dollars en 1980, de 30,5 millions de dollars en 1981 et de 25,8 millions de dollars en 1982 ; d'après les estimations du périodique *Science* (vol. 214, 1981, p. 307), le programme entier, comprenant la construction des installations, absorbera un total de 560 millions de dollars.

Il est donc hors de doute que ce procédé sera opérationnel dans un avenir proche. Rien qu'aux États-Unis, il permettra d'affecter à des buts militaires un stock actuellement inutilisé de 70 tonnes de plutonium. Comme un minimum de 5 kilos est suffisant pour confectionner la tête

nature d'une bombe, un calcul élémentaire montre que ce procédé pourra servir à fabriquer une dizaine de milliers d'armes nucléaires supplémentaires aux États-Unis, c'est-à-dire de doubler le stock actuellement disponible. Nous répétons : ce problème ne concerne pas les scientifiques. C'est un problème purement mental résolvable par l'application de moyens financiers appropriés à une technologie de routine.

Un autre article de *Science* (vol. 214, 1981, p. 419) nous a appris que le président Reagan avait abrogé le décret de 1977 de l'administration Carter suspendant les opérations de retraitement du combustible usé des réacteurs civils, permettant ainsi d'extraire le plutonium. Et l'auteur de l'article pose la question : « Est-ce pour promouvoir la marche des superpuissances ou parce en vue de fabriquer des bombes ? »

(*) Prix Nobel.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
275 F 402 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
533 F 963 F 1 391 F 1 820 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 521 F 731 F 940 F

IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 467 F 649 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse : veuillez en prévenir (deux semaines ou plus) ; les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-propos en espèces et d'implémenter.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérants :
Jean-Pierre Juvet, directeur de la publication,
Claude Julien.

Imprimé au
« Monde »
S. r. l. des Italiens
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

150 من الدين

LA GUERRE DES MALOUINES

Le chef des parachutistes anglais a été tué au combat

De notre correspondant

Londres. — Le ministère britannique de la défense a officiellement annoncé, dans la nuit de dimanche à lundi, que le porte-avions *Invincible* a été atteint par un missile Exocet A.M. 39 tiré d'un chasseur Super Étendard, comme contenance de l'affirmer, à Buenos-Aires, les communiqués officiels argentins. Le porte-parole de Londres a indiqué que le « gros » de la flotte avait bien été attaqué par l'aviation adverse, mais qu'aucun bateau n'avait été touché. Au contraire, un *Skyhawk* argentin a été abattu.

Pendant ce temps, les troupes britanniques continuent de se battre dans les positions sur l'île orientale des Malouines, après la reprise de Goose Green et de Port Darwin. L'atterrissage de Port Stanley et les installations militaires autour de la petite capitale de l'archipel ont été soumis dimanche au bombardement naval et aérien le plus intensif depuis le début des hostilités. Les fusiliers-marins qui avancent depuis la tête de pont de San Carlos par la route du nord ont pris le contrôle des deux villages de Douglas et de Tati Inlet. La résistance du petit groupe des défenseurs argentins a été très faible.

La bataille de Goose Green avait commencé dans la nuit du mercredi 26 mai. Une compagnie de parachutistes qui avait quitté la tête de pont de San Carlos avait établi une ligne de défense à une vingtaine de kilomètres au nord des deux villages où elle devait être rejointe par le reste du 2^e bataillon, la nuit suivante. En même temps, un détachement d'artilleurs équipés de canons légers de 105 millimètres et de mortiers de 81 millimètres, était amené par hélicoptères. Jeudi à

22 heures G.M.T., le colonel Jones, commandant des « bêtes rouges », donnait l'ordre d'attaque. La bataille a duré toute la nuit et la journée de vendredi.

Les parachutistes britanniques ont été attaqués par six avions Fucara ; quatre de ces appareils ont été abattus par des lance-roquettes portatifs Blowpipe. Mais les parachutistes étaient pris sous le feu de deux grosses pièces d'artillerie qui les empêchaient de progresser. « A ce moment-là, l'artillerie a été très bien, pas de problème », a déclaré le colonel Jones. C'est en tentant de réduire au silence ces batteries que le colonel Jones a trouvé la mort à la tête des meilleurs éléments de son bataillon.

Soutenues par des bombardements de chasseurs Harrier venus des porte-avions, les forces britanniques ont poursuivi leur avance, et dans la nuit de vendredi à samedi, le major Keeble, le numéro 2 du bataillon, qui avait pris le commandement, a négocié avec les chefs argentins la reddition des troupes de Port Darwin le samedi à 13 heures G.M.T.

Les pertes britanniques sont relativement légères : onze morts (dont, toutefois, le colonel Jones, commandant le 2^e bataillon de parachutistes) et trente un blessés. Le nombre des victimes du côté argentin n'est pas connu, mais on annonce qu'il est vingt blessés. Mille quatre cents soldats ont été faits prisonniers par les sept cents parachutistes britanniques. C'est probablement une des actions les plus brillantes et les plus courageuses conduites par un bataillon depuis la seconde

guerre mondiale », a déclaré à Londres le colonel Christopher Dumphie, de l'état-major de la Flotte.

Si en une semaine la situation des forces britanniques sur l'archipel s'est transformée du tout au tout, on se garde à Londres de tout triomphalisme, car on considère que la prise de Port Stanley est une tâche beaucoup plus difficile.

Quand les troupes britanniques contrôleront parfaitement les collines entourant la capitale, le siège pourra se resserrer et les Argentins risquent d'être finalement asphyxiés. Cette solution progressive aurait l'avantage de permettre une relance de l'activité diplomatique, la recherche d'un retrait négocié des forces de Buenos-Aires, et d'éviter les risques pour la population civile. Cependant, il est probable que Mme Thatcher fasse ce choix. Tout indique au contraire qu'elle est en faveur d'un assaut frontal afin de libérer aussi vite que possible les habitants de Port Stanley — d'autant que des actes de vandalisme de soldats argentins ont été rapportés par des habitants de Goose Green et de Port Darwin.

Un siège prolongé exposerait les Britanniques aux attaques de l'aviation argentine, et il place dans une situation délicate le commandement de Londres sous la pression de ses alliés — notamment des États-Unis qui réclament de plus en plus ouvertement un règlement des différends. Il n'est pas sensible à ces appels, au Foreign Office, Mme Thatcher ne semble pas décidée à céder à la table des négociations que les Argentins n'ont pas été capables de conserver militairement.

DANIEL VERNET.

Les forces britanniques avancent vers la capitale par le nord et par le sud

Le porte-avions britannique *Invincible* a-t-il été touché, le dimanche 30 mai, par un nouveau coup au bur d'un Exocet M-39 lancé par un avion argentin ? Quand, et à quel prix, Port Stanley, la capitale des Malouines, tenue par quelque sept mille cinq cents soldats argentins solidement retranchés, tombera-t-elle sur mains des troupes d'élite britanniques ? Telles étaient les questions que l'on pouvait se poser, ce lundi 31 mai, au début d'une semaine capitale dans la crise de l'Atlantique sud.

Malgré les démentis formels de Londres, des communiqués officiels argentins répètent, ce lundi matin sur les ondes, qu'un porte-avions britannique, non autrement désigné, avait été mis hors de combat lors d'une nouvelle importante attaque aérienne, le dimanche 30 mai, contre la

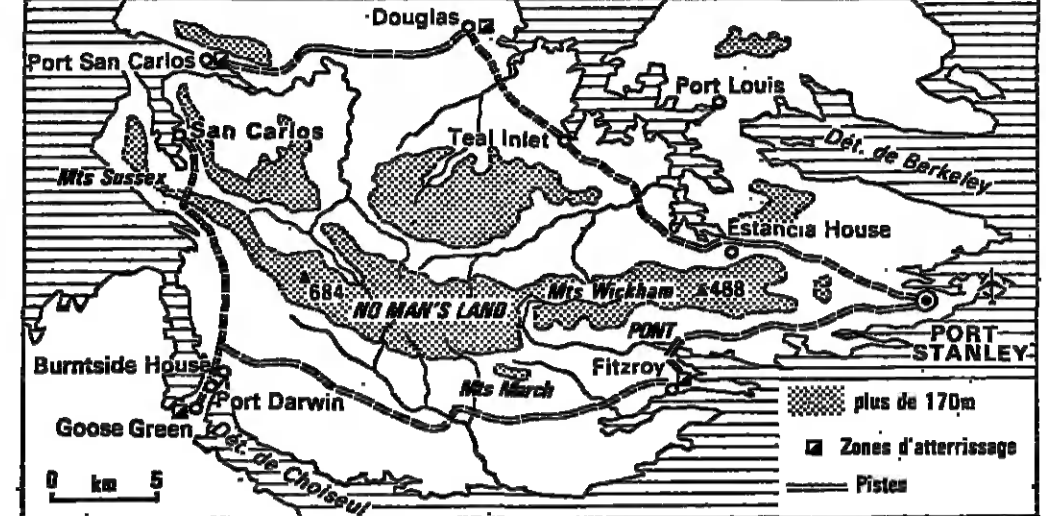
flotte d'intervention. Londres reconnaît simplement qu'une attaque de l'aviation argentine contre le « gros » de la Royal Navy a bel et bien eu lieu ce jour-là. La presse argentine assure que le navire touché est l'*Invincible*. Une certitude en revanche : Goose Green, dont le terrain d'aviation et la position même, sur le petit isthme qui relie les deux parties de l'île Malouine orientale, faisaient un enjeu important, est tombée le vendredi 28 mai en soirée, après presque deux journées de combat.

Le commandant des parachutistes, le lieutenant-colonel Herbert Jones, âgé de quarante-deux ans, a été tué alors qu'il conduisait un groupe d'une douzaine de ses hommes à l'assaut d'une position d'artillerie adverse. « Il a, comme les autres soldats du célèbre deuxième bataillon, reçu l'hon-

mage de Mme Thatcher, comme « officier vraiment vaillant et courageux, et aimé de ses hommes ».

Après la chute de Goose Green, la garnison de Port Darwin, forte de 1 000 à 1 500 hommes, s'est rendue dans la journée de samedi 29 mai, sans presque avoir opposé de résistance aux Britanniques.

Dès lors, les forces d'élite de Londres ont entrepris une opération visant à prendre en tenaille la garnison de Port Stanley, et ses quelque 1 500 défenseurs. Les fusiliers marins avancent par la difficile piste du nord, tandis que les parachutistes, par la route normale du sud, ont repris leur progression depuis Port Darwin. Les premières unités britanniques seraient à une trentaine de kilomètres de la capitale des Malouines. Le siège de la ville paraît donc imminent.



L'intensification des combats

(Suite de la première page.)

Depuis le 26 mai, la préoccupation, voire la tension, se lit sur les visages. Il a fallu attendre la soirée du dimanche 30 mai pour qu'un communiqué officiel annonce la chute de Port Darwin. L'état-major n'a donné aucune information sur le nombre de soldats faits prisonniers. Alors que Londres annonçait, dès vendredi soir, la prise de cette position stratégique, elle commande la liaison entre les parties nord et sud de la Malouine orientale — la presse de Buenos-Aires parlait encore samedi de combats acharnés, de contre-offensive, de résistance à l'envahisseur « colonialiste ».

Quand la nouvelle a commencé à circuler, elle a fait beaucoup d'émotion. Les Anglais avaient attaqué, certes, mais ils avaient dû fuir « en laissant sur la plage leurs fusils et leurs mortiers », disait, au cours d'une réunion organisée par le parti radical, un homme qui affirmait venir tout droit de l'état-major. Samedi matin, les autorités publiaient un communiqué indiquant que les Anglais avaient réussi à renforcer leur tête de pont et à débarquer entre quatre mille et quatre mille cinq cents hommes, « le maximum de leurs disponibilités ». C'était une façon de préparer l'opinion à ce qui allait suivre.

Puis, tard, un autre communiqué annonçait que deux mille cinq cents Britanniques, appuyés par des hélicoptères, de l'artillerie anti-aérienne et de l'artillerie de campagne, se battaient contre huit cents Argentins, lesquels résistaient malgré la supériorité de l'ennemi « en nombre, en

mobilité et en puissance de feu ». Le même communiqué indiquait que le contact radio avait été perdu, samedi midi, avec la garnison de Port Darwin.

Puis ce fut le silence, jusqu'à dimanche soir. La population a tout de même découvert ce qui se passait en lisant la presse britannique. En effet, les radios étrangères, puis en parcourant les correspondances de Londres que publient quelques journaux, pas tous — de la capitale.

Les Argentins ont-ils perdu Port Darwin parce qu'ils se battaient à un contre trois ? C'est ce que les médias ont affirmé. Les listes militaires étrangères indiquent que la partie a sans doute été plus égale. Ils pensent aussi que les commandants argentins ont été fatigués par près de deux mois d'attente, et qu'ils étaient moins préparés que les marines britanniques, qui sont des professionnels de la guerre. En outre, expliquent certains Argentins, « notre armée a été entraînée pour lutter contre la guérilla, pas pour soutenir une guerre conventionnelle ». Les autorités affirment, pour leur part, que le mauvais temps a défavorisé la défense, car il a empêché l'aviation de bombardier les assaillants.

Préparation psychologique

Une autre question revient avec insistance depuis plusieurs jours : l'attente d'un cesse-le-feu n'a-t-elle pas été trop peu, et trop tardivement utilisée ? Certains militaires spécialisés l'affirment : « C'est une erreur, dissuader n'est pas se développer la tête de pont. Quand les troupes ont attaqué la Royal Navy pour couper les lignes d'approvisionnement, il aurait fallu une offensive terrestre, pour repousser les « marines » à la mer ».

La presse commence à préparer l'opinion publique à une éventuelle défaite. Le quotidien *la Nación* écrivait dimanche que les « pertes infligées à l'ennemi ont été telles » que la défaite — si elle se produit — ne sera pas une humiliation. Le chef de l'état, le général Galtieri, a préparé l'avenir, lui aussi, dans une allocution prononcée, le samedi 29 mai, devant ses troupes, à l'occasion du Jour de l'Armée. Il a dit que le combat contre l'Angleterre était « inévitable », mais qu'il dure-rait quel que soient le temps et l'effort nécessaires. En outre — et c'est ce que la presse a surtout relevé — il a menacé d'en appeler à l'aide militaire de pays situés dans d'autres latitudes.

S'agit-il des pays de l'Est ? La question a été examinée au cours d'une réunion d'état-major, selon le journal *Clarín*, un seul des généraux s'est prononcé en faveur d'un appel à Moscou. Une aide en matériel ou en hommes, pourrait-elle venir de « nations sœurs », comme le Venezuela et le Pérou ? La presse, en tout cas, a beaucoup spéculé à ce sujet. La résolution adoptée au sein du TRIAE (traité interaméricain d'assistance réciproque) autorisant les États latino-américains à appuyer l'Argentine comme bon leur semblerait, a relancé de telles spé-

culations. En fait, on pense à Buenos-Aires qu'une telle assistance a peu de chances de se concrétiser, et que, de toute façon, elle viendrait trop tard.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Costa Méndez, a déclaré à plusieurs reprises que l'Argentine avait sa place au sein de la communauté internationale, et qu'elle n'avait rien à faire au sein du mouvement des non-alignés. Depuis le début du conflit, les dirigeants reconnaissent implicitement qu'ils se sont trompés. Ils disent avoir découvert que leurs véritables alliés, en Amérique latine et dans le tiers-monde, sont les pays qui ont multiplié sur l'Argentine, « pour le motif de développement », engagée dans une guerre qui oppose le Sud où elle se trouve — aux blocs industriels et coloniaux du Nord. Le secrétaire au commerce répète, face au boycott de l'Europe communautaire, que l'Argentine doit retrouver ses partenaires naturels, qui sont ses voisins, et s'intégrer — enfin — au pacte Andin (1).

« Notre frontière orientale, dit le général Galtieri, est une ligne de feu. Elle est la ligne de feu de l'Argentine, ce que le Brésil, jusqu'à présent, était seul à affirmer en Amérique latine, en partie en raison de certaines origines raciales. Il y a quelques jours, le général Galtieri a écrit une lettre très amicale à M. Fidel Castro, en réponse à celle que le président du mouvement des non-alignés avait envoyée aux chefs des États membres pour les inviter à soutenir la cause argentine. M. Costa Méndez doit se rendre cette semaine à La Havane pour assister à une réunion de ce même mouvement qu'il rejette il y a quelques mois. Les opposés au régime qui pleident depuis toujours en faveur de telles positions n'arrivent pas encore à y croire... »

CHARLES VANHECKE.

(1) Le pacte Andin est une sorte de marché commun regroupant cinq pays : le Venezuela, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la Bolivie.

● *Maintien des prochains vols vers l'Argentine des compagnies aériennes européennes.* Les vols programmés par les compagnies aériennes françaises, allemandes et néerlandaises ont été maintenus, en dépit de la dénonciation par Buenos-Aires, le vendredi 28 mai, des accords bilatéraux de transport aérien avec ces pays. Les compagnies concernées n'ont toujours pas reçu notification officielle de la décision argentine, qui prévoyait une interruption des vols dans les trente jours.

Quatorze heures de bataille pour la prise de Goose Green

Les combats pour la prise de Goose Green ont duré une journée entière, et il a fallu « une matinee de délicates négociations » avant de connaître, le vendredi 28 mai, en début d'après-midi, la nouvelle de la capitulation des troupes argentines sur place, rapportée, le dimanche 30, un envoyé spécial de la B.B.C. Selon Robert Fox, les Kelpers (habitants des îles), qui se sont plaints de mauvais traitements infligés par les forces argentines, ont réservé un bon accueil aux militaires britanniques. Pendant presque un mois, 114 personnes avaient été enfermées par les Argentins dans une salle communale, affirme Robert Fox. Les Kelpers accusent aussi les Argentins d'être livrés à des vols et à des déprédations et d'avoir tiré sur un berger à partir d'un hélicoptère, poursuit l'envoyé spécial.

Selon son récit, l'assaut avait été donné jeudi avant l'aube, par un bataillon de « bêtes rouges » (parachutistes) britanniques contre des Argentins trois fois plus nombreux que prévu — presque 1 500 hommes très bien retranchés qui ont tenu leurs positions « avec ténacité ». La bataille a duré quatorze heures. Elle avait été précédée d'un pilonnage d'artillerie de marine dont les obus ont illuminé le ciel lors de l'assaut des parachutistes.

Au lever du jour, les Argen-

tins ont commencé à se replier sur des positions où se trouvaient des mortiers parfaitement réglés pour le tir. « Nous étions à intervalles réguliers coulés au sol, faisait avec le quartier général du bataillon et nous avons été quarante fois à trois mètres de la mort », commente le journaliste britannique. « Au milieu de la nuit... les premiers prisonniers et les premiers blessés ont fait leur apparition. Triste apparition. Les prisonniers cherchaient les morts, et les préparant pour l'enterrement... »

C'est vers le milieu de l'après-midi — que les parachutistes ont appris que leur chef, le lieutenant-colonel Herbert Jones, avait été tué en partant à l'assaut d'un nid de mitrailleuses qui paralysait la progression du bataillon depuis plus d'une demi-heure, poursuit l'envoyé spécial.

L'artisan de la reddition des Argentins a été le major Chris Keeble, commandant en second. A midi, vendredi, on n'a demandé ainsi qu'à son contraire du Daily Mail, David Morris, d'être les témoins civils de la cérémonie. Le général argentin Wilson Doser Pedrosa, qui commandait le terrain d'aviation, avait accepté de se rendre. Il a passé ses hommes en revue et leur a fait un discours. Après avoir chanté l'hymne national, ils ont jeté leurs armes et leurs casques », conclut le journaliste.

M. MITTERRAND : la France cherche à ménager l'avenir.

Interrogé sur le conflit des Malouines au cours d'un entretien diffusé dimanche 30 mai par la chaîne américaine de télévision A.B.C., M. Mitterrand a déclaré que, « en agissant par la force, l'Argentine (...) s'est mise dans son tort ». Mais, a-t-il rappelé, « nous n'avons jamais reconnu la souveraineté de la Grande-Bretagne sur cet archipel ». Après tout, la France aussi a été aux Malouines, a-t-il noté, pour préciser immédiatement : « Attention, je ne réclame rien... »

« Notre devoir était d'abord d'être solidaire des Britanniques, qui avaient été agressés, qui étaient blessés dans leurs intérêts et dans leur fierté nationale, a-t-il poursuivi. Nous sommes très tristes d'être dans une situation dans laquelle les pays d'Amérique latine pourraient douter de notre amitié, dans une situation où il n'y a que des inconvénients... »

« Au moment où nous sommes, il faut que l'on puisse trouver rapidement les bases d'un accord qui respecterait le droit. La France sera tout à fait disposée à montrer aux peuples d'Amérique latine que, prise dans cette contradiction dont elle n'est pas responsable, elle cherche à tout prix à ménager l'avenir ».

A propos du Proche-Orient, le président de la République a dit notamment : « J'ai toujours pensé qu'il fallait la reconnaissance mutuelle et préalable des droits des uns et des autres. Mutuelle et préalable signifie qu'il n'est pas possible que les Palestiniens, autour de l'O.L.P., s'organisent en État, en Cisjordanie par exemple, sans qu'ils aient, au préalable, déclaré la paix. C'est à dire reconnaître l'existence d'Israël. Le reste se discute... »

UNE CONVERSATION ANIMÉE ENTRE M. HAIG ET L'AMBASSADEUR AMÉRICAIN A L'ONU

Le magazine « Newsweek », dans son édition du 31 mai, rapporte une conversation téléphonique entre le secrétaire d'État, M. Haig, et l'ambassadeur américain des Nations Unies, Mme Jeane Kirkpatrick. Selon « Newsweek », Mme Kirkpatrick, très hostile à la politique américaine de soutien à la Grande-Bretagne dans l'affaire des Malouines, a comparé cette attitude, fortement défendue par M. Haig, à « la loyauté qui existe au sein d'un gang ». L'ambassadeur aurait suggéré qu'on pourrait tout aussi bien engager le département d'État et le remplacer par le Foreign Office.

Le secrétaire d'État, selon le magazine américain, n'aurait pas été en reste d'amabilité, puisqu'il aurait accusé Mme Kirkpatrick d'être, en raison de ses relations avec les gouvernements latino-américains, « manifestement et émotionnellement incapable de réfléchir sur le conflit des Malouines ».

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● *UN ATTENTAT À L'EXPLO-SIF* a été commis dans la nuit du dimanche 30 au lundi 31 mai contre les bâtiments de la délégation des finances de Valence. L'un des gardes civils en faction devant l'immeuble a eu le temps d'ouvrir le feu sur les inconnus qui avaient jeté la bombe et s'enfuyaient en voiture, mais sans parvenir à les arrêter. La responsabilité de cet attentat, qui n'a fait que des dégâts matériels, n'a pas été revendiquée. (A.F.P.)

Éthiopie

● *LES COMBATS DANS LE TIGRE*. — Le Front populaire de libération du Tigre (F.P.L.T.) affirme avoir repris il y a une semaine, les deux villes de

Ferres-Mai et Edaga-Arbi dans la province du Tigre, où se trouvaient des garnisons éthiopiennes. Ces deux agglomérations sont situées respectivement à 45 et 60 kilomètres à l'est d'Addis, dans le centre de cette province du nord-est de l'Éthiopie. Selon un porte-parole du F.P.L.T. à Khartoum, le mouvement s'est emparé de Ferres-Mai le 31 mai après sept heures de combats au cours desquels deux cent quinze soldats éthiopiens ont été tués ou blessés et deux cent quatre-vingt-neuf faits prisonniers.

Le 22 mai, au cours d'une embuscade à Adi-Bahr, à 15 kilomètres au nord de Ferres-Mai, les guérilleros du F.P.L.T. ont tué ou blessé trois cent dix soldats éthiopiens venus en renfort, a ajouté le porte-parole. L'aviation éthiopienne, toujours, selon le F.P.L.T., a alors bombardé Ferres-Mai pendant trois jours

consécutifs, tuant de nombreux civils et détruisant le tiers de la ville. — (A.F.P.)

Mozambique

● *CINQUANTE OUVRIERS SUEDOIS* et leurs familles se sont réfugiés au Zimbabwe à la suite d'une attaque de la guérilla au Mozambique, a annoncé vendredi 28 mai, l'ambassade de Suède à Marrakech. Les ouvriers auraient fui le chantier sur lequel ils travaillaient, situé à 10 kilomètres de Vila-de-Manica, dans la région centrale du Mozambique, après que des rebelles de la « résistance nationale du Mozambique » eurent attaqué un train sur un pont et deux voitures sur la route de Beira, tuant un ressortissant portugais. (A.P.)

DIPLOMATIE

A L'ISSUE DE SES ENTRETIENS A RYAD

M. Cheysson affirme que la France est prête à contribuer au règlement du conflit du Golfe

M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, a quitté dimanche 30 mai l'Arabie Saoudite pour la Tunisie, à l'issue d'entretiens qui semblent avoir amélioré des relations quelque peu détériorées par la visite en Israël de M. Mitterrand.

Le prince Saoud el Faycal, le chef de la diplomatie saoudienne, a indiqué au cours d'une conférence de presse commune que les deux parties avaient constaté une identité de vues sur toutes les questions abordées au cours de discussions « fructueuses et constructives ». M. Cheysson pour sa part a indiqué que la

France était prête « à soutenir les efforts de paix », pour mettre fin au conflit entre l'Irak et l'Irak. « Dans les semaines qui viennent, a-t-il dit, nous serons amenés, en tant que Français et en tant qu'Européens, à manifester de nouveau notre volonté de contribuer au rétablissement de la paix dans le respect du droit. » Il a d'autre part réaffirmé la nécessité de résoudre le conflit israélo-arabe par la négociation entre les parties concernées, y compris l'O.L.P. « L'Organisation de libération de la Palestine, qui représente le combat palestinien, a-t-il dit, doit être partie prenante à des négociations de paix. »

Les réserves de Tunis sur la politique proche-orientale de Paris

Tunis. — Avant d'entreprendre ses visites en Afrique, M. Mitterrand avait adressé un message au président Bourguiba dans lequel il lui faisait part des thèmes qu'il allait développer et l'assurait que, en sa qualité de doyen des chefs d'Etat africains, il le tiendrait informé des résultats de cette tournée. Tel est donc l'objet essentiel de la visite à Tunis de M. Claude Cheysson, arrivé de Ryad dimanche 30 mai, et qui est reçu ce lundi par le président Bourguiba avant de repartir en fin de journée pour Tripoli.

Sur la politique française en Afrique, le ministre des relations extérieures doit trouver compréhension et sympathie auprès de ses interlocuteurs. « Nous ne pouvons avoir qu'un préjugé favorable pour la volonté exprimée par Paris de concevoir ses relations avec l'Afrique en des termes nouveaux, qui tiennent compte du désir des pays africains de s'émanciper et de traiter d'égal à égal avec la France, nous a déclaré M. Caid Essoussi, ministre des affaires étrangères. Si, de part et d'autre, on œuvre désormais pour l'établissement de relations de solidarité et de complémentarité, il ne peut en découler qu'une coopération enrichissante pour tous. »

De notre correspondant

En revanche, les dirigeants tunisiens sont nettement plus réservés à l'égard des positions françaises au Proche-Orient, et ils se proposent de faire part de la déception qu'elles leur inspirent à M. Cheysson, qui doit également rencontrer le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Kélibi. Comme les autres capitales arabes, Tunis, bien qu'ayant toujours défendu des thèses modérées dans le conflit israélo-arabe, n'a pas du tout apprécié le voyage du président de la République en Israël, et estime que la proclamation des droits des Palestiniens et la nécessaire participation de l'O.L.P. à des négociations de paix, que le ministre a réaffirmées à son arrivée à Tunis, si positives soient-elles, ne le compensent pas. M. Baji Caid Essoussi, qui relève que M. Mitterrand est le seul chef d'Etat au monde — à l'exception de l'ancien président égyptien — à s'être rendu en Israël, considère qu'il est normal que les Arabes s'interrogent sur la sincérité de l'attitude française et s'en tiennent pour le moins à l'expectative. « Il n'est pas évident, remarque-t-il, que la France

ait une politique favorable aux Arabes. Il faudrait qu'elle précise davantage ses intentions et prenne des initiatives qui ne laissent plus de doute sur ses choix. »

Les relations franco-maghrébines que les Tunisiens souhaitent voir maintenues dans un juste équilibre, sans que soit favorisé tel ou tel partenaire au détriment des autres, vue qui répond d'ailleurs au souci affiché par Paris, ainsi que l'évolution du conflit israélo-arabe, source de préoccupation commune, sont également inscrites à l'ordre du jour des conversations.

Enfin, le ministre des relations extérieures met à profit ce bref passage à Tunis, où il avait effectué l'an passé sa première visite à l'étranger, pour faire le point de la coopération. Un moment hâtive après la visite en février dernier de M. Mauroy, celle-ci paraît avoir repris son rythme normal. En témoignent la signature ce lundi par M. Cheysson d'un échange de lettres au terme duquel la France s'engage à financer pour 110 millions de francs l'équipement d'une deuxième chaîne à caractère essentiellement tunisien.

MICHEL DEURÉ

Du « coin du feu » au feu d'artifice

(Suite de la première page.)

A Versailles, où trois mille journalistes sont attendus (contre deux mille l'an dernier à Ottawa), le centre de presse de l'organisation occupera 4 000 mètres carrés. Un grand dîner suivi d'une scène d'opéra, d'un concert, de ballets, d'un feu d'artifice avec les grandes eaux, marquera le triomphe de la diplomatie du spectacle.

Le « sommet des industrialisés » est aujourd'hui une institution établie. Personne ne conteste son intérêt. A cet égard, mais à cet égard seulement, son fondateur, M. Giscard d'Estaing, a atteint son objectif.

Pour gérer le monde occidental et le sortir d'une crise déjà profonde, les institutions politiques et économiques n'ont jamais manqué : OTAN, O.C.D.E., GATT, sans parler des organisations régionales et des organisations mondiales de prépondérance occidentale comme la Banque mondiale et le F.M.I.

Mais leur efficacité laisse à désirer. L'idée de M. Giscard d'Estaing était de réunir périodiquement les dirigeants les plus influents du monde occidental en une formation aussi restreinte que possible, pour qu'ils échangent leurs vues et leurs préoccupations, sans aucun formalisme, « au coin du feu », disait-on, sur tous les sujets qui les intéressent afin qu'ils puissent tout haut ensemble en toute liberté. Il était important, estimait l'ancien président, que les hauts dirigeants prennent l'habitude de se rencontrer, non pour prendre des décisions, mais pour réfléchir et travailler ensemble comme les membres du gouvernement qui délibèrent à jour fixe.

Faire prévaloir cette technique des relations internationales au sommet (dont les avantages sur les moyens éprouvés de la diplomatie classique ne sont pas évidents) fut un objectif constant de la V^e République.

Dès septembre 1958, le général de Gaulle tenta vainement d'instituer un directoire franco-anglo-américain, et le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement était la pierre angulaire de son projet d'Europe des Etats. M. Giscard d'Estaing s'en inspira en 1974, avec la création du conseil européen.

La franchise des discussions, sans laquelle un tel exercice n'a pas de sens, exige qu'elles se déroulent en petit comité. L'idéal eût été que les chefs d'Etat ou de gouvernement fussent seuls, ce qui se révéla impraticable, la plupart d'entre eux ne pouvant constitutionnellement parler diplomatiquement et économiquement sans leurs ministres. Du moins fut-il convenu de limiter à trois personnes l'effectif de chaque délégation à la table de la conférence et de faire dîner et déjeuner entre eux les chefs d'Etat et de gouvernement.

Plus périlleuse fut la sélection des Etats participants. Il n'eût servi à rien d'inviter tout le monde, de constituer une sorte d'ONU occidentale. D'ailleurs, à l'ONU, ce qui compte, c'est le Conseil de sécurité, plus encore ses cinq membres permanents. Qui devaient être les membres permanents du « Conseil de sécurité » occidental ? Telle était la question.

Il n'était plus possible de se limiter à la France, à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, comme dans le directoire souhaité par de Gaulle, d'autant que le principal sujet de discussion, mais non le seul, serait l'économie, talon d'Achille de l'Occident. La présence de l'Allemagne fédérale devenait le principal partenaire politique de la France) et du Japon s'imposait.

M. Giscard d'Estaing en serait volontiers resté là, et la conférence préparatoire du 6 octobre 1975 à New-York se limita à cinq, mais elle fut aussitôt saluée des candidatures de l'Italie et du Canada, l'Italie pouvant d'autant moins être écartée qu'elle pré-

sentait alors le conseil de la Communauté européenne. Elle fut donc invitée à Rambouillet. Le Canada reprit l'offensive l'année suivante et les Etats-Unis, puissance invitante à Porto-Rico, exigèrent sa participation. Le Japon tenta même, pour avoir lui aussi à son côté un partenaire régional, de faire inviter l'Australie. Pour couper court à un nouvel élargissement, il fut décidé que le sommet de 1977 se tiendrait non à Tokyo, comme l'eût voulu la rotation par continent, mais à Londres. Le club était ainsi fermé, ou presque.

Les « petits » de la Communauté étaient en effet très irrités de ces activités « fractionnées » des « grands », et la tension fut très vive au moment de Porto-Rico. Les « petits » européens obtinrent finalement que « la Communauté en tant que telle » participe aux « sommets industrialisés » à partir de la réunion de Londres.

Une ultime novation intervint cependant à Versailles. La Communauté est désormais à deux présidents, celui de la Commission (président élu en passant, de prendre ses repas à la table des ministres des affaires étrangères) et celui du conseil, qui change tous les six mois. Or, jusqu'ici, les « sommets industrialisés » sont toujours tombés pendant la présidence d'un « grand » européen. Pas par hasard d'ailleurs : on choisissait à dessein entre les mois de juin et de juillet, où change la présidence des Dix, pour qu'il en soit ainsi. Mais cette année le choix se porta entre deux « petits » : Belgique ou Danemark. Il a donc fallu inviter l'un d'eux — ce sera le premier ministre belge, M. Martens, puisque le sommet a lieu en juin, qui représentera avec M. Thorn « la Communauté en tant que telle ».

Une autre inflation a altéré l'esprit des sommets des Sept, qui, on le voit, sont huit : l'Allemagne fédérale. Pour réfléchir ensemble tout à fait librement, mieux eût valu ne rien écrire et ne rien proclamer à l'extérieur, mais c'était demander l'impossible. Les plus hauts dirigeants ont une irrésistible propension à la parole. Des Rambouillet, une déclaration fut publiée, qui tenait en quinze paragraphes : celle d'Ottawa l'an dernier, avec sa partie politique, en comptait quarante-deux. M. Mitterrand a la ferme volonté de ramener la « déclaration de Versailles » à beaucoup plus de concision.

Le panache blanc de M. Reagan

Faute d'avoir pu maintenir les « sommets industrialisés » dans l'intimité et la discrétion, M. Giscard d'Estaing essaya une autre formule. Pendant le sommet des Sept à Bonn, en 1978, le chancelier Schmidt avait invité à un petit déjeuner les présidents Giscard d'Estaing et Carter et le premier ministre britannique, M. Callaghan. Afin d'éviter de froisser les absents on tenta de garder cette réunion secrète — en vain : puis on la justifia en invoquant le « groupe de Berlin » qui, en marge des conseils atlantiques, réunit les ministres « ayant des responsabilités dans l'ancienne capitale allemande ». Pour en discuter de tout.

Ainsi M. Giscard d'Estaing eut-il l'idée d'inviter au mois de janvier suivant les mêmes interlocuteurs « en privé » à la Guedeloupe. Plus question de se consacrer à l'économie, on parla surtout de stratégie mondiale. Aucun communiqué ne fut publié et une grande discrétion fut observée. Peut-être, si l'usage s'en était établi, aurait-il pu se constituer ainsi, de fait, l'embryon de directoire politique occidental souhaité en 1958 par le général de Gaulle, avec la participation supplémentaire et significative de l'Allemagne fédérale. Il eût sans doute suffi que M. Carter s'y prêtât. Mais, quelques mois plus tard, il eut d'autres chats à fouetter : l'affaire d'Iran suivie d'un échec électoral.

Apparemment, la formule actuelle convient à M. Mitterrand. A peine était-il entré à l'Elysée en 1981 qu'il se trouva programmé pour le sommet d'Ottawa et la boucle des participants était bouclée, en position d'invités pour 1982. La politisation de ces réunions des « grands » industrialisés est acquise. Les déclarations économiques sont généralement accompagnées de déclarations politiques. Curieusement, à Versailles, ce sera vraisemblablement le président américain qui insistera pour mettre l'accent sur les grandes questions politiques mondiales : « Ralliez-vous à mon panache blanc en vue des grandes confrontations avec l'Union soviétique. » M. Mitterrand insistera plutôt sur la remise en ordre économique de l'Occident et les responsabilités antérieures en la matière. Préoccupation, qui ne sont d'ailleurs pas antinomiques.

MAURICE DELMARRE

ASIE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE CHINOIS AU JAPON

L'adversaire le plus redoutable devenu le meilleur ami de Pékin

(Suite de la première page.)

Cette réussite, toutefois, n'a pas été sans épreuves. Il n'est pas sûr, d'autre part, qu'elle ait répondu à tous les espoirs, surtout du côté japonais, ni qu'elle ait devancé un avenir sans nuages.

Comme d'ailleurs, le Japon a, lui aussi, subi les conséquences du réajustement économique chinois à la fin de 1980 et en 1981. Annoncée un peu brutalement, l'annulation d'un certain nombre de contrats d'importation de produits japonais a fait l'effet d'une douche froide. Grâce aux efforts patients des deux parties, les morosures ont pu être recollées. Mais ce mauvais souvenir est-il vraiment oublié ? L'évolution des échanges au cours des trois dernières années montre bien du reste que l'élan n'est plus le même.

De 6,6 milliards de dollars en 1979, le commerce bilatéral a fait un bond en 1980, où il s'est élevé à 9,3 milliards de dollars. De ce montant aux 10 milliards de 1981, le saut est beaucoup plus modeste. Dans ces conditions, n'est-il pas possible d'atteindre l'objectif des 20 milliards fixés pour 1985, compte tenu en outre des diverses limitations aux importations imposées récemment du côté chinois ?

L'un des domaines où apparaît le plus nettement l'écart entre la réalité et les illusions est celui de la coopération pétrolière et charbonnière. L'accord commercial de 1978 prévoyait que la Chine fournirait son partenaire quinze millions de tonnes de pétrole par an à partir de 1982. Les livraisons se situent en fait cette année autour de huit millions de tonnes et il est fort improbable qu'elles augmentent notablement dans les deux ou trois prochaines années. L'augmentation de la production charbonnière, d'autre part, est l'une des priorités de la politique énergétique. Mais Pékin sera-t-il en mesure en 1985 de dégager dix millions de tonnes pour les besoins japonais, comme cela avait été envisagé ? Rien n'est moins sûr, malgré l'aide et les crédits fournis par le Japon.

Sur le plan diplomatique, une certaine inquiétude n'a pas man-

qué de se manifester ces derniers mois dans les milieux japonais en raison de la dégradation des rapports sino-soviétiques. Deux une récente interview à des journalistes nippons, M. Zhao Ziyang, le chef du gouvernement chinois, a tenu à être rassurant : les relations amicales avec le Japon resteront « inchangées, a-t-il dit, quelle que soit l'évolution de nos relations avec les Etats-Unis ». Il n'en reste pas moins qu'un changement radical de l'attitude de Pékin envers Washington mettrait Tokyo dans l'embarras.

Soutenu par la Chine, contre l'Union soviétique, dans l'affaire des Kouriles, le Japon ne peut faire rien moins que de se montrer compréhensif envers la politique de Pékin au sujet de Taiwan. Les dirigeants de Tokyo, au demeurant, n'ont pas, comme M. Reagan, attendu plus de six mois pour prendre note des intentions pacifiques des Chinois dans le détroit de Taïwan. Mais le vœu le plus cher des Japonais est sans doute que Chinois et Américains retrouvent en cette affaire leur sérénité.

Ce n'est pas la seule question à propos de laquelle les points de vue de Pékin et de Tokyo ne sont pas exactement identiques. Sur le Cambodge, par exemple, les Japonais sont loin de partager la fermeté chinoise. Leur attitude consiste plutôt à « coller » aux pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et, le cas échéant, à évoluer avec eux. Quant aux différences de vues sur la Corée, elles sont connues, même si Pékin est sans doute plus favorable au maintien du statut quo que ses discours publics ne le laissent paraître.

Au-delà de ces divergences, l'objectif principal des deux pays ne reste-t-il pas d'amorcer les forces respectives pour mettre l'Asie du Sud-Est et l'Extrême-Orient à l'abri de l'hégémonie soviétique ? On est en tout cas très conscient à Pékin de la « communauté de civilisation » à laquelle puisent les deux peuples et on y voit sans doute le meilleur rempart moral et intellectuel contre les interférences extérieures dans cette région du monde.

MANUEL LUCBERT.

TOKYO : pas d'alliance contre Moscou

De notre correspondant

Tokyo. — Les relations économiques ayant repris leur vitesse de croisière, après les turbulences suscitées l'an dernier par la suspension de divers projets de coopération industrielle, la visite du premier ministre chinois au Japon devrait d'abord fournir l'occasion aux deux parties d'appliquer, au-delà des différences idéologiques, leur pragmatisme et leur réalisme au développement d'une coopération politique bilatérale, qui demeure prudente et conjoncturelle.

MM. Suzuki et Zhao ne devraient pas manquer non plus de rechercher des points de convergence sur les grandes questions internationales, et plus particulièrement sur celles concernant leur zone privilégiée, celle de l'Asie et du Pacifique.

Dix ans après la normalisation des relations sino-japonaises et surtout depuis la signature, en 1978, du traité de paix, les rapports entre les deux grands pays voisins sont caractérisés, d'une part, par l'absence de tout conflit d'intérêt majeur et, d'autre part, par l'importance des relations économiques et commerciales. « Depuis l'arrivée de M. Deng Xiaoping au pouvoir, le rapprochement avec les Etats-Unis et le lancement de la politique de modernisation, nos relations sont bonnes et amicales », affirme un diplomate japonais.

« Cependant, ajoute-t-il, compte tenu des incertitudes de l'environnement international et de celles de la politique chinoise, l'avenir n'est pas exempt de facteurs potentiellement négatifs. Le ciel est bleu, mais les tonnerres de nos relations restent fragiles. Nous nous efforçons, de part et d'autre, de les consolider. »

Cette consolidation est évidente dans le domaine économique. Tokyo est le premier partenaire de la Chine : les échanges bilatéraux ont dépassé en 1981 les 10 milliards de dollars, ce qui n'est pas un record, mais la Chine, qui s'était lancée dans un programme de modernisation extrêmement ambitieux en 1978 (pas moins de cent vingt grands projets industriels), a dû, on le sait, procéder à des réajustements réalistes et draconiens. L'annulation ou la suppression de plusieurs projets japonais a occasionné à Tokyo des pertes financières et une certaine perte de confiance. Pour sauver ce qui pouvait l'être, le gouvernement nippon a consenti divers crédits (le Monde du 24 février). Il cherche aujourd'hui à obtenir de la partie chinoise un accord de garantie des investissements. Le pire a été évité, mais le faible taux de

croissance fixé à l'économie chinoise dans les prochaines années limitera l'essor de la coopération japonaise.

D'autre part, d'un point de vue politique, et même stratégique, le Japon s'efforce de ne pas mettre trop d'œufs dans le panier chinois. Moderniste, la Chine n'en reste pas moins communiste. Il est difficile de prévoir son évolution politique et les résultats de ses pas économiques. Par ailleurs, trop d'intérêts, immédiats et potentiels, lient Tokyo aux pays de la région — ASEAN (1), Corée-du-Sud, Taiwan, — et surtout à l'Union soviétique, pour que les Japonais se risquent à apparaître comme trop étroitement associés à la Chine.

Une approche asiatique

Malgré les préférences évidentes et les gestes qui les accompagnent, malgré l'utilisation à des fins de politique interne et de solidarité occidentale de la « menace » soviétique, on s'efforce ici de ne pas donner l'impression que l'on adhère à une alliance tripartite de fait (Washington-Tokyo-Pékin) qui serait dirigée contre Moscou et ses alliés. De plus, la diplomatie nipponne continue à dissocier la politique étrangère de la stratégie commerciale, à l'employer pragmatiquement en fonction de la conjoncture et à éviter, en restant dans le flou, les choix délicats et contraignants. Il n'en reste pas moins que la sérénité évidente des rapports sino-japonais, ainsi que le rôle actif joué par Tokyo pour consolider la composante chinoise de la stratégie américaine, tranchent sur la médiocrité de ses rapports avec Moscou.

Au-delà de ses propres intérêts et analyses, le Japon apparaît certes à la Chine comme le complément, sur le plan économique, de la stratégie militaire américaine en Asie. Mais, d'une part, la Chine communiste s'en accommode avec une certaine réserve immédiate et, d'autre part, elle n'exclut pas que le Japon et la Chine, puissances asiatiques longtemps soucieuses de limiter les influences étrangères dans « leur région », puissent dégager des analyses convergentes, voire, à terme, des approches communes, sur l'évolution du bassin du Pacifique, qu'il s'agisse d'indisposer les superpuissances étrangères qui y jouent encore un rôle prépondérant.

De ce point de vue, les sujets de discussions, d'intérêt et de préoccupation ne manqueront pas : question de Taiwan et des rapports sino-américains, « menace » mais aussi « ouverture » stratégique, la décision de la Chine (un geste qui inquiète Tokyo), problème du Cambodge et des rapports avec les pays de l'ASEAN, développement de la « Communauté du bassin du Pacifique », rôle militaire du Japon dans la stratégie militaire américaine et, également, à la veille du sommet de Versailles — un forum dont la Chine est exclue — dans celui de l'Occident industrialisé.

Sur ces questions comme sur d'autres, les relations avec le monde, par exemple, c'est d'abord d'une approche asiatique des problèmes de l'Asie, et de ceux du monde, dont il devrait s'agir ici. Alors qu'en est-il, y a-t-il encore quelques années, aux invectives doctrinales et à l'antagonisme, c'est un progrès remarquable.

R.-P. FARINGAUX.

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est (Singapour, Malaisie, Philippines, Indonésie, Thaïlande).

Afghanistan

LES TROUPES GOUVERNEMENTALES AURAIENT SUBI DE LOURDES PERTES AU PANSHER.

Peshawar (A.F.P., Reuters, A.P.). — Les troupes soviéto-afghanes, qui ont lancé, le 20 mai, une nouvelle offensive dans la vallée du Panshar, au nord-est de Kaboul, ont eu de lourdes pertes en hommes et en matériel, selon les milieux de la résistance à Peshawar, au Pakistan. M. B. Rabbani, président du comité militaire de l'Unité islamique rassemblant sept partis fondamentalistes, et chef du mouvement Jamiat Islami qui contrôle la vallée, a donné diverses précisions sur les engagements, samedi 28 mai. Les troupes soviéto-afghanes gouvernementales auraient perdu 700 hommes dans les opérations menées par le ministre de la défense, le général Abdul Qadir. Il y aurait eu 300 morts parmi la population civile et les résistants, en particulier au cours de bombardements. D'autre part, une partie des soldats afghans combattant aux côtés des unités soviétiques ont rallié la résistance. Celle-ci aurait détruit 28 chars et blindés, 15 camions et véhicules lourds, 3 ponts mobiles, 13 hélicoptères et des avions à réaction.

EUROPE

PROCHE-ORIENT

Pologne

L'espoir d'une prochaine visite du pape renaît dans la population

De notre correspondant

Versova. — Le voyage du pape en Grande-Bretagne, incite les Polonais à penser à nouveau que Jean-Paul II pourrait, malgré l'état de guerre, venir en août dans son pays natal. L'obstacle premier à la participation du souverain pontife aux cérémonies du six centième anniversaire de la Vierge noire de Czestochowa était, en effet, que sa venue aurait pu être présentée comme une preuve de retour à la normalité, si ce n'est même une caution donnée au régime soviétique.

Cet obstacle est aujourd'hui levé, dans la mesure où le pape a su ne pas décevoir, au cours de sa visite britannique, sans pour autant paraître prendre parti dans le conflit des Malouines et en évitant, de surcroît, de rencontrer le premier ministre en exercice, M^{me} Thatcher. Dans ces conditions on ne demande à Versova et Jean-Paul II s'ils ne veulent pas créer un précédent qui permettrait de se rendre en Pologne sans entériner l'instauration de l'état de guerre et sans avoir son plus à être reçu par le général Jaruzelski. La seule personnalité officielle qu'il ait rencontrée en Grande-Bretagne étant la reine. Il pourrait, ici, se contenter d'une entrevue de caractère purement protocolaire avec le chef de l'Etat polonais, M. Jablonski, dont le rôle politique est à peu près inexistant.

Cette interprétation est, en tout cas, très largement encouragée par l'épiscopat polonais. Vendredi, dernier (le Monde du 30-31 mai), le primate avait dit à l'occasion du premier anniversaire de la mort du cardinal Wysnyski, que le pape ne « craint pas de voyager pour apaiser les conflits entre les hommes ». Dimanche, l'archevêque de Katowice, qui est rentré il y a peu d'un séjour au Vatican, a, lui, affirmé que le « Saint-Père doit venir en Pologne pour rendre hommage à la Vierge et à la nation malouine » (1). Parler de rendre les quelques cent cinquante mille personnes qui ont réuni en Silésie la traditionnelle pèlerinage « Piety Slaskie » Mgr Bednorz a ajouté, en disant qu'il transmettait les paroles du pape, que Jean-Paul II désirerait « à son arrivée en Pologne visiter tous les camps d'internement », mais qu'il préférerait que leur sort soit réglé, d'ici là, sa démarche inutile. Il ne serait, en d'autres termes, pas indispensable que ce souhait soit exaucé pour que le

voyage pontifical puisse avoir lieu. Après que Mgr Bednorz ait évoqué la « joie du pape » lorsqu'il lui a remis « une simple croix de bois faite par nos frères internés » et le « désespoir » de la population qui « pourrait conduire à un drame », le cardinal Macharski, archevêque de Cracovie, a enchaîné en déclarant notamment : « Nous devons penser à ce grand pèlerin de l'Eglise universelle ; hier à Fatima, aujourd'hui en Angleterre, demain en Argentine et après-demain en Pologne ! ».

Précédent, délibéré ou non, il reste qu'un voyage du pape en Pologne demeurerait extrêmement difficile, car le héros de ce pays ne pourrait ni s'auto-censurer sur la situation politique, ni prendre le risque d'enflammer une population dont la prudence est précieuse. Il peut donc ne s'agir là que d'une volonté de l'Eglise de ne pas annuler d'elle-même un voyage prévu de longue date et de pousser ainsi le pouvoir à ne pas avoir envie — à prendre cette responsabilité. Il est sûr, en revanche, que de facto ou de jure, la possibilité est désormais ménagée au pape de se décider jusqu'au dernier moment à venir témoigner parmi ses peuples. On peut, sans crainte de se tromper, imaginer que tel est là son désir profond et la tâche qui sera grandement facilitée s'il avait pu, avant août, apporter une contribution à une solution de l'affaire des Malouines.

BERNARD GUETTA.

● Mme Kuron, la femme du fondateur du KOR, pourrait être libérée prochainement du camp d'internement où elle est détenue depuis le 13 décembre, assure-t-on de source bien informée à Varsovie. — (Corresp.)

Autriche

M. Kreisky sera à nouveau candidat à la chancellerie en 1983

De notre correspondante

Vienne. — Le chancelier Bruno Kreisky, âgé de soixante et onze ans, sera à nouveau candidat du parti socialiste (S.P.O.E.) à la Chancellerie après les élections législatives du printemps 1983.

Après avoir laissé entendre à plusieurs reprises qu'il se retirerait de la vie politique à la fin de la législature, le chancelier s'est pillé aux vœux de son parti qui s'inquiétait des conséquences électorales d'un retrait de son prestigieux chef de file.

Sur les 2,4 millions d'électeurs socialistes, quelque 11 % seulement, sont des électeurs « fidèles » qui ont voté pour le S.P.O.E. en raison du prestige personnel de M. Kreisky.

La chancellerie avait eu quelques années de santé au début de cette année. Il avait alors déclaré que sa décision de présenter pour la quatrième fois sa candidature dépendrait d'une part de l'avis de ses médecins et d'autre part de l'acceptation par M. Anton Benya, âgé de soixante-dix ans, d'un nouveau mandat comme président des syndicats. M. Rudolf Sallinger, président du patronat, restera pour sa part en fonctions jusqu'en 1985. Selon le chancelier, la continuité de la fameuse « social-partnerschaft », ce consensus qui garantit à l'Autriche depuis des années la paix sociale, sera ainsi assurée.

La popularité du chancelier rendra la tâche délicate à l'opposition, dont l'objectif déclaré est de briser la majorité absolue des socialistes. Ces derniers disposent actuellement de 55 sièges au Parlement contre 77 aux populistes (conservateurs) et 11 aux libéraux.

L'autorité majeure du parti populiste

(O.E.V.P.) est son équipe jeune et dynamique : son président, M. Alois Mock, a quarante-huit ans, et son secrétaire général, M. Michael Graf, quarante-quatre ans. Mais en période difficile, certains y voient plutôt un handicap face au paternalisme du chancelier Kreisky. L'O.E.V.P. a présenté au début de mars son programme politique pour les prochaines années, sous le titre « Modèle autrichien ». Il préconise, en particulier, de lutter contre le chômage par le renforcement de l'initiative privée et par une aide accrue aux P.M.E., véritable « colonne vertébrale » de l'économie autrichienne.

L'Autriche, qui, jusqu'à la fin de 1981, avait miraculeusement échappé à la crise économique mondiale, a connu, en janvier dernier, un taux de chômage de 5,4 %, jamais atteint depuis la seconde guerre mondiale. Ce taux s'est abaissé à 3,4 % en avril.

C'est sans conteste les moyens de la lutte contre le chômage qui seront le thème essentiel de la campagne électorale. Dans son programme de relance, le parti socialiste prévoit une augmentation des dépenses publiques dont il espère qu'elle fera sentir ses effets d'ici un an, au moment du scrutin.

L'opposition dénonce quant à elle cette politique, qui suppose un accroissement de la dette publique (elle était fin 1981 de l'ordre de 285 milliards de schillings), et le déficit budgétaire de l'ordre de 52 milliards. Le patronat s'inquiète en outre des réformes sociales annoncées, notamment la semaine de trente-cinq heures, l'abaissement de l'âge de la retraite et la cinquième semaine de congés payés.

WALTRAUD BARYLL.

La Jordanie a saisi le Conseil de sécurité du danger d'internationalisation de la guerre du Golfe

Le Conseil de sécurité des Nations unies se réunit, ce lundi 31 mai, pour examiner une requête urgente de la Jordanie, qui en avait demandé, la veille la « convocation immédiate », au sujet de l'aggravation du conflit entre l'Irak et l'Irak. Celui-ci, selon Amman, « menace non seulement la paix et la sécurité dans le monde ». D'autre part, les ministres des affaires étrangères des six pays membres du Conseil de coopération du Golfe (C.C.G.) (Arabie Saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Emirats arabes unis et Oman) devaient reprendre, ce lundi, les travaux qu'ils avaient entamés dimanche à Ryad pour tenter de parvenir à une « position unifiée » à l'égard du conflit.

Les dirigeants des pays pétroliers du Golfe redoutent une escalade des combats à la frontière irano-irakienne et s'efforcent de relancer les tentatives faites récemment par l'Organisation de la Conférence islamique en vue de parvenir à un cessez-le-feu. Le secrétaire général de l'O.C.I., M. Habib Chatti, exprime l'inquiétude des capitales du Golfe, a lancé un appel à la modération aux belligérents. « L'Irak et l'Iran », a-t-il dit, « ne peuvent ignorer les conséquences néfastes de la poursuite des combats pour leurs intérêts et ceux des Etats arabes et islamiques. Si aucune solution n'est trouvée d'ici à trois semaines, toute la région du Golfe sera menacée d'une grave intervention militaire partagée par l'Algérie, qui vient d'être gérée qui ne manquera pas d'exploiter la situation pour y parvenir ». Cette inquiétude semble partagée par Alger qui vient de dépêcher M. Lakhdar Brahimi, conseiller à la présidence, en Arabie Saoudite et dans les emirs du Golfe.

Sur le terrain, les Irakiens ont entrepris une opération qui pourrait être lourde de conséquences,

en bombardant le terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg, ainsi que la raffinerie de Tabriz. Ces bombardements auraient, selon Bagdad, causé des « dommages importants » aux installations. Ils se veulent une « riposte au bombardement iranien, dimanche, de la ville de Bassorah et de celle de Penzance, dans le Kurdistan irakien ».

Le bombardement du terminal pétrolier iranien

Le bombardement du terminal pétrolier de l'île de Kharg, d'une importance vitale pour l'économie iranienne, risque de renforcer à Téhéran le camp de ceux qui réclament la poursuite de la guerre à l'intérieur du territoire irakien. Le journal Azadegan, qui reflète généralement le point de vue du courant le plus radical de la révolution islamique, propose de « conquérir d'abord une région d'une profondeur 50 kilomètres en territoire irakien, là où les canons qui bombardent l'Irak sont installés », puis de couper toutes les voies de ravitaillement terrestre, aérienne et maritime avec l'Irak, enfin de s'emparer de toutes les bases aériennes militaires irakiennes de sorte que l'Irak n'ait plus la possibilité de bombarder des objectifs en Iran.

L'Irak a demandé par ailleurs aux pays arabes de rompre leurs relations avec l'Iran à la suite des déclarations de M. Ariel Sharon, ministre israélien de la défense, confirmant la fourniture par Israël de matériel militaire à Téhéran. De retour des Etats-Unis dimanche, M. Sharon a accusé Washington d'avoir délibérément organisé les ventes d'armes israéliennes à l'Iran « en vue de justifier d'éventuelles ventes d'armes aux pays arabes ». Il a ajouté que ses propres déclarations sur les « livraisons symboliques d'armement à l'Iran » (le Monde du 28 mai) avaient pour objectif de « dissiper des rumeurs provenant de sources proches du gouvernement des Etats-Unis ».

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, a, pour sa part, qualifié d'« arme de propagande vieille et rouillée » les déclarations au sujet de ventes d'armes israéliennes à l'Iran. « Chaque fois que l'Iran obtient une victoire, a-t-il dit, ses ennemis tentent de la mettre sur le compte des armements israéliens, alors qu'elle revient au peuple iranien », a-t-il dit au cours d'une conférence de presse donnée à Madrid, où il se trouve actuellement.

● A Washington, le gouvernement américain a autorisé l'établissement d'une licence d'exportation préalable à la signature d'un contrat de vente à l'Irak de six avions-cargo américains, malgré les protestations de membres du Congrès, qui estiment que ces appareils seront utilisés dans le conflit irano-irakien.

● A Téhéran, cinq Moudjahidin Khala ont été tués et dix autres arrêtés au cours de la semaine. Indiquant lundi un bilan du comité central des gardiens de la révolution.

D'autre part, le quotidien République islamique rapporte qu'une bombe « relativement puissante » a explosé dimanche après-midi dans les locaux du ministère de la justice à Téhéran, blessant trois employés. — (A.F.P., A.P.)

L'AMBADEUR DE SYRIE EST DE RETOUR A PARIS

Damas (A.F.P.). — M. Youssef Chakkour, ambassadeur de Syrie en France, devait regagner Paris ce lundi 31 mai, a-t-on appris samedi de sources officielles syriennes à Damas. M. Chakkour avait quitté son poste le 26 avril dernier, appelé par son gouvernement pour consultations à la suite de la décision des autorités françaises d'expulser deux membres de l'ambassade de Syrie en France, après l'attentat de la rue Marabout à Paris. Le retour de M. Youssef Chakkour à Paris, estime-t-on à Damas, constitue un pas de plus vers la normalisation des relations entre la Syrie et la France. L'ambassadeur de France en Syrie, M. Henri Servant, appelé par le gouvernement français à la suite de l'attentat de la rue Marabout, avait lui-même regagné son poste à Damas, le 17 mai. Les autorités syriennes avaient bien accueilli le geste du gouvernement français et exprimé le souhait de voir M. Chakkour reprendre son poste à Paris et les relations syro-françaises revenir à la normale.

● Renault est désormais boycotté dans tous les pays arabes du Proche-Orient excepté en Egypte, a-t-on appris lors de l'assemblée annuelle de la Chambre de commerce franco-arabe mercredi 26 mai à Paris. En décembre 1981, l'Office arabe de boycottage d'Israël avait mis Renault sur la liste noire en raison de ses liens (principal actionnaire) avec le groupe américain American Motors qui possède une usine de montage de chars civils et militaires en Israël. Cette recommandation a été suivie par le Koweït puis progressivement par tous les Etats du Proche-Orient. L'Egypte seule refusait de leur emboîter le pas, ainsi que les pays du Maghreb.

AFRIQUE

Tchad

L'offensive de M. Hissène Habré

UN DISPOSITIF MILITAIRE DE PROTECTION EST INSTALLE ATOUR DE N'DJAMENA

N'Djamena (A.F.P.). — Les troupes gouvernementales tchadiennes ont pris position dans un rayon de 70 kilomètres à Fouta, au nord et à l'est de N'Djamena, afin de s'opposer à la progression des Forces armées du Nord (FAN) de M. Hissène Habré, qui menacent la capitale tchadienne.

Trois « cordon » militaires défensifs « ont été disposés autour de la ville par le Conseil d'Etat, créé le 3 mai. Le premier est situé à 70 kilomètres de la capitale, le second à 50 kilomètres et le troisième à 30 kilomètres.

Sur le plan militaire, l'initiative est en effet aux mains des FAN. La ville d'Ati, à 60 kilomètres de N'Djamena, où est stationné l'essentiel des forces de l'Organisation de l'Unité africaine (O.U.A.), devrait tomber, au plus tard, dans les prochains jours. Les troupes des FAN, affirme-t-on de sources sûres dans la capitale tchadienne.

Les trois dernières villes punies sous le contrôle des FAN, Moussoro, le 10 mai ; Mao, le 26 mai et Massakory, le 29 mai, se sont ralliées sans combattre.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE
spécialement destinée
à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

LIVRET D'EPARGNE POPULAIRE
Avec l'Ecureuil, protégez mieux vos économies

Le Livret d'Epargne Populaire maintient le pouvoir d'achat de vos économies
Le Livret d'Epargne Populaire vous permet de recevoir, comme le Livret A, un intérêt de 8,50% exonéré de tout impôt et capitalisable sans limitation.
Mais en plus de cette rémunération, le Livret d'Epargne Populaire vous fait bénéficier d'une prime qui assure le maintien du pouvoir d'achat de vos économies que vous aurez conservées pendant au moins 6 mois sur votre Livret.
Votre épargne conservera sa valeur, même au bout de plusieurs années.

Qui peut ouvrir un Livret d'Epargne Populaire ?
Pour bénéficier du Livret d'Epargne Populaire, il faut, l'année précédant son ouverture, avoir payé moins de 1.000 F d'impôt sur les revenus (avant crédit d'impôt et avoir fiscal). Des modalités particulières sont prévues pour les personnes dont la situation de famille ou de revenus s'est modifiée l'année précédant l'ouverture du Livret.
Si vous pensez être dans ce cas, renseignez-vous à votre Caisse d'Epargne Ecureuil. Le dépôt minimum à l'ouverture du Livret est de 200 F.
Vous pourrez ensuite déposer jusqu'à 5.000 F la première année. Le maximum de dépôt à l'issue de la deuxième année pourra atteindre 10.000 F.
Dans un même foyer fiscal, les deux conjoints et eux seuls peuvent disposer chacun d'un Livret d'Epargne Populaire.
Renseignez-vous auprès de votre Caisse d'Epargne : plus que jamais l'Ecureuil est de bon conseil. C'est votre spécialiste en épargne.

CAISSE D'EPARGNE
Le bon conseil au bon moment.

551 من الاصل

RELIGION

JEAN-PAUL II CHALEUREUSEMENT ACCUEILLI PAR LES CATHOLIQUES DE GRANDE-BRETAGNE

L'itinéraire d'un « homme de vérité, de patience et de paix »

Jean-Paul II était attendu, lundi 31 mai, dans la soirée, à Edimbourg, dernière étape de sa quatrième journée de voyage en Grande-Bretagne. Au programme de cette journée : une rencontre avec la communauté juive et une messe à Manchester, un passage à York, où le pape devait s'adresser aux fidèles rassemblés sur le champ de courses de Knarveshire au sujet du mariage — cinquième sacre-

ment évoqué par le pape après le baptême, la confirmation, l'ordination des prêtres et le sacrement de pénitence. De petites manifestations protestantes, rassemblant rarement plus d'une centaine de personnes ont eu lieu ici où là, notamment à Londres ou dans le district de Toxteth de Liverpool, qui fut le théâtre de graves scènes de violence au cours de l'été 1981.

Aux grands thèmes du voyage : les questions ecuméniques et l'horreur de la guerre, s'est ajoutée dimanche à Liverpool l'évocation du chômage, dont le pape a déploré les méfaits. Selon la police, l'arrestation samedi à Londres d'un cuisinier français de vingt-deux ans, M. Bruno Gaignière, qui était porteur d'armes, a feu et flamme, est sans rapport avec la visite du pape.

De nos envoyés spéciaux

Liverpool. — Au fur et à mesure de la progression de Jean-Paul II du sud vers le nord de la Grande-Bretagne, l'accueil qui lui est réservé gagne en intensité et en ferveur. Déjà, à Londres, la police des premiers contacts a vite cédé le pas à l'enthousiasme, au stade de Wembley.

C'est dans ce haut lieu du football anglais, que le pape a dit, samedi après-midi, la première messe en plein air de son voyage. Dans une ambiance populaire, où toute la poupe de Westminster ou de Canterbury avait disparu, devant quelques cent mille personnes qui se pressaient à l'intérieur et à l'extérieur du stade, il a

sur des sujets qui inquiètent et qui divisent les catholiques britanniques, mais sa fermeté a été bien reçue par les fidèles réunis à Westminster : « Si notre foi est forte, a-t-il dit, les exigences morales de la vie chrétienne, bien que parfois elles soient difficiles à remplir, et que toujours elles requièrent effort et grâce, ne paraîtront jamais déraisonnables ni impossibles (...). Le monde a largement perdu le respect de la vie humaine, dès le moment de sa conception ; il jure dans le maintien de l'unité indissoluble

émouvante entre compatriotes (voir encadré). Si Jean-Paul II a évoqué la situation dans sa patrie en demandant des prières pour « les Polonais qui languissent actuellement en prison », on a surtout remarqué son allusion au cardinal Wysynski et son silence sur le cardinal Cienki, que certains ont interprété comme une confirmation d'un désaccord persistant entre le pape et le primate polonais.

Après l'apocalypse à l'export de Coventry, dimanche matin, c'était déjà la démesure des grands voyages antérieurs. Estimée à plus de deux cent cinquante mille personnes, la foule qui a assisté à la messe en plein air a été particulièrement sensible à l'horreur du pape consacré à la paix. Même s'il n'a pas parlé directement du conflit des Malouines, il est évident que tout le monde y pensait, dans cette ville qui avait donné son nom à un bâtiment de guerre coulé par les Argentins.

L'horreur de la guerre moderne

De fait, Jean-Paul II a pris de la hauteur en rappelant la destinée tragique de Coventry pendant la deuxième guerre mondiale. Laissons en l'état, symbolisant « la réconciliation chrétienne et la paix ». Ces ruines, a poursuivi le pape, « sont un rappel constant pour notre société de sa capacité de destruction. Capacité qui aujourd'hui est plus grande que jamais. Les populations sont obligées de vivre sous l'ombre d'un chuchotement nucléaire (...). Aujourd'hui, l'étendue et l'horreur de la guerre moderne qu'elle soit nucléaire ou non, la rendent totalement insupportable comme moyen de régler les différends entre nations ». Et le pape de rappeler l'ouverture prochaine des négociations d'un cessez-le-feu spécial sur le désarmement.

Liverpool, au cœur des Midlands, avec plus d'un demi-million de fidèles, est une des villes les plus riches d'Angleterre. L'importance de la population ouvrière, dans ce port tourné vers le large, et la forte immigration d'origine irlandaise, ont fait de Liverpool une ville traditionnelle de la gauche ; et, en même temps, grâce à l'initiative de l'archevêque, Mgr Derek Worlock, cette ville fut choisie comme lieu du rassemblement plutôt progressiste que fut le congrès pastoral national de

1980. Ce fut d'ailleurs lors de la remise à Jean-Paul II, la même année, des résultats de ce congrès par le cardinal Hume et Mgr Worlock, que l'invitation fut faite au pape de visiter la Grande-Bretagne.

Le besoin d'autorité

Puisque les résolutions votées au congrès étaient souvent ambiguës et réclamaient, entre autres, un réexamen de l'enseignement catholique sur le mariage et la sexualité, on attendait les réactions du pape avec intérêt, voire appréhension. Pourquoi ce silence étonnant ? « Pourquoi le pape ne peut-il pas se prononcer sur ce sujet, répond-il, est-ce parce qu'il n'est pas un théologien, mais un pasteur ? C'est à dire qu'il ne peut pas se prononcer sur ce qui est un problème de foi, mais un problème de vie. C'était oublier un peu rapidement que les délégués ont voté — les propos de Wembley.

D'ailleurs, le côté traditionnel et bon enfant de l'assistance à cette messe ultra-classique de la Pentecôte, qui s'est déroulée dans la cathédrale de Liverpool à l'architecture étonnante, sa forme d'entonnoir renversé fait penser à une fusée spatiale. — a été illustrée par la profusion des décorations nées : bandes, photos, guirlandes en papier, statuettes en plastique — qui ornaient les maisons des alentours.

L'esprit de ce catholicisme populaire, qui a résisté à la réforme protestante pour s'aligner ensuite de la dévotion irlandaise, est bien résumé par cette réflexion de Mme Mooney, organisatrice à la fois du congrès national et de la messe pontificale : « Le pape est un homme de vérité, de patience et de paix. Mais il est avant tout un homme de foi. C'est ce qui manque le plus aujourd'hui à l'Église comme à la maison ; dans l'Église comme dans l'État. Nous avons besoin d'autorité et de leadership, mais ce n'est pas celui de la reine ou du pape. »

Dans un tel climat, Jean-Paul II se trouve dans son élément et les menaces des extrémistes protestants fondent à vue d'œil. Pour le moment, il ne semble pas vouloir se prononcer sur les questions de la vie communale inhérentes pour les îles britanniques.

DANIEL VERNET et ALAIN WOODROW.



(Dessin de PLANTU.)

réaffirmé les doctrines fondamentales de la doctrine catholique romaine. La contrepoint avec le service ecuménique célébré le matin même dans la cathédrale anglicane de Canterbury était saisissant et la foule a pu hésiter à interrompre à plusieurs reprises son sermon pour applaudir.

Jean-Paul II a rappelé la place éminente de la Vierge Marie dans l'enseignement de l'Église catholique : « C'est elle qui nous apprend à écouter la voix de Dieu dans un monde agité et bruyant ; par la route, cette grande prière dominiqaine, elle nous aide à connaître le Christ. »

Le pape a rejeté toute réforme de la doctrine morale de l'Église

de mariage, il ne parvient pas à soutenir la stabilité et la sécurité de la famille. L'égoïsme abonde, la permiscité sexuelle, et la drogue ruinent la vie de millions d'êtres humains. Les relations internationales sont chargées de tension, souvent à cause des inégalités économiques, sociales, culturelles et politiques injustes, et à cause de la lenteur dans l'application des remèdes. Les chrétiens vont-ils accepter un tel état de fait ? Alors-nous appelons cela un progrès ?

Le traité, l'étape ecuménique de Canterbury avait été un succès d'un tout autre genre et, le dimanche en début de matinée, la rencontre avec vingt-quatre mille Polonais à Crystal Palace a permis avant tout des retrouvailles

Une nouvelle commission internationale anglicane-catholique

La « célébration » de foi conçue spécialement pour la visite de Jean-Paul II à la cathédrale de Canterbury, le samedi 29 mai, était non seulement une cérémonie très belle, comme l'Église d'Angleterre se la organise, mais une occasion ecuménique inoubliable. Voir les deux prêtres — primate anglican et pape romain — à genoux, côte à côte devant l'autel et dans la sanctuaire de saint Thomas Becket, ou riant ensemble le Credo et donnant la bénédiction en commun était en effet impensable il y a peu.

Le moment le plus émouvant fut sans doute la cérémonie d'inauguration de la nouvelle « chapelle des martyrs contemporains », au cours de laquelle sept représentants de l'Église universelle allèrent un clergé, chacun à la mémoire d'un témoin récemment assassiné pour sa fidélité à l'Évangile.

Pour l'avenir du rapprochement entre les Églises anglicane et catholique, le plus important résultat de cette journée de réconciliation était la déclaration commune signée par Jean-Paul II et le Dr. Robert Runcie, dans laquelle ils remerciaient les membres de la commission internationale anglicane-catholique pour le rapport final qu'ils viennent de publier (le Monde du 8 avril).

Quant à l'avenir, ils affirment : « Nous sommes d'accord que le temps est venu de créer une nouvelle commission internatio-

nale. Sa tâche consistera à poursuivre le travail déjà commencé : examiner particulièrement la lumière de nos liturgies, des pratiques spirituelles, et le rapport final des différences doctrinales qui nous séparent toujours (...). Étudier tout ce qui empêche la reconnaissance mutuelle des ministères de nos deux Églises et de recommander le pas pratique qu'il faudra effectuer en vue de la restauration de la pleine communion. »

Quelques réactions à cette nouvelle étape sur la route ecuménique recueillies à chaud : Le cardinal Basil Hume : « C'est un fondement et non pas un bâtiment. »

Le cardinal Jean Willebrands, président du secrétariat romain pour l'unité des chrétiens : « Il ne faut pas procéder stérilement de commission en commission ; espérons que celle-ci sera la dernière. Mais cette déclaration prouve que le travail de la commission internationale ne sera pas enterré. »

Le Dr. Kamp, évêque anglican de Chichester : « L'important pour nous c'est que le pape soit venu à Canterbury. Tout le reste est secondaire. »

Le duc de Norfolk, représentant d'une des plus vieilles familles catholiques anglaises : « J'espère pouvoir avant de mourir, communier des mains de l'archevêque de Canterbury. »

Cela en dit long sur l'évolution des relations entre catholiques et anglicans en Angleterre. — A.W.

Rencontre avec les « Polonais anglais »

De notre correspondant

Londres. — Au milieu des festivités du voyage aux horreurs surchargées, la rencontre traditionnelle de Jean-Paul II avec ses compatriotes polonais est toujours pour lui un rafraîchissement, une détente en même temps que retour sur sources. Dimanche 30 mai, aux petites heures de la matinée, il était 25 000 dans un stade de la banlieue londonienne à célébrer « leur » pape.

Les drapeaux rouge et blanc de la Pologne, dont certains portaient encore l'aigle impérial, et les bannières de Solidarité avaient rempli les couleurs jaune et blanc du Vatican. La Grande-Bretagne compte environ 150 000 Polonais, pour la plupart des soldats qui ont combattu avec les Britanniques pendant la seconde guerre mondiale, et leurs descendants. « Vous n'êtes pas des émigrés, leur a dit Jean-Paul II, mais une partie vivante de la Pologne, même si vous avez été séparés d'elle. »

Enigres ou pas, ils n'en maintiennent pas moins les traditions culturelles et sociales polonaises autour de leurs églises. Dans la foule, il y a des jeunes au costume national, des scouts et des guides polonais, des représentants du gouvernement en exil dont la fiction existe encore à Londres, des militaires avec leur uniforme d'avant-guerre avec des casquettes cabossées.

Ceux que Jean-Paul II appellera les « Polonais anglais » étaient à la fois, le venu du pape, le Pentecôte et la 600^e anniversaire de la Vierge noire de Czestochowa dont l'image veille sur la stèle. Mais le pape ne fera aucune allusion à son désir de se rendre dans son pays à l'occasion de cet anniversaire. Il s'adresse plutôt à la Pologne telle qu'elle était et telle qu'elle devrait être, vous parler de ce qu'était et demeure sa vraie valeur. »

Plus que le pape, c'est Karol Wojtyla qui parle dans une allusion transparente à Solidarité : « Nous savons que les efforts dirigés vers la liberté, le respect de la dignité humaine, la chance de vivre en paix avec sa propre conscience et ses convictions ne sont pas atteints les objectifs désirés. Ils ont toutefois changé l'âme de la nation et les consciences. Ces efforts ont été l'âme. Ils montrent que dans la vie il y a d'autres valeurs spirituelles et morales qui ne peuvent être mesurées par des valeurs matérielles mais qui sont des valeurs décisives dans la vraie hiérarchie de l'existence humaine. »

Pour terminer, le pape chante avec ses compatriotes le vieux hymne tant entendu après 20, 1980 à Gdansk et Varsovie : « Dieu sauve la Pologne. » Et quand il prend le bain de foule qu'il adore, vingt-cinq mille personnes entonnent le chant Sto Lat. Cent ans, qu'il vive cent ans ! — D.V.

ÉDUCATION

LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DES CONSEILS DE PARENTS D'ÉLÈVES (ANDRIEU)

LES « POINTS NOIRS » DU CHANGEMENT

De notre envoyé spécial

Bordeaux. — Les représentants de la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques (F.C.P.E.), présidée par M. Jean Andrieu, sont réunis du samedi 29 au lundi 31 mai à l'université de Bordeaux II. Cinq cents délégués venus de tous les départements de France et d'outre-mer sont présents pour ce trente-sixième congrès national. Des délégués aussi nombreux que l'an dernier au congrès de Saint-Etienne, mais qui représentent un peu moins d'adhérents. La fédération « ne regroupe plus » que huit cent cinquante mille familles au lieu des neuf cent quarante-cinq mille de juin 1981. Ces adhérents, qui ne veulent pas que leurs rangs s'éclaircissent davantage, cherchent à mieux définir leur rôle et leurs responsabilités dans l'école de « l'après 10 mai 1981 ». Une école qu'ils souhaitent être « l'école du changement », mais dont ils reconnaissent que la transformation ou plus simplement l'amélioration sera longue.

La succession des délégués départementaux venus à la tribune du congrès apporte le point de vue de leur fédération l'a montré : un an après « la victoire », tout ne va pas pour le mieux. Il y a juste un an, à Saint-Etienne, les représentants des parents saluaient « l'avènement de la gauche au pouvoir » et attendaient « un nouveau printemps scolaire », selon les termes de M. Andrieu (le Monde du 9 juin 1981). Aujourd'hui, à Bordeaux, les parents toujours satisfaits de l'élection de 1981 viennent faire part de « points noirs » qui ont émaillé le changement. Une mère de famille parle du problème des transports scolaires, une autre — les femmes sont près de 40 % des délégués — de la faiblesse de l'aide aux familles. Un représentant du département de Loire-Atlantique critique l'absence de fermeté du ministre de l'éducation nationale à propos de l'enseignement privé. Sur le même sujet, d'autres délégués ont fait preuve de plus de souplesse.

« Le jour de gloire n'est pas arrivé, réveillons-nous sous les rails, mais à un combat de cours d'ouverture M. Andrieu, qui aime les images hardies et les citations. « Le temps est à la conquête du changement », a ajouté le président de la F.C.P.E. en appelant les adhérents à inventer « une permanente fraîcheur laïque à la fois rose de mai ».

Impatience

La question des querelles internes entre majoritaires proches du parti socialiste et minoritaires plus influencées par les militants communistes, si elle n'est pas complètement résolue, ne semble pas trahir à l'ordre du jour. Le président a déclaré : « Le temps n'est plus à des batailles de boucliers, moins encore à des investigations à des enquêtes, à des dérisoires facilités d'appareils, mais à un combat entre militants d'une même cause. » C'est à dire que les délégués les plus engagés s'expriment en partie par la baisse des voix obtenues par la direction nationale lors du vote sur le rapport d'activité qui a été adopté par 63,02 % des voix (68,38 % en 1981) contre 17,67 % (22,42 %, 19,28 %).

d'abstentions (11,20 %) et 0,03 % de votes nuls. La majorité a perdu des voix et l'opposition encore plus. L'augmentation du nombre des abstentions a été illustrée par l'intervention d'un délégué qui, sans condamner formellement l'action de la direction nationale, lui a reproché « de ne pas aller assez vite, assez loin ».

Ces parents réunis à Bordeaux semblent quelque peu impatients. Ils constatent que le ministère met en place de nombreuses commissions de réflexion. Bien souvent, en tant que responsables fédéraux, ils participent dans leur département aux travaux de ces instances mais, concrètement, comme l'a dit un délégué, « ils veulent encore peu de choses venir ».

L'enseignement élémentaire leur apparaît comme le parent pauvre du changement. Ils ont des enfants à l'école primaire et ils rencontrent souvent d'autres parents qui attendent une transformation, une amélioration, une meilleure coopération avec les instituteurs ou, plus prosaïquement, des réunions de parents-enseignants « au moins une fois dans l'année », comme le conseille le ministre de l'éducation nationale. « Il faut surmonter les difficultés qui pourraient se dresser et favoriser les rencontres parents-enseignants », a déclaré publiquement M. Emile Gracia, secrétaire général de la F.C.P.E. Bref, il semble que dans les écoles tout ne va pas particulièrement pour le mieux entre les partenaires du système éducatif et que bien des parents commencent à s'interroger sur le peu d'empressement dont font preuve certains enseignants vis-à-vis des questions et des demandes des familles. Mais M. Gracia pouvait-il en dire plus en s'adressant à une salle dont les premiers rangs étaient occupés par des représentants de syndicats d'enseignants ?

SERGE BOLLOCH.

CARNET

Décès

— Nous apprenons le décès de M. Henri GUIDET, ancien député, maire de Bapaume (Pas-de-Calais), survenu le samedi 28 mai 1982.

[Né le 29 mars à Bapaume (Pas-de-Calais), Henri Guidet, professeur d'éducation physique avait adhéré dans sa jeunesse à la S.F.I.O. Prisonnier lors de la dernière guerre, il était évadé et il était entré dans la Résistance. Conseiller municipal avant de devenir maire de Bapaume, Henri Guidet avait été élu conseiller général en 1945, et en 1961 vice-président de l'assemblée départementale. Il s'était démis de son mandat de conseiller général en 1979, n'ayant pas approuvé l'union de la gauche, il s'était tenu isolé au sein du conseil général pour assumer ses fonctions. élu, au second tour des élections législatives de 1967, député de la deuxième circonscription du Pas-de-Calais, il avait été battu en juin 1968 par le candidat de l'U.D.R.]

— Nous apprenons le décès de M. Louis WIEDEMANN, conseiller général du Bas-Rhin, survenu le dimanche 30 mai 1982, à la suite d'une crise cardiaque.

[Âgé de soixante-deux ans, directeur d'école, Louis Wiedemann (R.P.R.) était maire de Huttendorf (Bas-Rhin) depuis 1929. Conseiller général du canton de Benfeld depuis 1964, il avait été réélu au second tour des cantonales de mars dernier.]

Sentences de thèses

— Université Paris-IV (Sorbonne), jeudi 3 juin à 14 heures, salle des Actes. M. Christian Gombault : « Histoire de la critique musicale en France de 1870 à 1914 : sa place dans l'évolution de la musique ».

— Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), vendredi 4 juin à 14 heures, salle Gréard. M. Olivier Cohen-Stelner : « L'image du juif dans le roman français du dix-neuvième siècle (1800-1900) ».

— Université Paris-V (Bent-Descartes), vendredi 4 juin à 9 heures, amphithéâtre E.-Durheim. Mme Suzie Gauth : « Essai sous contrainte : la communauté de coopération en Afrique francophone ».

— Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), samedi 5 juin à 14 heures, amphithéâtre Richelieu (Sorbonne), M. Bernard Jullien : « La timidité et l'éducation ».

FAITS DIVERS

WEEK-END DANGEREUX : TROIS GRAVES ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

L'autorail Malesherbes-Corbail a, le 29 mai, à Ballancourt, dans l'Essonne, percé de plein fouet contre une voiture de tourisme tractée par un autre véhicule et qui s'est trouvée immobilisée, après la rupture du câble de traction, au milieu d'un passage à niveau. L'autorail a dévalé sur quatorze de ses occupants ont été blessés dont quatre sont dans un état grave.

Sur la RN 30, près de La Perrière-Saint-Aubin, dans le Loiret, deux automobiles sont entrées en collision, le 29 mai, lorsqu'un des deux véhicules a été brusquement détaché par un autre véhicule et qui s'est trouvée immobilisée, après la rupture du câble de traction, au milieu d'un passage à niveau. L'autorail a dévalé sur quatorze de ses occupants ont été blessés dont quatre sont dans un état grave.

Sur la RN 30, près de La Perrière-Saint-Aubin, dans le Loiret, deux automobiles sont entrées en collision, le 29 mai, lorsqu'un des deux véhicules a été brusquement détaché par un autre véhicule et qui s'est trouvée immobilisée, après la rupture du câble de traction, au milieu d'un passage à niveau. L'autorail a dévalé sur quatorze de ses occupants ont été blessés dont quatre sont dans un état grave.

— Douze personnes tuées par une tornade aux États-Unis. — Douze personnes ont été tuées et une centaine blessées, samedi 29 mai, par une tornade qui a frappé la petite ville de Marion dans l'Illinois, a indiqué la police du comté. La tornade a dévasté le centre de la ville, qui compte treize mille habitants. Les dégâts matériels sont très importants. — (A.F.P.)

MÉDECINE

UNE CONFÉRENCE EUROPÉENNE A MARSEILLE

L'ordinateur : gestionnaire des dépenses ou assistant du médecin ?

De notre correspondant

Marseille. — Cent quarante spécialistes (informaticiens, gestionnaires, administrateurs hospitaliers et médecins) venus des principaux pays d'Europe et des États-Unis viennent de se réunir, durant trois jours, à Marseille, pour participer à la septième conférence annuelle de l'association APIS (Association pour la promotion de l'informatique de santé), organisme européen créé en 1974.

Le choix de Marseille comme siège de cette conférence annuelle n'est pas fortuit : le centre régional d'informatique hospitalière (CRIH), qui dirige à Marseille M. Yves Laboumerie, a accumulé une grande expérience dans le traitement informatisé de l'information de santé des quatre-vingt-huit hôpitaux publics de la région qui dépendent de lui et qui représentent la gestion de trente-deux mille lits. Le CRIH assure la gestion d'économat et de pharmacie, la facturation auprès de la Sécurité sociale, la paie du personnel de ces établissements souvent éloignés géographiquement du centre implanté à Luminy, au sud de Marseille.

Pour l'instant, le rôle majeur joué par l'informatique hospitalière est celui d'un gestionnaire. Elle constitue aussi un moyen efficace et sûr de contrôler les dépenses de santé. Le traitement de l'information s'effectue en temps réel, c'est-à-dire qu'il ne faut pas une poignée de secondes pour obtenir la réponse sur l'écran du terminal à une question formulée sur le clavier de ce terminal. Mais il ne faut pas de doute que l'on s'achemine vers un traitement plus spécifiquement médical de l'information de santé par l'informatique. Jusqu'ici, c'est la base du problème. L'ordinateur est d'ores et déjà capable d'assurer l'élaboration, la conservation et le traitement du dossier médical du malade, autorisant une consultation immédiate de son « passé médical ». Il permet des gains de temps considérables dans l'établissement du diagnostic ou l'élaboration d'un traitement par rapport à des données fiables. Il permet aussi d'épargner au personnel hospitalier des tâches purement répétitives, comme par exemple le dépouillement des électrocardiogrammes, qui peut être, grâce à l'ordinateur, automatisé. Il peut aussi être relié à des banques de données, telle celle du centre antipoisons de Lyon, auquel le CRIH de Marseille est relié.

Plus près du malade

Mais, jusqu'à présent, l'informatique n'a pas eu encore un impact direct sur le malade lui-même. Il n'est pourtant pas du domaine de l'hypothèse d'imaginer que le terminal d'ordinateur puisse faire son apparition à la tête du malade, aux côtés du tuyau d'arrivée d'oxygène ou de la sonnette de nuit. L'ordinateur pourrait aussi bien s'acquitter de tâches pratiques, comme l'enregistrement des menus de la

semaine, selon les goûts du malade, ou répondre dans l'instant aux questions du chef de service au cours de sa visite quotidienne.

La saisie des informations va se faire en plus près du malade, promettent les spécialistes.

Il n'est pas interdit d'imaginer que la terminal d'ordinateur placé à la tête du lit puisse un jour « aider » le médecin à formuler son diagnostic grâce aux antécédents médicaux qu'il « appellera » directement sur l'écran. « Nous mettons à la disposition du médecin un outil qui le rend maître de ce qu'il désire faire, mais qui ne le remplace pas », assure M. Laboumerie. L'informatique lui donne un accès rapide à l'information. Sa fiabilité offre au médecin la possibilité, en outre, d'utiliser cette information à des fins statistiques ou d'enseignement. L'ordinateur peut même servir de liaison entre médecins. Mais, une chose est sûre, le malade ne sera pas « soigné » par l'ordinateur, comme le redoutent certains.

Reste le problème de l'accès à ces informations confidentielles. Les spécialistes pensent que cet accès est mieux défendu encore que par le système classique du dossier rédigé « en clair », qui peut être l'objet d'indiscrétions. Toute création de dossiers informatiques nominatifs doit d'ailleurs être expressément autorisée par la commission nationale d'informatique et libertés et, bien entendu, les règles déontologiques et celles du secret professionnel restent pleinement valables.

Mais ne va-t-on pas établir un barrage entre le secteur public et le secteur privé ? Les informaticiens pensent qu'il s'agit d'une entente entre les praticiens eux-mêmes. De plus, la baisse constante des coûts des matériels informatiques les met à présent à la portée de la médecine libérale.

Voilà-t-on alors vers la constitution d'un fichier de santé informatisé ? Le mot fait encore peur à cause des utilisations possibles des renseignements confidentiels qu'il contiendrait. On commence à réaliser une position régionale des données médicales qui constituent des « résumés » de dossiers médicaux individuels que l'on pourrait qualifier de « renseignements de première urgence » et que les médecins pourraient utiliser le jour où les problèmes législatifs et ceux d'éthique seront résolus.

JEAN CONTRUCCI.

JUSTICE

NOMINATIONS DE MAGISTRATS

- M. Beljean quitte le cabinet de M. Badinter
- Le procureur général d'Aix-en-Provence est placé en « congé spécial » après l'affaire Lucet

M. Georges Beljean, directeur de cabinet de M. Badinter, quitte ses fonctions. Le « Journal Officiel » du dimanche 30 mai a publié sa nomination comme procureur général de la cour d'Aix-en-Provence. M. Beljean avait remplacé M. André Brunschwig à la tête du cabinet du garde des sceaux en octobre 1981. Son départ est dû à des raisons « strictement personnelles », précisait-on ce lundi 31 mai au ministère de la Justice. Le successeur de M. Beljean n'a pas encore été désigné. Il pourrait prendre ses fonctions après le 15 juin, lorsque le départ de son prédécesseur sera effectif.

A Aix, M. Beljean remplacera comme chef du parquet général, M. Marcel Guilbot, placé en congé spécial, précise le « Journal Officiel ». Le départ de M. Guilbot était attendu. Agé de cinquante-huit ans, il occupait le poste de procureur général depuis août 1975, après avoir été conseiller technique au cabinet de M. René Favier, ministre de la Justice.

Très contesté à Marseille et à Aix en raison de ses options en faveur de l'ancienne majorité, M. Guilbot avait été rendu directement responsable par M. Badinter des conditions

dans lesquelles avait été menée l'enquête sur la mort de René Lucet, ancien directeur de la chaîne de télévision des Bouches-du-Rhône, soupçonné d'adultère avec M. Albert Viala, procureur de Marseille misé à Paris après cette affaire. M. Guilbot est à son tour l'objet de son poste.

D'autre part, le « Journal Officiel » du 30 mai publie la nomination, comme procureur général de la cour d'Orléans, de M. Michel Jéol. M. Jéol continuera cependant d'occuper son poste de directeur des affaires criminelles et des mineurs au ministère de la Justice. C'est M. Pierre Savinhan qui devient procureur général d'Orléans. Il est actuellement avocat général.

Ancien secrétaire de la commission d'institution et libertés du parti socialiste, membre du Syndicat de la magistrature, M. Jéol avait lui aussi eu à occuper de l'affaire Lucet comme directeur des affaires criminelles de l'administration centrale. La promotion dont il bénéficie aujourd'hui et la sanction qui frappe M. Guilbot montrent à quel niveau M. Badinter entend situer les responsabilités dans cette affaire. — B. L. G.

● Un promoteur inculpé après un incendie qui avait causé la mort de sept personnes. M. Georges Billé, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé le samedi 29 mai, d'« homicides involontaires et blessures involontaires », M. Lucien Achache, cinquante-neuf ans, directeur de la société de promotion immobilière

lière parisienne « Luc Gérard », en raison de la responsabilité de cette société dans l'incendie, survenu le 16 juillet 1981, dans un immeuble rénové par ses soins, et situé 82, rue des Abbesses, à Paris (18^e).

Le sinistre avait causé la mort de sept personnes, en blessant

ENQUÊTE

Gendarmes des champs et gendarmes des villes

La controverse suscitée par les récentes déclarations de M. Defferre sur la police a mis à nouveau en lumière le rôle et les droits spécifiques de ces autres représentants de l'ordre que sont les gendarmes.

Soldats du droit et de la justice, y compris de la justice sociale, défenseurs des libertés démocratiques, comme les a qualifiés récemment M. Henu, les gen-

darmes des unités départementales qui quadrillent étroitement la totalité du territoire font partie du « paysage » provincial.

S'ils sont, de ce fait, des familiers de la population rurale, dont ils partagent la vie quotidienne, en revanche, l'homme des villes ne connaît le plus souvent que la gendarmerie mobile, dont les unités

sont presque essentiellement vouées aux opérations de maintien de l'ordre.

Qui sont ces gendarmes, comment vivent-ils, de quels moyens disposent-ils, en quoi consistent les tâches — multiples — qu'ils sont chargés d'assumer quotidiennement ? Les deux articles dont nous commençons aujourd'hui la publication tentent de répondre à ces questions.

I. — BATTRE LA CAMPAGNE

par JEAN-MICHEL DURAND-SOUFFLAND

15 kilomètres des rives de la vallée de l'Isère.

Pour ce faire, dix hommes en tout, l'adjudant, commandant de brigade, un maréchal des logis-chef, son second, et huit sous-officiers. C'est dire qu'on ne compte pas. Au garage, une Estafette et deux Renault-41, équipés toutes trois de postes radio à partir desquels la liaison avec la brigade peut s'opérer soit avec la brigade, où un gendarme est prêt à répondre vingt-quatre heures sur vingt-quatre, soit encore avec la compagnie d'arrondissement. Périgieux en l'occurrence. Tout le monde loge en famille sous le même toit, qui abrite quatre appartements F 5 et six F 4.

La patrouille, donc, de jour et de nuit, est comme hiver. Mais en quoi cela consiste-t-il ? « D'abord, en surveillance, au hasard de l'itinéraire choisi », répond l'adjudant. Chaque soir, en effet, le commandant de brigade — ou son adjoint, lorsqu'il est de repos — décide du travail du lendemain. Après avoir choisi la portion d'axe routier, ou du point précis (carrefour, sommet de côte, virage, etc.), qui fera l'objet d'une surveillance particulière, puis consulté l'état des affaires « à suivre » (enquêtes judiciaires non encore classées, nouvelles enquêtes réclamées par les autorités judiciaires, « pistes » à étudier, etc.), il utilisera, pour fixer les itinéraires des patrouilles, le « cahier de surveillance ».

« Lorsque vous savez, poursuit-il, que le nombre total des missions qui nous incombent de droit tourne autour de quatre cents, vous comprendrez qu'il y a tout de même à faire, pour être à l'effet, à surveiller, ou bien qu'il faut intervenir... »

Quatre cents tâches différentes, que leur confie, à tour de rôle, la préfecture, le parquet, les ministères de la défense, des anciens combattants, des finances, de l'intérieur et du tourisme, ne sont pas, sans doute, bien entendus, le public, soit qu'il vienne simplement solliciter quelque pièce administrative, ou qu'il aie à se plaindre, ou se prive jamais — déposer plainte.

Le petit morceau de la carte de France qui constitue le « fief » de la brigade de Saint-Astier, chef-lieu de canton, compte 23 835 hectares, partagés entre douze communes, dont la population totale est d'environ seize mille personnes. La brigade est chargée en outre de la surveillance d'un tronçon long de 150 kilomètres de la N 101 (Bordeaux-Lyon), de 15 kilomètres de la voie ferrée Bordeaux-Genève et, enfin, de

bornes géodésiques, les installations militaires, des installations

On y trouve encore la liste complète des auxiliaires de la gendarmerie, mobilisables en cas de conflit, celle des veuves de militaires, celle des médaillés et celle des détenteurs de la Légion d'honneur. La « mémoire » du canton, en quelque sorte.

A quoi s'ajoute, sans doute, mais sur ce point, la « discrétion » de la gendarmerie est aussi exemplaire que compréhensible, un « flicher » ins confidentiel, où tous les citoyens courent le risque de figurer, dès lors qu'il a affaire avec la justice.

Outre la surveillance générale, la patrouille se charge traditionnellement de missions administratives diverses, telles la remise de plus militaires pour le service national, par exemple, ou la remise de convocations et notifications judiciaires. « Mais, dit encore l'adjudant, une patrouille, c'est d'abord des contacts avec la population, par le jeu des rencontres prévues ou fortuites et des conversations qu'elles provoquent ».

Surveillance, contacts : l'œil et l'oreille toujours aux aguets. En quittant Saint-Astier, tout à l'heure, nous avons vu une automobile garée sur le bas-côté de la route vicinale. Quel de surprise, cela arrive tout le temps et partout, non ? « Sait-on jamais... Il peut s'agir d'un véhicule volé, si nous appartenons de tout contrôler », aussitôt dit, aussitôt fait, on a interrogé par radio le central national des voitures volées. Celle-là n'y figurait pas, et la réponse est arrivée, en même temps que celle du propriétaire : « C'est après la pluie qu'on a le plus de chance de trouver des pierres taillées... ». Un préliminaire du dimanche, rien d'autre.

Quatre-vingt-cinq mille descendants de la maréchaussée

Descendance diracle de la maréchaussée, créée vers la fin du XII^e siècle, principalement pour encadrer la troupe désarmée durant l'hiver, à une époque où l'on ne se battait qu'à la baïonnette, mais aussi pour neutraliser voleurs et pillards de tout poil, la gendarmerie (que François I^{er}, pour la première fois, décide d'implanter dans des postes fixes répartis sur l'ensemble du territoire) prend le nom de « gendarmerie nationale » en 1771.

La loi du 28 germinal, en VI (17 avril 1798), encore considérée comme la charte fondatrice de l'arme, en fait « une force instituée pour assurer dans l'intérieur de la République le maintien de l'ordre et l'exécution des lois ». Un peu plus tard, Napoléon, qui voit en elle « la manière la plus efficace de maintenir la tranquillité », insistera sur l'importance que revêt à ses yeux un « quadrillage » du pays : « Il faut des détachements stationnaires, écrit l'empereur, qui apprennent à connaître les localités et les individus ».

Un bilan éloquent

Aujourd'hui, forte de près de 85 000 personnes (1), la gendarmerie — force militaire relevant de l'autorité civile — est de la défense, mais dont le directeur général est un haut fonctionnaire civil (2) — compte trois grandes subdivisions : la gendarmerie départementale, dont chaque canton, en principe, abrite une des 3 878 brigades réparties sur l'ensemble du pays ; la gendarmerie mobile, force destinée au maintien ou au rétablissement de l'ordre, mais qui complète l'action de la « départementale » en lui prêtant en permanence son concours ; les formations spécialisées : sous cette appellation, on trouve la garde républicaine ; la gendarmerie des forces françaises d'Allemagne ; la gendarmerie de l'air ; la gendarmerie des transports aériens ; la gendarmerie maritime ; la gendarmerie de l'armement ; la gendarmerie d'outre-mer ; le groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) ; les personnels des écoles de gendarmerie et les organismes centraux.

Au cours de l'année 1981, la gendarmerie nationale a constaté 729 895 crimes et délits, soit une augmentation de 7,82 % par rapport à l'année précédente, ce qui est remarquable, compte tenu de la baisse de la criminalité marquée une nette diminution, puisqu'il avait atteint 11,76 % en 1980. Les 241 747 infractions relatives aux chèques sans provisions relevées en 1981 ne figurent pas dans le total ci-dessus. Là encore, on note un renouveau : en 1980, l'augmentation de la délinquance relative aux chèques « tombés », en 1981, à 18,40 %.

Présentant récemment le bilan des activités de la gendarmerie, M. Charles Barbeau, qui en est le directeur général, a fait part des dernières améliorations apportées en vue d'accroître encore la sécurité publique. Deux cents brigades territoriales ont vu ainsi leurs effectifs augmentés, tandis que vingt et un nouveaux postes ont été créés, et qu'intervention étaient créées, ce qui porte leur total à quatre-vingt-trois. De même, on a créé vingt-deux nouvelles équipes de recherches judiciaires, affectées aux compagnies départementales encore dépourvues de ce type d'unité, et on a placé deux nouvelles sections de recherches, fortes chacune de cinq sous-officiers, dans des compagnies siège d'une telle section.

(1) En 1982, l'effectif total des personnels de la gendarmerie s'élève à 84 985 personnes, réparties de la façon suivante : gendarmerie départementale, 40 000, dont 29 000 civils ; formations spécialisées (gendarmerie maritime, gendarmerie d'outre-mer, gendarmerie de l'armement, etc.), 4 000, dont 2 000 civils ; gendarmerie d'air, 2 210, dont 30 civils ; gendarmerie des transports aériens et de l'armement, etc.), 4 000, dont 2 000 civils ; gendarmerie de l'air, 2 100, dont 1 100 civils ; hors section (gendarmes itinéraires et de l'air, etc.), 3 114, dont 500 civils du contingent.

(2) Depuis 1979, M. Charles Barbeau, né en 1925, militaire, a été nommé au Conseil d'Etat. Il a été officier général (un général de corps d'armée, un général de division et trois généraux de brigade) commandant sous autorité le haut commandement de l'arme.

Mais, comme l'avait dit le chef : « Sait-on jamais ? ».

Après, on a fait dans un café-restaurant, histoire de demander, presque inopinément, aux jeunes propriétaires s'ils avaient vu X... ces derniers temps ? Non, ils ne l'avaient pas vu, ce X... qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt. « Si vous le voyez, leur ont dit les gendarmes, il faut nous avertir... » Une façon classique de procéder, nous l'avons précisé plus tard, qui s'appelle une « mise en garde ». Cela réglé, on a trinqué avec les aubergistes, parlé de la pluie et du beau temps, et glané un passage, mine de rien, quelques bribes de conversation dignes d'être mises en mémoire, non pas dans un ordinateur mais, tout bonnement, sous le bip, tout bonnement, sous le bip.

Et on est reparti. Petite visite dans une mairie : « Le secrétaire est absent ? Rien à signaler ? » — « Rien pour le moment », a répondu le maire. Et ce dont, a répondu le chef ? « A repris le gendarme. » « Rien de neuf, mais si j'ai quoi que ce soit, vous serez avertis... » Et puis on a cherché un petit coin, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-verbal à votre fils ? La mère rit : « Et comment ! Le petit m'a même raconté qu'il avait dit, dans une rue étroite, la porte des 2... Une fois de plus, l'un des fils, mineur, avait eu maille à partir avec le garde-champêtre. « Vous venez de garder à dressé procès-ver

150 من الاصل

Le Monde

ECONOMIE

LE FINANCEMENT DE L'INNOVATION

Le capital-risque à la française

Dans la « guerre économique » qui fait rage, l'innovation est une arme sans doute décisive. Les petites et moyennes entreprises ont un rôle considérable à jouer à la condition de pouvoir éviter un obstacle de taille : celui du financement. Pour l'heure, celui-ci émane essentiellement des pouvoirs publics à travers un véritable maquis de procédures, généralement sous la forme de prêts traditionnels et sans résoudre donc le problème crucial des apports en fonds propres dont ont tant besoin les P.M.E.

Ce sont, les S.F.I. ou sociétés financières d'innovation, le partenaire en France une solution originale à travers la formule du capital-risque, dont le principe consiste à inter-

venir dans une entreprise sous la forme d'un apport en capital et à s'en retirer dès qu'elle a atteint sa vitesse de croisière en réalisant un passage aux plus-values.

Une certaine façon, en somme, d'allier investissement productif et bénéfice retiré du financement rationnel de l'innovation. De quoi accrédi-ter, surtout, l'idée qui se propage dans certains milieux gouvernementaux de créer les « 10 000 F Chevrement » calqués sur les « 5 000 F Monory », le but étant d'orienter vers l'innovation technologique une partie de l'épargne, de la même façon qu'on a su, au moyen d'incitations fiscales, lui faire prendre le chemin de la Bourse de Paris.

Du statut de créancier à celui d'associé

ENCOURAGER l'innovation est une noble entreprise. S'en donner les moyens apparaît beaucoup plus délicat si l'on en juge par le peu d'organismes, étatiques ou parapublics pour la plupart, qui aient accepté jusqu'à présent de prendre le risque de financer un projet.

Tout le pari repose en effet sur un prototype ou une idée qui ne fera ses preuves que dans quelques mois ou quelques années. Alors que, dans l'intervalle, il sera avant tout consommateur de capitaux. Une échéance bien lointaine pour un investisseur potentiel qui se voit offrir comme seuls gages de succès une toute petite équipe, voire un homme, et un marché très spéculatif où la moindre erreur de gestion peut signifier la condamnation de toute l'opération.

Voilà qui explique sans doute que les banquiers aient éprouvé de tout temps les plus vives réticences à l'égard de cette équation à de multiples inconnues, ne souhaitant guère prendre de risques supplémentaires alors que leur politique actuelle les conduit plutôt à provisionner à tour de bras ceux qu'ils ont en portefeuille. Seul ou presque, l'Etat a été conduit à financer les petites et moyennes sociétés innovatrices selon le procédé classique du prêt et à des conditions plus ou moins avantageuses selon les époques.

A côté de ce mécanisme traditionnel roché et qui a eu moins permis l'émergence de nombreuses firmes spécialisées, devenues très performantes, est venu se juxtaposer depuis une dizaine d'années un système qui vise à faire des investisseurs de véritables associés au devenir d'une firme dont les activités leur sont familières et non plus seulement des créanciers attendant le remboursement de leur dette.

Ce nouveau schéma, c'est celui du « capital-risque » selon l'exem-

ple du venture capital américain. De quoi s'agit-il ? Des sociétés financières constituées par des personnes physiques ou morales, décidées à mettre à la disposition d'entreprises sélectionnées selon leurs performances futures des capitaux, non pas sous forme de prêts mais de prises de participations, et permettant d'assurer le démarrage ou le développement décisif d'une affaire.

Les seules garanties offertes aux investisseurs reposent sur l'équipe de direction et sur les produits qu'elle va commercialiser. L'objectif est de réaliser à plus ou moins long terme un gain en capital en se retirant de l'affaire lorsque celle-ci aura atteint un stade de développement jugé suffisant.

Ce mécanisme, alliant capital et technologie, a fait ses preuves aux Etats-Unis depuis plus de vingt ans, en dépit de nombreux accidents de parcours inévitables. Plusieurs pays européens en ont, depuis, appliqué les principes. Lever l'obstacle financier qui conditionne souvent la survie d'une P.M.E. tout en lui laissant le libre arbitre de son développement, c'est ce que tentent de faire, à leur tour, les S.F.I. (Sociétés financières d'innovation) créées en France au début des années 70 suivant le même procédé.

Des P.M.E.

qui se portent bien

Cet exemple a été jugé suffisamment intéressant pour que la commission Dauterive, sur la protection et le développement de l'épargne, lui consacre un chapitre entier dans les volumes annexes à son rapport qui n'ont pas encore été rendus publics. Analysant le cas des 500 000 Business Investment

Companies (S.B.I.C.) qui ont vu le jour en 1963 aux Etats-Unis, la commission souligne que cette expérience qui allie l'initiative d'investisseurs (personnes physiques, banques ou sociétés industrielles) à des entreprises en quête de capitaux, a marqué le pas pendant une quinzaine d'années après le boom initial qu'elle a connu jusqu'en 1963, permettant à de nombreuses firmes américaines, telle Digital Equipment, de prendre la place qu'elles occupent actuellement sur la scène mondiale.

« Depuis 1970, la conscience de l'existence de capitaux disponibles à l'extérieur dans des entreprises débutantes encourage les initiatives de créateurs qui n'auraient sans doute jamais envisagé de démarrer avec le seul appui du traditionaliste et prudent système bancaire », constate le rapport Dauterive, soulignant qu'il s'agit là d'un système efficace pour les entreprises à très fort potentiel dans les secteurs de technologie avancée : informatique, télécommunications, médecine et biologie ou encore services à la personne, les sociétés de capital-risque jouant « un rôle de promotion de l'initiative industrielle, auprès des investisseurs qualifiés ».

A cette profession de foi, M. Hervé Hamon, directeur général de Sofinnova, ne changeait pas une virgule à condition d'ajouter une notion importante, celle de plus-value sur laquelle repose toute l'opération.

« En France, explique-t-il, on commence à recueillir les fruits de la spécialisation. Les P.M.E. innovatrices se portent bien et ce se voit ». Sofinnova, qui dispose de 40 millions de francs de trésorerie, intervenant sous forme d'augmentation de capital ou de souscription d'obligations convertibles, voire les deux, le montant

de ses interventions, limité par la taille de l'entreprise, étant de 500 000 F en moyenne avec des pointes de 2 à 3 millions de francs dans certains cas.

Non seulement le secteur de l'innovation « est déconnecté de la conjoncture économique proprement dite, mais il ne réagit pas plus aux facteurs purement politiques ». Ainsi, cette S.F.I., créée en 1972, a réalisé en 1981, l'année de l'accession de la gauche au pouvoir, son meilleur chiffre d'affaires annuel sous la forme d'une vingtaine d'investissements pour un total de 15 à 20 millions de francs.

Dans le même temps, le fonds de commerce des entreprises s'est amélioré parallèlement à l'apparition d'une nouvelle race de chefs d'entreprise de quarante à quarante-cinq ans, dotés d'une meilleure expérience professionnelle que leurs aînés et convaincus de la nécessité d'ouvrir leur capital pour assurer la continuité de l'affaire en même temps que l'assainissement de sa structure financière.

L'expérience

sur le terrain

De son côté, Sofinnova apporte l'expérience sur le terrain d'une toute petite équipe composée d'ingénieurs et d'experts financiers connaissant à fond les secteurs industriels où ils opèrent : robotique, électronique, instrumentation médicale, micro-informatique, mécanisme de précision, télécommunications ; agro-alimentaire, aquaculture ou encore alimentation du bétail.

Le champ d'investigation est vaste et, pourtant, « le vrai problème est qu'il n'y a pas assez d'affaires intéressantes », souligne M. Hamon. « Paradoxalement, l'argent ne se trouve, ce qui manque, ce sont les dossiers qui tiennent la route. Sofinnova a continué cet obstacle en poursuivant sa politique d'implantation aux Etats-Unis où elle possède soixante-dix participations dans les P.M.I. américaines de haute technologie, créées de près par les deux bureaux que Sofinnova possède à San Francisco, à proximité de la « Silicon Valley » où sont nées quantité de firmes électroniques, et de Boston, considéré comme le second pôle de développement des P.M.I. américaines ».

Un métier différent

« Pour que le capital-risque ait des chances de réussir, il faut des entrepreneurs capables et on commence à en avoir en France » affirme pour sa part M. Jean-Louis Duchez, directeur général de Sofinnova, la société financière d'investissement créée en 1979 à l'initiative de la Société Générale.

« Grâce à l'ANVAR, la France dispose du meilleur dispositif européen d'incitation à l'innovation mais il est certain que les pouvoirs publics ne peuvent pas tout faire. Dans le même temps, les banquiers ne sont pas toujours d'accord pour se lancer dans des opérations de commandite et c'est alors que nous pouvons intervenir », explique-t-il, soulignant que Sofinnova intervient aussi sous forme de prises de participations directes ou de souscription d'obligations convertibles, selon les vœux du dirigeant de l'entreprise.

Dotée d'une équipe de cinq personnes composée d'ingénieurs, conseillers, toute « l'intendance » étant sous-traitée par la maison mère au niveau des études sectorielles et des analyses financières, cette S.F.I. réalise des interventions de 500 000 F à un million de francs en moyenne.

SERGE MARTI.

(Lire la suite page 10.)

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 11.)

PAROLES OUBLIÉES

La première correction apportée par le gouvernement au budget de 1982 est passée à l'Assemblée nationale comme une lettre à la poste. Les sommes en jeu dans la loi de finances rectificative qui vient d'être votée au Palais-Bourbon n'étaient pourtant pas négligeables (presque 12 milliards de francs), pas plus que n'étaient négligeables les mesures qu'elle contenait : majoration de la T.V.A., modification de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, dotations aux entreprises publiques, annulation de crédits budgétaires...

A y regarder d'un peu près, on peut se demander comment les élus socialistes ont accepté aussi facilement des mesures qui sur bien des points contredisent largement leurs convictions profondes. La hausse de la T.V.A., d'abord, qui n'apparaît dans les comptes rectifiés du budget de 1982 que pour 3,1 milliards de francs (pour la période juillet-décembre) mais qui en fait représente un allègement des impôts sur la consommation de plus de 6 milliards de francs en année pleine. La T.V.A., nouveau levé, impôt injuste du temps où la gauche était d'opposition, ne soulève plus guère de critiques.

Autre choix : la hausse de la T.V.A. payée par les consommateurs va servir à financer un allègement des charges des entreprises sous forme de réduction de la taxe professionnelle. Pareille mesure a de quoi surprendre de la part d'un gouvernement de gauche. Mais l'acceptation d'un tel transfert par des députés socialistes qui il y a un an encore ne cessaient de répéter « les entreprises paieront » laisse rêveur.

La ne s'arrête d'ailleurs pas les paradoxes. Pour réduire la taxe d'habitation dont on souligne l'injustice profonde lors des débats pour l'élection présidentielle, l'Etat n'accepte de perdre que 800 millions de francs, moins du sixième de ce qu'il consent à abandonner aux patrons sous forme de taxes professionnelles. Cette « ping-pong » a évidemment des conséquences fâcheuses au plan de la justice et des principes : pourquoi exonérer de la taxe d'habitation les personnes âgées et les femmes seules ne payant pas d'impôt sur le revenu, alors que les a.d.u.t.s. néo-socialistes continueront, eux, à le payer ? La pauvreté n'a ni âge ni sexe que l'on sache.

On connaît bien sûr la cause

de ces choix qui n'ont dû être faciles ni pour les membres du gouvernement ni pour les députés socialistes : les attaques contre le franc imposent maintenant une gestion extrêmement rigoureuse des finances publiques.

Mais cette reconversion à la rigueur — parce qu'elle contredit la politique menée depuis un an — présente au moins deux dangers.

Le premier est qu'en amoindrissant le compte des entreprises on détériore celui des ménages. Cela est probablement nécessaire financièrement. Il n'empêche que de telles « vaisselles » rappellent les escarpements menés jusqu'en 1978 et qui nous avaient si mal réussi : austérité-relance-austérité...

La deuxième est qu'une hausse de la T.V.A. va accélérer l'augmentation des prix, ce qui revient à dire que pour présenter un collectif budgétaire équilibré on a, d'une certaine façon, accepté le risque de donner un coup de pouce supplémentaire à l'inflation. C'est le choix du très court terme contre l'avenir.

Autre remarque : la rigueur budgétaire est probablement plus apparente que réelle. On annule pour plus de 2 milliards de francs de crédits du Trésor aux entreprises et on impose aux banques des prévenances qui, d'une certaine façon, serviront à financer les dotations aux entreprises publiques déficitaires. La gauche cataloguait jadis ces tours de passe-passe sous l'étiquette « débudgétisation » qui avait une connotation fortement péjorative. Car si on peut soutenir que les banques doivent payer à la place de l'Etat — puisqu'elles sont riches et nationalisées — on peut également soutenir qu'une telle pratique, si elle était reprise systématiquement au cours des prochaines exercices budgétaires, serait fort dangereuse, ne serait-ce que parce que la bonne santé des banques cache de sérieuses faiblesses.

On juge mal enfin des coûts cachés d'opérations comme celle qui consiste à manipuler les taux de la T.V.A. Les services fiscaux vont devoir redistribuer des centaines de milliers de forfaits avec les commerçants, les artisans et les petits industriels. Le temps passé dans ces négociations aurait été beaucoup mieux utilisé pour combattre la fraude fiscale.

ALAIN VERNHOLES.

SANS INTERROMPRE SA POLITIQUE DE « RÉAJUSTEMENT »

La Chine envisage en 1982 une croissance modérée de son économie

L'ECONOMIE chinoise devrait connaître cette année une croissance modérée, de l'ordre de 4 % à 5 %. Après le sévère coup de frein donné l'an dernier, surtout dans le domaine industriel (la valeur de la production de l'industrie lourde a diminué de 4,7 points en 1981 par rapport à 1980), les dirigeants chinois estiment, en effet, qu'ils peuvent maintenant relâcher un peu la pression. Officiellement, le « réajustement » est poursuivi — il est prévu qu'il le soit jusqu'en 1985 — mais l'accent est mis davantage sur la consolidation et la reconstruction des entreprises, ainsi que sur la modernisation technique des équipements. Dans ce but, il est même envisagé que le commerce extérieur puisse s'orienter de nouveau vers un certain déficit, alors que l'an dernier, selon les statistiques gouvernementales, une situation d'équilibre a été atteinte, certaines estimations japonaises ayant même fait état récemment d'un excédent assez substantiel (2 à 3 milliards de dollars).

Dans sa logique interne, le plan 1982 reste assez similaire à celui de 1981. Les secteurs qui étaient prioritaires le demeurent. Ce sont : l'agriculture, l'industrie légère, l'énergie, les transports et communications. Dans le domaine agricole, la politique mise en œuvre depuis plusieurs années sera poursuivie. Malgré certaines inconvénients, notamment sur le plan démographi-

que, les systèmes de responsabilité, c'est-à-dire d'intéressement à la production, seront maintenus. A ce sujet, les intentions à long terme du pouvoir paraissent mieux établies, dans la mesure où ce type d'organisation du travail est expressément mentionné dans le projet de révision de la Constitution.

Il faut dire que les résultats sont plutôt encourageants. L'an dernier, la valeur de la production agricole a augmenté, en prix constants, de 5,7 % par rapport à 1980. La plupart des productions végétales sont en hausse, parfois très nettes. Le niveau de vie des paysans, surtout, s'est très sensiblement amélioré. Selon des chiffres très partiels, le revenu moyen par tête dans cinq cent quatre-vingt districts représentatifs des vingt-huit provinces et municipalités du pays aurait été, l'an dernier, de 223 yuans (revenus provenant des activités auxiliaires et de la redistribution collective inclus), soit 18,5 yuans par mois (1 yuan égale 3,3 F). Cela reste très bas, mais représente néanmoins une augmentation de 16,8 % par rapport à 1980. Pour cette année, le plan prévoit une récolte céréalière de l'ordre de 323 millions de tonnes, ce qui, si l'objectif est atteint, serait un record dans l'histoire de la République populaire. Pour y parvenir, il est notamment recommandé de s'opposer à toute nouvelle réduction des superficies plantées en blé. Une fâcheuse tendance dans cette direction se manifeste, en

effet, depuis quelque temps. Mais aucun relèvement des prix d'achat des produits agricoles par l'Etat n'est envisagé. Globalement, la valeur de la production devrait augmenter de 4 %.

Dans le secteur industriel, l'industrie légère doit continuer à se développer à un rythme plus soutenu que l'industrie lourde. La tendance, malgré tout, est à un certain réajustement. L'an dernier, tandis que la production de l'industrie légère progressait de 14 %, celle de l'industrie lourde, victime du réajustement, chutait assez lourdement (- 4,7 %). La part de cette dernière dans la valeur totale de la production industrielle cessait ainsi d'être prépondérante : 48,6 % contre 51,4 % à l'industrie légère.

Cette orientation a fait faire des bonds parfois spectaculaires à la production de certains biens de consommation : postes de télévision (5,2 millions d'unités, + 120 %), machines à coudre (+ 35,2 %), appareils photo (+ 67 %), machines à laver (1,2 million d'unités, + 420 %), bicyclettes (17,5 millions d'unités, + 34,7 %), etc. Cette année, la progression de l'industrie légère ne devrait être que de 7 % par rapport à 1981, celle du secteur lourd recommençant à augmenter légèrement (+ 1 %). Le résultat en sera une augmentation de la production industrielle globale de 4 %.

MANUEL LUCBERT.

(Lire la suite page 11.)



Centre de Management
associé au CESA (M.C., S.A., C.F.C.)

ADMISSION DIRECTE EN SECONDE ANNEE

- Vous êtes titulaire d'un diplôme d'ingénieur, d'une maîtrise ou titre étranger équivalent
- Vous désirez recevoir une formation à la gestion

Procédure d'admission
Entretien
Dossier à compléter
Tests d'anglais

DEUX ANNEES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES

au sein du premier
COMPLEXE EUROPEEN de technologie avancée

SOPHIA ANTIPOLIS Avec

- l'Ecole des Mines
- le CNRS
- l'INRIA
- Air France
- le COMES
- Dow Chemical
- SEARLE
- Rohm and Haas
- Digital Equipment

A adresser au


Sophia Antipolis
BP 20
06551 VALBONNE CEDEX

NOM..... Prénom.....
Adresse.....
Université.....
Désire recevoir des informations sur les épreuves d'admission
directes en 2^e année du CERAM.

LE FINANCEMENT DE L'INNOVATION

Les aides

1) L'AIDE PUBLIQUE.

● **ANVAR** (Agence nationale pour la valorisation de la recherche), 43, rue Caumartin, 75009 Paris. Tél. : 268-93-10.

Créée en 1979 pour établir un lien entre la recherche et le monde industriel, l'ANVAR a pour mission de participer à la mise en valeur de la recherche scientifique et technique et de promouvoir l'innovation grâce à des aides des pouvoirs publics sous forme d'avances (qui peuvent atteindre jusqu'à 50 % du programme) remboursables en cas de succès.

Considérée comme la « locomotive » du financement de l'innovation en France, on attendait que d'autres structures prennent le relais, ce qui a été fait par la loi de 1979. L'ANVAR a été dotée d'un budget d'intervention de 780 millions de francs pour l'année en cours contre 600 millions en 1981 à répartir entre ses 22 délégations régionales.

2) LE CAPITAL-RISQUE ET LE SYSTÈME DES S.F.I.

(sociétés financières d'innovation).

Régies par la loi du 11 juillet 1972, les S.F.I. sont dotées d'une structure juridique voisine de celle d'une société par actions, mais qui leur permet de bénéficier d'un statut fiscal particulier. Elles peuvent prendre des participations en capital ou souscrire à des obligations convertibles ou échangeables en actions, et, depuis 1980, élargir leurs interventions à des investissements sous forme d'obligations participatives ou de placements en comptes courants d'actionnaires, rémunérés et bloqués pendant un délai minimum de trois ans. Les S.F.I. peuvent également consentir des prêts participatifs.

Le capital social minimum est fixé à 10 millions de francs, aucun actionnaire ne pouvant en détenir plus de 30 %. Les S.F.I. doivent investir au moins 50 % de leur capital social dans des opérations d'innovation trois ans après la signature de la convention qui leur a donné le feu vert et 80 % du capital six ans après la conclusion de cette

convention. En retour, ces sociétés bénéficient d'un régime fiscal privilégié comportant, notamment, un mécanisme avantageux de déduction de la plus-value intervenue sur une cession et la possibilité offerte aux seuls souscripteurs (et non pas à la S.F.I. elle-même) d'amortir, dès la première année, 50 % du prix de revient des actions lors d'une souscription ou d'une augmentation de capital.

Les principales sociétés financières d'innovation sont les suivantes :

● **SOFINNOVA** (Société de financement pour l'innovation), 31, rue Saint-Georges, 75009 Paris. Tél. : 280-88-70.

Créée à l'initiative du Crédit national en 1972, cette S.F.I. possède actuellement un capital de 77 millions de francs réparti entre quelque cent vingt actionnaires représentant, pratiquement à parts égales, quatre catégories : des banques, des industriels, des établissements financiers et des compagnies d'assurances.

Après étude des projets qui lui sont soumis, Sofinnova investit son capital dans les entreprises industrielles susceptibles de développer des technologies nouvelles.

Dans cet esprit, le groupe a créé, en 1974, sur le même modèle, Batinnova, avec l'appui du Crédit foncier de France et des principaux établissements financiers spécialisés dans le bâtiment et les travaux publics, Electrinova, département spécialisé chargé d'aider, avec le concours d'E.D.F., les petites et moyennes entreprises qui innovent dans l'utilisation nouvelle et rationnelle de l'électricité, et encore Sofinindex, une société chargée d'aider le financement des industries exportatrices, mise sur pied en 1975 à l'initiative de la Banque française du commerce extérieur.

● **SOGINNOVE** (Société générale pour le financement de l'innovation), 5, rue Boudreau, 75009 Paris. Tél. : 742-70-80.

Cette S.F.I. a été constituée en 1973 sous les auspices de la Société générale, qui continue à lui fournir l'appui logistique. Dotée d'un capital de 40 millions de francs réparti entre vingt-cinq actionnaires à raison d'un

tiers pour la banque fondatrice, de 11,5 % pour le Crédit d'équipement des P.M.E. et, pour le solde, entre diverses institutions financières et entreprises industrielles : Soginnove se propose d'aider à financer la croissance des petites et moyennes entreprises.

A cela, quelques conditions : que ces entreprises soient innovatrices, qu'elles réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 100 millions de francs par an, enfin qu'elles dégagent une bonne rentabilité et des perspectives de croissance forte et rapide.

● **EPICÉA** (Entreprise de promotion de l'innovation du Commissariat à l'énergie atomique), 31-33, rue de la Fédération, 75015 Paris. Tél. : 273-60-00.

Créée en avril 1980 avec un capital de 30 millions de francs, cette S.F.I. dispose d'un programme d'investissements de 10 à 15 millions de francs par an destiné à des sociétés permettant de valoriser les compétences du C.E.A. dans divers domaines, tels que la robotique, l'électronique, le génie chimique ou encore les économies d'énergie.

Si le Commissariat à l'énergie atomique dispose d'une participation de 30 % dans le capital d'EPICÉA, de nombreux établissements bancaires sont également partie prenante (B.N.P., B.P.C., Paribas), ainsi que des entreprises industrielles (Lyonnaise des eaux, Elf-Aquitaine), et les sociétés financières d'innovation Sofinnova et Soginnove.

● **IDIANOVA**, 35, av. Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Tél. : 266-91-41.

La cadette des sociétés financières d'innovation, pulvérisée n'a que quelques mois d'existence. Comme son nom l'indique, Idianova est une émanation de l'IDIA (Institut de développement des industries agricoles et alimentaires). Elle dispose pour l'instant d'un capital minimum de 10 millions de francs destiné à permettre de financer des interventions financières dans ce secteur économique, avec le concours du Crédit agricole, de la B.N.P. et d'Elf-Aquitaine.

● **FINOVELEC** (Société de financement des applications innovantes de l'électricité),

2, rue Louis-Murat, 75008 Paris, tél. 764-22-22. Actuellement en cours de constitution, cette S.F.I. résulte de la collaboration d'E.D.F. (Electricité de France) et de l'IDIA (Institut de développement industriel), son objet étant d'intervenir au niveau d'entreprises à constituer dans des domaines voués aux techniques électriques nouvelles.

3) LES AUTRES ORGANISMES DE CRÉDIT-INNOVATION.

● **INODEV** (Société pour le développement et l'innovation), 14, rue du 4-Septembre, 75002 Paris, tél. : 261-85-75.

Actuellement considéré comme une filiale du Crédit d'équipement des P.M.E., cet organisme, créé en 1978, dispense du crédit moyen terme innovation (M.T.I.) au taux de base bancaire. Ces M.T.I. sont en fait des crédits professionnels de type « article 8 » sous la forme d'un crédit bancaire à moyen terme garanti par une société de caution mutuelle. Inodev bénéficie depuis juin 1980 d'une disposition supplémentaire qui lui permet d'accorder sa garantie à des prêts participatifs consentis par des banques.

● **INOELF**, 7, rue Nélaton, 75015 Paris, tél. 571-72-72.

Filiale de la société nationale Elf-Aquitaine, rare exemple d'une entreprise française qui ait ainsi manifesté son intérêt pour le « capital risque ». Au cours de ses deux premières années d'existence, Inoelf a investi une dizaine de millions de francs dans autant de projets innovateurs pour le compte de petites et moyennes entreprises.

Signaux en effet qu'un certain nombre d'autres institutions interviennent également à divers degrés dans le financement de l'innovation, qu'il s'agisse d'interventions directes ou de procédures élargies aux organismes ci-dessus. Parmi ces institutions figurent les S.D.R. (Sociétés de développement régional), l'IDIA (Institut de développement industriel) et l'ADII (Agence de l'Informatique).

Du statut de créancier à celui d'associé

(Suite de la page 9.)

Depuis son origine, Soginnove a investi 28 millions de francs dans des opérations de capital-risque, et le montant de ses interventions pour le seul exercice en cours au 30 juin 1982 devrait dépasser les 12 millions de francs contre 5 millions l'année précédente. Cette progression confirme que cette formule « est bien adaptée au marché », selon M. Serge Housain, président de Soginnove.

« Les entreprises françaises ont besoin de fonds propres. En effet, on apporte ces fonds et la rémunération est versée par les nouveaux actionnaires qui prennent le relais. Notre métier est de pouvoir aider une société par l'ouverture de son capital vers l'extérieur mais sans intervenir dans la gestion », assure-t-il.

Si les S.F.I. acceptent de prendre un risque sans garantie aucune, elles tablent en même temps sur la plus-value qu'elles pourront retirer de leur investissement et qui doit assurer, seule, la rémunération de toute l'opération.

« Une société financière d'innovation réalise ses gains sur trois types d'opérations », admet M. Duchet. « On considère que, sur une dizaine d'affaires financées, trois sont appelées à disparaître dès la première année, trois autres se terminent, trois entreprises réussissent plus ou moins bien et une seule permet de faire tout le profit ».

« Le financement que nous pratiquons est effectivement spéculatif, mais nous admettons une entreprise à se créer, à se développer, à embaucher et à faire du chiffre d'affaires et, pendant tout le temps de son existence, les retombées économiques que peuvent en attendre un secteur industriel ou une région méritent largement le risque que nous avons pris », conclut-il.

« Outre le problème du marché étroit sur lequel nous évoluons, le handicap auquel nous sommes confrontés, la S.F.I. est celui de la modicité de leur capital (40 millions de francs pour Soginnove) qui limite obligatoirement l'étendue de leurs interventions financières », fait valoir M. Housain, estimant qu'il y a de la place pour une dizaine de S.F.I. en France, qui disposeraient d'un

millier d'affaires au total en portefeuille de façon à créer un véritable marché, ce qui est loin d'être le cas ».

Si Sofinnova et Soginnove restent les pionniers du « capital-venture » à la française, d'autres spécialistes financiers s'intéressent à cette formule qu'ils considèrent comme un stimulant pour la création d'entreprises et d'emplois.

M. Yves Delacour est de ceux-là. Responsable en France du groupe de presse américain I.D.G., spécialisé notamment dans l'information, en informatique, et dont le président, M. Patrick McGovern, M. Delacour participe à la mise en place d'un fonds de capital-risque destiné à aider les sociétés européennes et américaines à s'implanter au Japon en particulier, et dans la zone Pacifique en général (1).

Baptiste « Pacific technology venture Management Inc », ce fonds, qui s'appuie sur les deux cents consultants du groupe McGovern, doit recueillir 50 millions de dollars d'ici au 30 juin prochain, qui seront investis dans l'innovation technique. LA sont assurés plus du tiers des gains de productivité.

« Le capital-risque peut se développer en France à deux conditions, estime-t-on : que les capitaux investis dans des sociétés de haut risque bénéficient d'une institution fiscale sur les plus-values, et que soit créé un marché boursier pour les P.M.E., cette dernière idée étant précisément mentionnée dans le rapport de la commission Dauterme ».

« Le changement de l'élite sociale est intervenu en France. Il ne faut plus financer seulement des chercheurs, mais également des entrepreneurs, ceux qui vont bâtir les grandes entreprises de demain », affirme M. Delacour.

Voulu qui va bien au-delà d'un simple pari sur la personne, puisque, si l'on en croit certaines études, au début du siècle prochain, la moitié de la production japonaise devrait provenir de sociétés créées en « capital venture » dans tous les domaines de l'innovation technologique.

SERGE MARTI.
(1) I.D.G. France, 35, av. de Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 225-25-53.

Les collectivités locales, la réforme bancaire et la nouvelle politique de l'épargne

par PAUL LORIDANT (*)

LES pouvoirs publics, dont la réflexion a pu être enrichie par la longue procédure de nationalisation du système bancaire, sont aujourd'hui sur le point d'apporter des changements d'une certaine importance dans le fonctionnement du système bancaire et dans la politique de l'épargne. Nombre de citoyens, notamment les élus locaux, sont attentifs aux conclusions et aux suites qui seront apportées à divers rapports, en particulier à ceux de MM. Bloch-Lainé et Dauterme.

Les collectivités locales, qui recourent largement à l'épargne pour financer leurs investissements, ont suivi depuis plusieurs années, comme les entreprises, la hausse des taux d'intérêt des prêts à long terme. En effet, les communes et les départements ont de fortes dépenses d'équipement qui influent grandement sur la vie quotidienne de leurs habitants et dont le volume équivaut à la formation brute du capital fixe des grandes entreprises nationales et dépasse sans doute celle de l'Etat. Le précédent, septennat, avait considéré que les collectivités locales prélevaient pour financer leurs équipements une part trop importante de l'épargne disponible qu'il convenait de réorienter vers les investissements industriels plus productifs. Il n'est pas sûr que cette orientation soit remise en cause et certains craignent qu'elle soit confirmée ou même renforcée.

Aujourd'hui, nombre de conseils municipaux, du fait des nouvelles procédures de « globalisation des prêts » et de l'incidence financière croissante des charges d'emprunt dans leurs budgets, sont contraints de modifier leur politique d'investissement et de renoncer parfois à construire de nouveaux équipements collectifs. En effet, la globalisation des prêts consiste, pour la Caisse des dépôts et consignations (C.D.C.) et la Caisse d'épargne à définir une enveloppe globale des prêts cor-

respondants, selon leurs critères, à l'endettement raisonnable des collectivités. Si cette procédure élimine l'instruction des dossiers de prêts par projet (dossier d'agrandissement de l'école, puis construction de la piscine, puis aménagement du stade, etc.) et fait disparaître pour les élus le sentiment du contrôle sélectif, il faut bien reconnaître qu'elle transforme les rapports de la C.D.C. avec les collectivités locales en relations classiques du banquier avec son client sans tenir, à notre avis, suffisamment compte des spécificités de la demande d'une collectivité locale.

De fait, le banquier habituel des communes, le groupe Caisse des dépôts, Caisse d'épargne, Caisse d'aide pour l'équipement des collectivités locales (C.A.E.C.L.), n'assure plus toujours la totalité de leurs besoins de financement et tend en outre à imposer une part de plus en plus importante d'emprunts dont les taux se rapprochent de ceux du marché. La Caisse des dépôts s'efforce en effet de « placer » aux collectivités les ressources provenant de la C.A.E.C.L. et des emprunts « Ville de France » dont le coût, voisin de celui du marché financier, est nettement plus élevé que le financement à taux privilégié des fonds des caisses d'épargne venant des sommes placées essentiellement sur les « livrets A » (voir tableau) dont d'anciens ailleurs

annoncent, de façon que nous espérons inexacte, la fin.

Les élus locaux ont de plus en plus le sentiment que leur banquier traditionnel ne les suit plus et leur fait payer ses services de plus en plus cher. Pour trouver le complément de financement dont elles ont besoin, les communes sont dans l'obligation de faire appel à d'autres banquiers (Crédit mutuel, Crédit coopératif, notamment) qui ne consentent alors que les taux du marché ou des taux très voisins.

Dans ces conditions, il est indispensable de connaître clairement les intentions des pouvoirs publics. Certains laissent entendre qu'un choix serait fait pour orienter prioritairement de l'épargne liquide vers le financement du logement et des investissements du secteur industriel. En outre, il faut bien noter que la création du « livret rose » à taux d'intérêt indexé, dont il est vrai qu'on ne mesure pas encore l'impact, va renchérir le coût des emprunts.

Si l'on a vu avoir banalisation de la profession bancaire, celle-ci ne doit pas se limiter à l'harmonisation des réseaux de collecte et du coût des ressources bancaires, elle doit aussi donner aux collectivités locales le pouvoir de choisir son banquier et de discuter librement avec lui des conditions de financement. Après tout, les communes ont quelques atouts : ce sont des

emprunteurs sûrs qui, le cas échéant, pourraient se regrouper dans des syndicats de communes pour se placer en position de négociation. Elles pourraient, à l'instar de quelques villes, recourir de façon plus systématique à l'emprunt direct sur le marché financier. Intervient de plus en plus fréquemment dans la vie économique locale, elles sont conduites à suivre de plus près l'activité bancaire de leurs places. Enfin, elles disposent d'une trésorerie que, dans ce nouveau contexte, elles auraient tout intérêt à gérer elles-mêmes.

En effet, à l'heure actuelle, une des contreparties du financement à taux privilégiés des investissements des collectivités locales réside dans l'obligation qui leur est faite de déposer leurs fonds, sans rémunération, dans les comptes du Trésor. Ces dépôts représentent des sommes considérables que le Trésor, aujourd'hui, emprunte quasi gratuitement. Alors que, d'autre part, il ne trouve à placer de bons auprès du système bancaire qu'à des taux de 16 % et plus il semble normal que, en cas de remise en cause, dans le cadre du financement à taux préférentiel, les collectivités locales disposent de la liberté de gérer leurs trésoreries. Pourquoi n'auraient-elles pas accès au marché monétaire pour y placer leurs excédents et pour emprunter au besoin ?

Ces mesures traitent dans le sens de l'autonomie et des libertés des communes. Les élus locaux, soucieux de parfaire leur formation économique et financière, déjà gestionnaires d'équipements importants et d'un personnel nombreux, devraient être à même de perdre à maîtriser les mouvements de fonds des communes, départements et régions, des lieux que les pouvoirs publics ne les considèrent pas différemment des autres agents économiques, spécialement dans le financement de leurs investissements.

(*) Maître des Usus (P.S.), cadre de banque.

BIBLIOGRAPHIE

RAMSÈS 82

Derrière la façade

DERNIÈRE du nom, Ramsès (1) était très attendu. Le premier avait frappé par sa « profondeur de champ ». L'économie internationale était réintroduite dans un vaste paysage géographique, qu'elle n'aurait jamais dû quitter. Un rapport paraît enfin une langue claire et vive et non cette pâte incolore pour machine à traduire. Ramsès 82 tient les promesses de la première dynastie.

Mieux, un bon fil d'Ariane conduit le lecteur à travers le sujet et les continents. Une chose a frappé en effet l'équipe cette année : la diplomatie économique contemporaine multiplie les réunions, les sommets et les conférences, et derrière cette façade, comme pour un certain palais de Jajpur, il n'y a que du vent. Comme disait Novalis, cité page 147 : « les yeux du chaos... brillent derrière la voûte de l'ordre ». Sans doute, on est de la sorte des tempêtes (frein) de l'inflation aux Etats-Unis, renversement du rapport de force sur le marché pétrolier notamment) mais l'économie mondiale reste fragile et vulnérable. « Le degré d'interdépendance des nations dépasse de loin la capacité des nations à coordonner leurs efforts pour en maîtriser les conséquences ».

Plus généralement, la première partie de l'étude traite du poids des armes et des stratégies d'affrontement (Pologne, « désarmement pacifique » en Europe et fondamentalisme islamique).

Sous le titre « Performances politiques, dialogues », le troisième volet de l'ouvrage est consacré à la crise de régulation, aux divergences des choix économiques (réalisme, thalassisme, socialisme) et à la « planification de la crise ». A l'est, à la recherche de l'identité des tiers-mondes, au dialogue Nord-Sud.

Nos auteurs ne se contentent pas de regarder le monde se disloquer. Ici et là ils proposent des pistes de sortie : ainsi l'ocalisme pétrolier devrait être mise à profit selon eux pour ouvrir un dialogue réaliste ; une gestion concertée du flottement des monnaies et des institutions de Bretton-Woods pourrait conduire à plus de sécurité monétaire et financière. En revanche, comme les experts des grands organismes internationaux, nos experts semblent « déçus » par les ravages du chômage qui tient, à notre gré, une place trop limitée dans cette étude. N'est-il pas une ligne de fracture de l'Occident tout à fait impressionnante ?

P.D.
(1) Ramsès 82 (Rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies sous la direction d'Albert Bremond. Ouvrage de l'Institut français des relations internationales (I.F.R.I.). Préface de Thierry de Montbrial. Edité par Economica et la Documentation Française. 340 pages. 25 F.

BUICK
Skylark 9 cv.
Jean Charles S.A.
21, rue Chateaubriand, Paris-16, 01-62-43-33

La Chine envisage en 1982 une croissance modérée de son économie

(Suite de la page 9.)

Un effort loué, poursuivait-il, sera fait dans le domaine énergétique, où règne une situation extrêmement tendue d'un bout à l'autre. Les besoins de l'industrie, mais aussi et à plus forte raison, la production de charbon doit se développer (626 millions de tonnes au lieu de 539 en 1981), ainsi que celle d'électricité (11 milliards au lieu de 9.083 l'an dernier). En revanche, l'exportation de pétrole doit s'arrêter, au bout de 100 millions de tonnes. Les investissements en mer exploitent les continents avec des sociétés étrangères, françaises notamment, ne devant pas commencer à diminuer le marché avant trois ans. Aucun chiffre n'est donné pour la production de gaz, mais on prévoit un renouveau de plus de 10 %.

Les perspectives d'une aménagement sensible de la situation à court terme étant limitées, la seule solution pour éviter soit le recours à l'importation (par exemple le pétrole), soit des ruptures trop fréquentes dans la production, réside dans les économies de consommation. Celle-ci est-elle possible ?

Elle l'est. Elle doit diminuer globalement de 3 %, mais il n'est pas nécessaire que toutes les consommations soient réduites. De même, les besoins de production doivent être réduits de 10 %, mais ils ont plutôt tendance à augmenter en 1981, tandis que la productivité du travail, en baisse de 1,8 % l'an dernier, doit être relevée.

Autre secteur à devoir bénéficier d'une aide : celui du TSEA : celui des transports. Le secteur qui quinquante en particulier les transports ferroviaires est un obstacle sérieux à l'acheminement du charbon du Sahel, dans le Nord, vers les autres provinces.

Le Japon généraliste, toutefois, le volume des investissements destinés au développement des infrastructures et des constructions de base devrait plutôt être en diminution, encore que la présentation des chiffres cette année ne facilite pas les comparaisons. Le plan indique qu'une somme de 32 milliards de yuans sera consacrée aux constructions nouvelles, tandis que 25 milliards

seront affectés à la modernisation des entreprises, soit au total 63 milliards de yuans. Or, l'an dernier, le montant total des investissements de base s'est élevé à 42,8 milliards de yuans. Ce chiffre comprend-il les sommes engagées pour la modernisation des équipements? Cela n'apparaît pas clairement.

Ce qui, en revanche, est plus évident, c'est la **réduction** de l'effort de réduire sa participation directe dans cet effort d'aménagement. Les investissements directs étrangers ont passé de 18,8 milliards de yuans, l'an dernier, à 18,6 milliards cette année, soit une baisse supérieure à 10 % dans un budget globalement en augmentation. L'effort en recourant au montage à trois fonds propres d'Etat, de sociétés d'Etat et d'autre part que les entreprises — qui disposent en général de capacités de financement appréciables — doivent réaliser leur modernisation. Il faut y voir la **volonté** de rendre plus autonome l'entreprise, plus consciente des besoins de développement et de donner au secteur bancaire un rôle accru dans la vie économique.

C'est ainsi la conjonction budgétaire difficile, en raison notamment des subventions de toutes sortes qui grèvent les finances de l'Etat. Pour la quatrième année consécutive, le gouvernement a dû présenter pour 1934 un budget en déficit de 11 milliards de francs (ou de 5,5 milliards en 1931). Si l'on considère que, pour arriver à un tel résultat, l'Etat a dû recourir à un placement de bon à tirer pour un montant de 1 milliard de francs (soit 50 p. 100 de l'écart de 2 milliards de francs), on peut en conclure que le déficit réel est, en fait, nettement plus élevé que celui officiellement présenté. On conçoit, dans ces conditions, que le gouvernement envisage de renforcer la collecte des taxes et de réduire les dépenses. On peut, en outre, constater la tendance qui s'accentue depuis un ou deux ans les entreprises à verser à l'Etat un montant moindre de leurs profits.

MANUEL LUCBERT.

MANUEL LUCBERT.

ENTRE VENTS ET MARÉES

Les reaganomanes

UN optimisme basé : « Les
hommes ont peut qualifier
l'esprit de président
de la société d'analyse économique
Lynch Economics,
M. Albert Cox, invité il y a quel-
ques jours à faire part de son
point de vue sur l'économie de
l'Europe, à Paris.
La banque de la rue de la
la question inquiète : « Mais
enfin... Dix-sept millions de chô-
meurs, plus de 9 % de la popula-
tion ?... » Un sourire :
« No problem ». La reprise es-
t-elle avant même la base des
sans intérêt, qui suivra. Si les
chômeurs n'ont pas de travail, les
chômeurs n'ont pas de travail.
La sécurité sociale et les temps
nécessaires pour le financer sont
un décaissement.
production. Les risques d'éclatement
dans les quartiers pauvres où le
travail est le plus difficile.
Des histoires inven-
tées par le Times.
Ainsi tout textuellement les vrais
d'.

Encore faut-il que les faits le démontrent, ce qui n'est pas encore le cas, les jeux étant loin d'être faits pour la « reaganomie ».

Pour en avoir le cœur net, on pourra se reporter à la page intitulée « Economie fondements doctrinaux et dimension internationale », qui vient de paraître à la Documentation française. ■ un passionné ■ une contribution ■ publiée jusqu'à ■ l'explication ■ une critique ■ nouveau ■ politique économique ■ les en œuvre pour ■ la France ■ ne laisse une large place aux dialogues, aux incidences et aux inspirations de multiples auteurs, bien qu'elle n'ait rien de cartésien. ■ fait ■ de ses fouilles. La plupart des articles sont les notes de conférences de personnalités françaises et américaines qui ont participé au

La présidence du M. Carter jusqu'à aujourd'hui, la seule lecture de l'histoire des quarante dernières années, mais l'impidie, écrit en guise de préface à l'ouvrage de la Commission nationale sur les communications internationales (du ministère de l'Industrie) par le Dr. de ce livre, complètement jour. Réponse à la « Reaganomie » dans une perspective historique et dans une analyse théorique, il en précise les limites et les contradictions. Une discussion sur une description équilibrée de la situation actuelle qui laisse ouverte la question de savoir si les politiques de Reagan seront ou non gagnées. Les auteurs en ont écrit-ils pas tout à fait sans être complètement perdus.

plus facilement entre eux
l'étranger et eux.

[illegible]

Transformer comportements individuels

... dans le radicalisme, jusqu'au boutisme. Mais il partit de la même auge que M. Réaoux pour le premier pas vers l'économie de l'ère nouvelle. Le changement significatif pouvait, à ses yeux, résider dans des comportements individuels. Mais il y a mille manières de continuer dans la manière dont la plupart des économistes, même des praticiens de l'économie d'ignorer que les uns les autres, quand ils ne transforment pas les uns contre les autres, après avoir connu leurs erreurs. Les uns ont la tentation qu'ils proposent, pourtant les autres s'écroulent, appelant à leur secours les autres expérimentales pour des raisons

Si, comme l'a bien remarqué M. Raymond Barré lors de la réunion du 12 octobre, Auguste-
Pouy a beaucoup de contacts avec la Documentation française, c'est en particulier avec les Américains, qui peuvent être pour lui, comme d'autres, une source de communication.

Un plus juste milieu

Ainsi, après cinquante ans d'existence de la monnaie pratiquée à l'instar de l'impulsion de lord Keynes, peut-on espérer qu'il faudra, dans d'un demi-siècle d'ici, l'offre de telle qu'elle a été instaurée par l'équipe de M. Reagan, pour parvenir à un plus juste milieu : celui de l'adaptation entre les besoins et les moyens.

JACQUELINE GRAPIN.

**Pourquoi Rolls-Royce
a-t-il toujours un
moteur d'avance sur
ses concurrents?**

[illegible]

improvements. In 1986, the Boeing 737-400 entered service, replacing the 737-300 as the main passenger jet. The 737-400 was the first Boeing 737 with a new technology of point-to-point service, which is the first time in the history of Boeing 737.

Rolls-Royce sera encore appelée à participer aux technologies de pointe et à maintenir Rolls-Royce au faite de la concurrence. Rolls-Royce équipe les avions civils et militaires dans le monde entier ainsi que les navires de 25 marines nationales. Rolls-Royce c'est aussi le

ROLLS-ROYCE MARINE

ROLLS ROYCE LIMITED
62 BUCKINGHAM GATE, LONDON SW1E 6AJ
Pour tous renseignements
Rolls-Royce (France) Ltd.
122 Avenue Charles de Gaulle,
92572 Neuilly sur Seine.

ROLLS ROYCE

PRA TOUT JOURS LA COURSE DU FUTUR



ROLLS-ROYCE MÈNERA TOUJOURS LA COURSE DU FUTUR.

LES CLÉS DE LA CONJONCTURE

Réflexions pour un sommet

LES principaux responsables des économies occidentales réunis à Versailles du 4 au 6 juin vont, une fois de plus, chercher à résoudre les problèmes de la conjonction. Le spectacle qu'offrent les courbes de la conjonction (1) n'incite certes pas à l'optimisme. Si les situations ne se dégradent pas plus, il n'y a en revanche aucun espoir de reprise, qui, en l'absence de mesures de relance, ne peut que se produire dans un délai qu'en 1982.

Cependant, la conjonction présente plus précisément la conjonction des quatre pôles majeurs du prix, de l'équilibre extérieur, de l'activité et de l'emploi. La lutte contre l'inflation a remporté des succès dans les grands pays occidentaux (à l'exception

notable de la France) d'un résultat étonnant, dépassant même les prévisions les plus optimistes. Après une courte période d'euphorie, les responsables se sont quand même interrogés sur le sens de cette « victoire » sur l'hydre inflationniste, d'autant plus que les perspectives d'intérêt ne suivent pas le mouvement. Aux États-Unis, où l'objectif était prioritaire, les observateurs avertis reconnaissent que, dans un délai qui n'est pas décisif, on obtiendrait des conditions inhabituelles de chute de production et de déflation, avec des déficits persistants et importants, ainsi bien dans les entreprises que dans les administrations. Ces derniers expliquent précisément le maintien du taux d'intérêt élevé et l'absence

de l'inflation « profonde » toujours là, menaçante. Par ailleurs, la baisse d'une bonne partie de ces prix des matières premières et du pétrole n'est pas sans susciter des problèmes préoccupants, même si les effets sur les balances commerciales sont à première vue avantageux, en permettant leur réajustement, contrepartie de la disparition de l'excédent de l'OPEP. En effet, cela signifie une perte de revenus pour les P.V.D. et les pays pétroliers, et un moindre achalandage de leur part, ce qui risque d'entraîner une dégradation de leur situation financière et de leur rôle économique. Cette évolution ne peut que conduire à une dégradation de la situation en Allemagne. D'après le *Frankfurter Allgemeine*

des exportateurs, les ventes à l'étranger, qui ont battu jusqu'ici des records, sont maintenant menacées à court terme par une baisse des prix des matières premières et du pétrole. Les difficultés de l'OPEP et des P.V.D., sans compter celles des pays de l'Est (Hermès, spécialiste de l'assurance à l'exportation, devenant par exemple le plus ou plus restrictif) créent des problèmes soulevés par le « protectionnisme » japonais et par un décalage surévalué de l'échange des devises hypothèque sur les échanges mondiaux.

Il est heureux que les responsables économiques occidentaux à Versailles comptent qu'une réunion du marché pétrolier aboutisse à l'avantage des pays industrialisés, malgré une offre immédiate positive sur les prix et les balances, car à l'inverse cela renforce l'activité et les multiples investissements de relance indispensables pour préparer l'avenir. Il est vrai que la dégradation du prix du pétrole a entraîné une dégradation de la situation financière des pays qui ont subi la dégradation de la situation financière jusqu'en 1981.

En outre, une caractéristique, le caractère (le patron japonais), probablement dû par la crainte de voir les exportations nippones, préconise maintenant une suppression complète des quotas. Une activité, c'est dans l'ensemble la quasi-stagnation, celles que seules les politiques qui, elles donnent la priorité à la lutte contre l'inflation et à l'offre, ou à la demande et à l'emploi. Dans les pays, de plus en plus nombreux, du premier groupe, l'espoir que la production assainie se réajustera d'elle-même, grâce au réajustement des investissements, est battu en brèche par des taux

d'intérêt toujours élevés et par l'inquiétude sur l'avenir qui s'accroît au fur et à mesure que se dégrade la situation économique. Dans le groupe de pays qui croient se tirer d'affaire en relançant la conjonction (les grands pays, la France en tête), c'est aussi l'échec. À cet égard, les données de développement conjoncturels français sont particulièrement significatives. En effet, si la conjonction des données est à 3,5 %, la production plafonne (l'indice de la production industrielle est au même niveau qu'il y a un an), alors que les équilibres se dégradent dangereusement, sans expliquer pourquoi. Les données de la conjonction des données sont à 3,5 %, la production plafonne (l'indice de la production industrielle est au même niveau qu'il y a un an), alors que les équilibres se dégradent dangereusement, sans expliquer pourquoi.

La conjonction des données est à 3,5 %, la production plafonne (l'indice de la production industrielle est au même niveau qu'il y a un an), alors que les équilibres se dégradent dangereusement, sans expliquer pourquoi. Les données de la conjonction des données sont à 3,5 %, la production plafonne (l'indice de la production industrielle est au même niveau qu'il y a un an), alors que les équilibres se dégradent dangereusement, sans expliquer pourquoi.

profession se prépare à sortir de la récession.

En tout état de cause, l'activité ne sera pas suffisante avant 1983 pour éliminer la conjonction du chômage avec ses conséquences sociales. En attendant, les courbes montrent inexorablement, comme le montre notre graphique. En attendant, les courbes montrent inexorablement, comme le montre notre graphique.

Se penchant sur cette situation, les responsables des grands pays industriels réunis à Versailles ne trouveront pas beaucoup de notes optimistes. Le risque d'une dégradation de la conjonction des données est à 3,5 %, la production plafonne (l'indice de la production industrielle est au même niveau qu'il y a un an), alors que les équilibres se dégradent dangereusement, sans expliquer pourquoi.

MAURICE BOMMENSATH.

(1) Le Canada est le seul pays à avoir connu une croissance de la production industrielle en 1981.

	RÉSULTATS DE DERNIÈRE CONJONCTION				
	Taux de croissance	Prix	Emploi	Échanges	Capacité de production
ALLEMAGNE	++	+	---	++	---
FRANCE	---	---	---	---	---
ITALIE	+	---	---	---	---
GRANDE-BRETAGNE	+	---	---	+	---
ÉTATS-UNIS	---	++	---	---	---
JAPON	---	++	+	+	---

Le panorama des résultats de dernière conjonction des six principaux pays industriels du P.O.C.E. est réalisé par une équipe de conjonctionnaires, avec la participation de l'Institut de conjonction. Les données sont basées sur les données de la conjonction, les données de la conjonction, les données de la conjonction, les données de la conjonction.

Avec le Crédit National, développez vos performances.

Face à une concurrence mondiale toujours plus sévère, les entreprises françaises doivent se moderniser, adapter leurs productions, développer leurs investissements. Le Crédit National est là pour les y aider.

UNE EXPÉRIENCE CONFIRMÉE DANS TOUS LES SECTEURS.

En plus de soixante années de collaboration étroite avec les entreprises industrielles et commerciales de toutes tailles, le Crédit National a acquis une connaissance unique des réalités de chaque secteur de l'économie. Ses spécialistes, ingénieurs ou analystes, apportent aux entreprises un diagnostic impartial sur leur situation industrielle, l'appui

de leurs techniques modernes d'analyse financière, le conseil adapté à chaque cas particulier. A PROXIMITÉ DES ENTREPRISES DANS TOUTE LA FRANCE.

Grâce à ses dix délégations régionales, implantées sur l'ensemble du territoire, le Crédit National est proche des entreprises. Dans chaque région, il les écoute et les conseille.

UN LARGE ÉVENTAIL DE PRÊTS ET DE SERVICES.

En proposant de multiples formules de prêts et de montages financiers, le Crédit National met à la disposition des P.M.E. et des grandes entreprises les moyens d'investir.

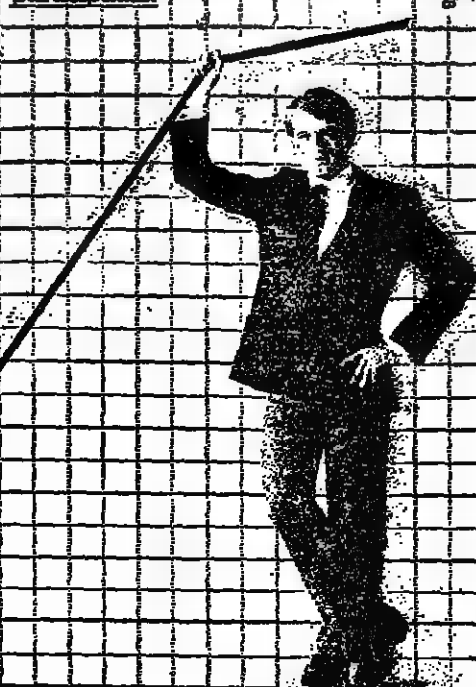
Pour financer les besoins durables de l'entreprise : prêts ordinaires à long terme ou crédit-bail immobilier.

Pour encourager les exportations, l'automatisation, l'innovation, les économies d'énergie et de matières premières et les créations d'emplois : prêts spéciaux et prêts aidés aux entreprises, à taux réduits.

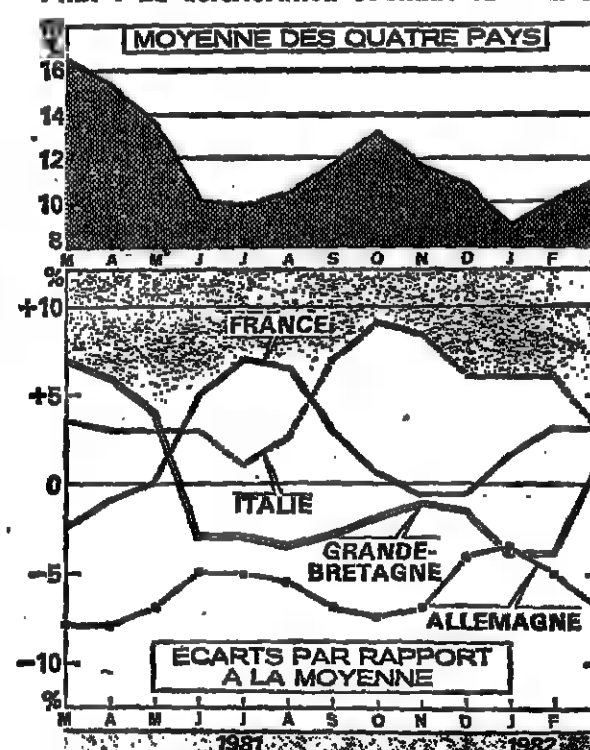
Pour aider les entreprises françaises à s'implanter sur les marchés extérieurs : prêts pour le développement industriel à l'étranger.

Pour renforcer les fonds propres des entreprises : prêts participatifs.

Prêts du Crédit National. Investir pour réussir.

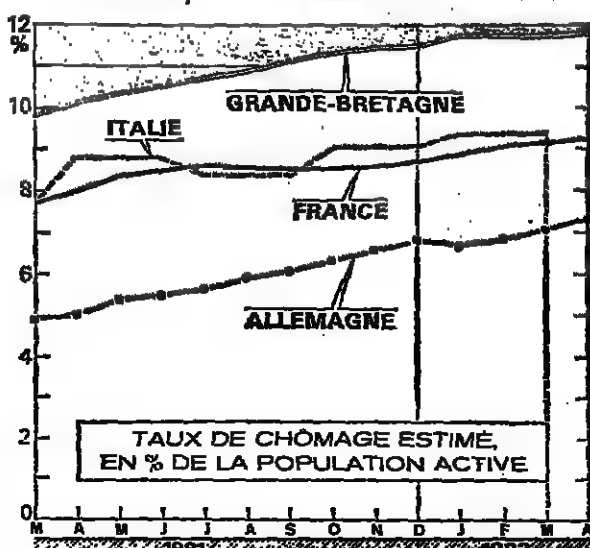


PRIX : La détérioration continue en France



Calculé sur février, mars et avril, l'écart des prix des quatre grands pays par rapport à la moyenne des quatre grands pays (France, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne) est de 12,5 % en France, de 10,5 % en Allemagne, de 11,5 % en Italie, et de 12,5 % en Grande-Bretagne.

CHOMAGE : Ralentissement en France



Entre mars et avril, le taux de chômage par rapport à la population active (après déduction des saisonniers) a continué à baisser : de 11,5 % en France, de 11,5 % en Allemagne, de 11,5 % en Italie, et de 11,5 % en Grande-Bretagne.

PRODUCTION INDUSTRIELLE :

Reprise — fragile — en Grande-Bretagne et en Italie. La production industrielle, estimée sur janvier, février et mars, a continué à baisser en France (taux de baisse de 1,5 % en France, de 1,5 % en Allemagne, de 1,5 % en Italie, et de 1,5 % en Grande-Bretagne).

هكذا من الأصل

INFORMATIONS « SERVICES »

AFFAIRES

L'Etat actionnaire et l'impératif industriel

Création d'une société française d'investissements

Le développement industriel est-il bien la priorité du gouvernement ? Depuis des mois, de divers milieux, des voix s'élèvent pour demander que l'industrie ne soit pas la parente pauvre de l'économie et que l'Etat-actionnaire, qui s'est octroyé des droits en nationalisant, sache aussi faire face à ses devoirs.

M. Dreyfus a rappelé dimanche soir à l'émission R.T.L. de *« Le Monde »* qu'il était intervenu à diverses reprises au conseil des ministres pour expliquer que « la lutte pour l'emploi, c'était d'abord la lutte pour l'industrie compétitive, pour l'industrie capable de tenir le choc dans la crise internationale ». (...) « Le ministre du budget parle de ses difficultés, de ses dépenses », a souligné M. Dreyfus, mais « il faut aussi penser aux ressources. Or ces ressources viennent en partie de ce que nous ferons de l'industrie ».

Ces discours, de bon sens, n'ont-ils bien entendu ? Pas forcément si l'on se réfère aux dernières décisions en matière de dotation en capital des entreprises nationalisées, prises dans le cadre du collectif budgétaire de 1982. Le 12 mai, il a été décidé en conseil des ministres de verser cette année, 9 milliards de francs aux groupes industriels nationalisés : 3 milliards par le Trésor et 6 milliards par les banques (dont 3 milliards sous la forme de prêts participatifs). Or on peut se demander si deux fois pas n'ont pas été commis à cette occasion.

Le premier concerne la mise à contribution des banques, qui, pour être juste dans son principe, paraissait maladroite dans son application. N'allait-on pas, en les obligeant à injecter du capital dans les groupes nationalisés, nuire à leur image de banques internationales ? Consistent de ces risques, le ministre de l'économie a cherché une formule qui offre aux groupes nationalisés des sources de financement multiples et laisse la porte ouverte à d'autres solutions pour l'avenir tout en ne mettant pas en péril la crédibilité des banques françaises sur le marché international. Un accord a finalement été trouvé avec les banques à la fin de la semaine dernière.

Un pool bancaire va d'abord apporter pour 3 milliards de francs de prêts participatifs aux groupes nationalisés. Ces prêts seront consentis pour une durée de quinze ans, sans amortissement intercalaire. Le taux d'intérêt sera de 5,5 % pour les cinq premières années, de 9 % pour les cinq suivantes et de 14 % pour les cinq dernières. Les prêts seront assortis d'une clause de participation aux bénéfices.

Par ailleurs, il a été décidé, samedi 29 mai, la création d'une

société française d'investissement et de participation publique. Son capital, de 5 milliards de francs, sera souscrit à égalité par l'Etat, qui apportera des actions des groupes industriels pour la contrepartie de 3 milliards de francs et par les banques qui apporteront 3 milliards en numéraire. Cette société d'investissement « aura une gestion autonome et devra présenter un bilan équilibré ». Les actions des groupes industriels qui elle détiendra (entre 20 et 25 % du capital de chaque groupe) auront droit au versement d'un dividende prioritaire.

On espère ainsi, au ministère de l'économie, que cette formule qui répartit les risques permettra de ne pas obérer le bilan des banques et de ne pas compromettre leur crédibilité internationale. On verra dans les prochains jours si les milieux d'affaires partagent ce jugement, et si le système mis au point Rue de Rivoli a permis d'effacer les réticences premières.

Le second faux pas a été de retenir un chiffre de 9 milliards de francs, nettement insuffisant. Même en tenant compte de ce qui a déjà été fait dans le budget 1982 pour les autres groupes nationalisés et pour la sidérurgie, ces 9 milliards permettront tout juste de remettre, comme l'on dit, les compteurs à zéro, de combler les déficits. Ils ne permettent pas de doper les entreprises ; ils ne leur donnent pas les moyens de reprendre rapidement l'offensive.

De plus, on risque dans ces conditions de ne rien donner, ou presque, à ceux des groupes qui se portent le mieux. Saint-Gobain ou la C.G.E., alors qu'ils ont eux aussi besoin de capitaux. La C.G.E. a demandé 1,4 milliard de francs pour pouvoir faire face aux besoins financiers de ses filiales (Alstom-Atlantique, C.T.A., Générale d'Entreprise). En contrepartie elle se propose d'investir 3 milliards de francs. Deux points. — VII. Sans bavures. Peut-être accueillir par des éclats. — IX. Une personne dans la Tempête. — X. Ne pique généralement qu'à la fin. — XI. Echappe à la précipitation. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT
1. Qui peuvent nous empoisonner.
2. Une femme qui a intérêt à éviter les chutes. — 3. Pas annoncé. On en fait de la potée. — 4. Plus faciles

J.-M. QUATREPOINT.

Invité de R.T.L. - « Le Monde »

M. Pierre Dreyfus : j'aurais préféré plus de dotations en capital pour les entreprises nationalisées.

Le passage à la semaine de trente-neuf heures a été décidé « parce qu'il fallait montrer tout de suite que l'on s'engageait dans la voie de la réduction de la durée du temps de travail », a déclaré M. Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, dimanche 30 mai, au cours de l'émission R.T.L. de *« Le Monde »*. Mais cette réduction a été faite « sans diminution de salaire, de façon uniforme. De plus, on n'a pas voulu aller au-delà d'une réduction d'une heure, car nous étions les seuls en Europe à prendre une telle mesure. (...) Quand on réduit dans ces conditions la durée du travail à trente-neuf heures, il n'est pas évident que cela serve à créer des emplois. Cela permet simplement aux personnes qui travaillaient quarante heures de mieux vivre ».

« L'objectif des trente-cinq heures est normal, à poursuivre le ministre, mais on ne peut pas l'atteindre partout à la fois de la même manière. C'est une affaire qui doit être négociée par secteur et même par entreprise. (...) Il faut réduire le temps de travail des hommes à cause des mutations technologiques, mais pas le temps de travail des équipements, au contraire ».

A propos de la préparation du projet de loi sur la démocratisation du secteur public, le ministre de l'Industrie a manifesté son désaccord sur le principe d'une élection des représentants des salariés aux conseils d'administration. « J'ai vu fonctionner des conseils d'administration où de nombreux travailleurs étaient représentés, entre autres à la Régie Renault (...), où le ministre de l'Industrie désignait les représentants des travailleurs — il y avait aussi

des cadres — parmi les membres du comité central d'entreprise, et en respectant les proportions des différents syndicats. (...) Je pense que cela n'est pas bon pour le fait de ne pas avoir la nécessité de multiplier les élections à l'intérieur d'une entreprise. (...) Ce n'est pas forcément une bonne chose et c'est plutôt antisocial. Or une des faiblesses de la France est d'avoir des syndicats faibles ».

Interrogé sur les dotations en capital prévues en 1982 pour les groupes nationalisés, M. Dreyfus a indiqué qu'il avait demandé beaucoup plus que les 9 milliards qui ont été accordés. Jugeant, au passage, que le système de la dotation en capital par l'actionnaire, en l'occurrence l'Etat, est la « meilleure des méthodes », M. Dreyfus aurait indubitablement « préféré plus ».

Mais, a-t-il poursuivi, il y avait une limite budgétaire. Il ne faut pas reprocher au gouvernement à la fois de ne pas mettre assez d'argent dans les entreprises et d'être laxiste en matière de déficits budgétaires. Si ces contraintes budgétaires obligent l'Etat à choisir quelques domaines seulement où il ferait porter l'essentiel de son effort, trois secteurs seraient alors, pour le ministre de l'Industrie, prioritaires : la sidérurgie, la chimie et l'électronique. « Les chocs sont malheureusement plus chronologiques que logiques. Il y a urgence à prendre parti pour la modernisation et la renaissance de la sidérurgie ». Ensuite, « c'est la chimie lourde française qui est en train de prendre le chemin de la sidérurgie ». Si on veut « éviter cela », il est « encore temps ». Il y a enfin l'électronique, pour laquelle « faudra des milliards ».

LOISIRS

Cet été à Paris

Comme les années précédentes, la direction départementale temps libre, jeunesse et sports de Paris propose à tous ceux qui sont présents à Paris pendant les grandes vacances (juillet et août) des activités de détente ou de loisir à caractère sportif. Trente-deux associations parisiennes et la mairie de Paris participent à cette opération.

Les activités proposées sont les suivantes : badminton, escrime, gymnastique d'entretien, judo-self-défense, jogging, marche, randonnée pédestre, natation, cyclotourisme, jonglerie, mime, acrobatie, fil, tennis, tennis de table, tir à l'arc, volleyball, badminton, yoga, initiation au golf, danse classique ou moderne.

Ces activités sont prévues pour tous (à partir de qua-

torze ans) ; certaines horaires sont réservés, en priorité, aux personnes du troisième âge.

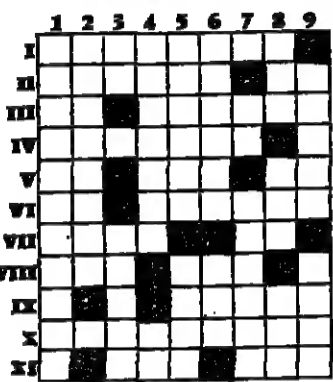
Les inscriptions sont prises à partir du 14 juin à la direction départementale temps libre, jeunesse et sports de Paris, 25, rue de Fontenay, 75008 Paris, et dans différents centres de la capitale. Droits de participation : 10 à 60 F par mois selon l'activité choisie. Les retraités bénéficient d'un tarif préférentiel (20 F).

Les inscriptions à une ou plusieurs activités sont enregistrées par ordre d'arrivée et retenues en fonction des places disponibles. Il est possible de retirer le programme dès la deuxième semaine du mois de juin.

* Renseignements en téléphonant au 359-01-69.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3200



HORIZONTALEMENT

1. N'ont pas besoin d'avoir beaucoup d'effort pour faire des débuts. — II. Forme un bassin avec la Francosole. Sur le Breuil. — III. Qui a donc circulé. Que l'on a fait briller. — IV. Chez les Romains, était un peu encroûté. — V. Le bout de la rame. Au monde. Pour lier. — VI. Mis en action. Qu'on peut voir au-dessus d'une nappe. — VII. Deux. Deux points. — VIII. Sans bavures. Peut-être accueillir par des éclats. — IX. Une personne dans la Tempête. — X. Ne pique généralement qu'à la fin. — XI. Echappe à la précipitation. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent nous empoisonner. — 2. Une femme qui a intérêt à éviter les chutes. — 3. Pas annoncé. On en fait de la potée. — 4. Plus faciles

à extraire quand on a une table devant soi. Invitation à faire le grand saut. — 5. Un mot pour indiquer qu'il ne faut pas chercher ailleurs. Peut-être assimilé à une maison d'arrêt. — 6. Ne peut plus se voir en peinture. Beau parler. — 7. Abréviation pour une carte. Quand il est sec, on n'a pas le droit de siffler. — 8. Fleuve côtier. Moi pour le psychanalyste. Pas indifférent. — 9. Qu'on ne laisse pas vieillir. Un poisson à éviter quand on ne veut pas tomber sur un os.

Solution du problème n° 3199

HORIZONTALEMENT
I. Locomotive. Ride. — II. Imagination. Net. — III. Ce. Rat. Alliance. — IV. Etr. Allie. Elu. — V. Manie. Al. — VI. Corvée. Nature. — VII. Egge. Tenons. Sa. — VIII. Sol. Nues. Eté. — IX. Evasif. El. Abris. — X. Remiges. Ruse. Os. — XI. Pente. Era. Ino. — XII. Bal. Esche. Iso. — XIII. Ende. Tas. Noubé. — XIV. Snares. Cili. — XV. Cé. ruse. Ecu. Tête.

VERTICALEMENT
1. Licence. Erêbe. — 2. Omet. Ogive. Anse. — 3. Ça. Rare. Ampleur. — 4. Ogr. Vessie. Eau. — 5. Misme. Oigne. Is. — 6. Ont. Attifs. Ré. — 7. Ta. Anta. Secte. — 8. Itallenne. Hase. — 9. Ville. Outrées. — 10. Eclame. Ur. Ou. — 11. Nis. Assuante. — 12. Et. Be. Sol. — 13. Inné. User. Ioule. — 14. Déclaration. — 15. Etende. Essorage.

GUY BROUTY.

INNOVATION

POUR AIDER LES INVENTEURS ISOLÉS

Assister l'inventeur isolé, lui fournir l'aide technique, la protection juridique et les débouchés nécessaires à la commercialisation de son projet, tels sont les buts que se sont fixés Inventeurs et créateurs associés (ICA), une jeune association. Son conseil d'administration réunit se compose d'un docteur en médecine, d'un ingénieur en créateurs — et de deux publicitaires.

Certes, des initiatives privées et publiques existent déjà dans ce domaine, mais ICA voudrait apporter un souffle nouveau dans ce milieu bien particulier où les petits souffrent souvent de voir leurs idées gélées par les gros. Son intention est d'ouvrir en France et à l'étranger des bureaux où techniciens, inventeurs et commerciaux étudieront ensemble la viabilité des produits proposés et, partant de là, leur fabrication et leur distribution. Des contacts avancés sont déjà pris en Allemagne et en Italie, au Luxembourg et au Québec, tous pays où la démarche d'ICA semble être mieux acceptée que chez nous. Déjà certaines inventions intéressent Israël et Los Angeles : c'est le cas de roulettes facilitant le transport des planches à voile et d'un antivol pour motos se fixant sur un panneau pouvant recevoir de la publicité. Citons encore un tapis d'alarme ultra-plat. Il ne dépasse pas 1,5 mm d'épaisseur.

L'association souhaiterait par ailleurs que les cabinets d'ingénieurs qui prennent en charge les dépôts de brevets consentent à accorder des tarifs préférentiels à leurs futurs adhérents. Les publicitaires d'ICA proposent de leurs côtés à leurs clients des « campagnes créatives ». Une annonce-appel d'offres solliciterait sur un thème donné le concours bouillonnant de jeunes cerveaux, qu'ils soient caricaturistes, dessinateurs, graphistes ou photographes. Pour ses débuts, l'association prouve qu'elle ne manque pas, elle non plus, d'idées. — F.B.

* Inventeurs et créateurs associés, B.P. 1007 16-75761 Paris Cedex 16. Cotisation annuelle : 600 francs.

BREF

FORMATION PERMANENTE

MÉTIER DU SPECTACLE. — Le Centre d'information et orientation de l'Association professionnelle du spectacle et de l'audiovisuel (CIOAPAS) se tient à la disposition des élèves, des jeunes, des comédiens et de toute personne désirant se documenter sur les formations artistiques et techniques du spectacle et de l'audiovisuel. * 7, rue de Hédelar, 75009 Paris, tél. : 770-37-18 (10 à 12 heures et de 14 à 17 heures, sauf samedi).

PUBLICITÉ ET ENSEIGNES LUMINEUSES.

Le Conseil national des villes d'art et d'histoire (section française de l'Internationale) organise une réunion les 4 et 5 juin, à Besançon (Doubs) sur le thème « L'application de la nouvelle réglementation concernant la publicité et les enseignes en milieu urbain ». Cette réunion permettra aux responsables municipaux de confronter leurs expériences et leurs idées avec les représentants de l'administration de tutelle et avec les publicitaires.

* 4, rue de Turenne, 75004 Paris. Tél. : 770-56-42.

TANGO ET MUSIQUE.

Le Fonds d'assurance formation des activités du spectacle organise un stage sur le tango, gratuitement réservé aux musiciens pouvant justifier de vingt-quatre cachets par an au cours de chacune des deux années écoulées (du 15 au 30 juin à Paris), ainsi qu'un stage de musique arabo-andalouse destiné lui aussi à des musiciens professionnels (du 8 au 14 juillet, à la Charraise de Villeneuve-lès-Avignon).

* 20, rue Fontenay, 75017 Paris, tél. : 227-95-93.

JEUX

CHAMPIONNAT DE CUBE RUBIK.

Le premier championnat du monde de cube rubik sera organisé à partir du 5 juin prochain à Budapest. Des candidats de dix-neuf pays doivent participer à cette compétition, dont le vainqueur sera celui qui aura le plus rapidement aligné les faces du fameux cube inventé par le Hongrois Erno Rubik, qui présidera le jury. — (A.F.P.).

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le lundi 31 mai à 0 heure et le mardi 1^{er} juin à 24 heures :

Une perturbation à caractère faiblement pluvio-orageux évoluera dans un champ de pression à faible gradient, ce qui favorisera le développement d'orages isolés.

Mardi, les brumes et les nuages bas seront fréquents le matin sur tout le pays avec quelques faibles ondées sur la Bourgogne, le Massif Central et les Alpes. Une amélioration rapide se produira et le temps deviendra beau malgré quelques passages de nuages élevés qui voileront temporairement le ciel.

Les températures, très douces le matin, vont s'élever progressivement et le temps deviendra chaud et orageux en toute région l'après-midi, avec des températures voisines de 23 degrés à 26 degrés du nord-ouest au sud, de 27 degrés dans le Nord-Est. Des orages locaux éclateront dans l'après-midi et la soirée, surtout sur les régions du nord et du nord-est. Ils seront parfois assez forts en montagne. Les vents seront faibles et irréguliers, excepté sous les orages, où ils souffleront en rafales.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 30 mai ; le second, le minimum de la nuit du 30 au 31 mai) : Ajaccio, 24 et 16 degrés ; Biarritz, 25 et 14 ; Bordeaux, 25 et 15 ; Bourges, 26 et 16 ; Brest, 19 et 13 ; Caen, 21 et 14 ; Cherbourg, 18 et 13 ; Clermont-Ferrand, 25 et 14 ; Dijon, 26 et 14 ; Grenoble, 23 et 16 ; Lille, 23 et 11 ; Lyon, 25 et 15 ; Marseille-Marignane, 25 et 16 ; Nancy, 25 et 8 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 19 ; Paris-Le Bourget, 24 et 14 ; Pau, 25 et 14 ; Perpignan, 24 et 15 ; Rennes, 24 et 14 ; Strasbourg, 25 et 9 ; Tours, 24 et 14 ; Toulouse, 27 et 13 ; Poitiers-Poitou, 26 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 16 degrés ; Amsterdam, 23 et 11 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 21 et 10 ; Bonn, 24 et 9 ; Bruxelles, 23 et 11 ; Le Caire, 29 et 19 ; Les Canaries, 23 et 18 ; Copenhague, 19 et 9 ; Dakar, 25 et 20 ; Djibouti, 27 et 20 ; Genève, 23 et 13 ; Jérusalem, 25 et 12 ; Lisbonne, 21 et 13 ; Londres, 22 et 12 ; Luxembourg, 22 et 13 ; Madrid, 21 et 11 ; Moscou, 18 et 7 ; Nairobi, 25 et 16 ; New-York, 23 et 16 ; Palma-de-Majorque, 27 et 15 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 22 et 13 ; Tunis, 28 et 16 ; Toulon, 32 et 18.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 30 mai 1982 :

DES DÉCRETS

- Relatif au recouvrement, au taux et aux conditions d'exonération des cotisations d'assurance maladie, maternité, invalidité, décès, assises sur les revenus, destinées à indemniser l'absence totale ou partielle d'emploi des salariés relevant du régime général de la sécurité sociale et du régime des assurances sociales agricoles.
- Relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique.
- Modifiant le décret du 14 février 1959 relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions.
- Relatif aux conditions d'aptitude physique pour l'admission aux emplois publics.
- Relatif au Conseil supérieur de la fonction publique.
- Relatif aux commissions administratives paritaires.
- Relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique.
- Pris pour l'application de la loi du 27 avril 1982 portant création d'un régime d'épargne populaire.
- Relatif à l'allocation de remplacement en cas de maternité prévue à l'article 1106-3 du code rural.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 JUIN

- Ile de la Cité. 12 h 30, métro Pont-Neuf, M. Guiller.
- Musée de Cluny raconté aux jeunes. 14 h 30, place Paul-Painlevé, M^{me} Brossis.
- Hôtel de Sully. 15 h, 62, rue Saint-Antoine, M^{me} Garnier-Ahlberg.
- Monsieur de Paul, curé de Clichy. 15 h, église de Clichy, métro Mairie de Clichy, M^{me} Pennec (Caisse nationale des monuments historiques).
- Le Marais illuminé. 21 h, métro Sully-Morland (Arts et aspects de Paris).
- Hôtel de Lauzun. 15 heures, 17, quai d'Anjou (Approche de l'art).
- La seizième siècle florissante. 11 heures, musée du Louvre, pavillon de Flore (M^{me} Canet).
- Montmartre. 15 heures, métro Abbesses (Connaissance d'Ici et d'ailleurs).
- Ile Saint-Louis. 15 heures, 39, quai d'Anjou (M^{me} Hager).
- Les impressionnistes américains. 14 h 30, Petit Palais (Paris et son histoire).
- Le Marais. 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).
- L'île Saint-Louis. 14 h 30, 3, quai de Bourbon (M^{me} Roman).
- Au pays de la Toison d'Or. 16 heures, Grand Palais (Tourisme culturel).
- L'île Saint-Louis. 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

CONFERENCES

- 19 heures, Sorbonne, amphithéâtre Bachelard, 1, rue Victor-Cousin, M. T. Monod : « Quelques saints musulmans » (Université populaire de Paris).
- 19 heures : Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Haim Vidal Septhim : « Comptes judéo-espagnols ».
- 20 h 30 : Danus Médica, 60, boulevard Latour-Maubourg, M. Y. Dénal : « La schizophrénie : empirie et ne guérit » (Psycho-Santé).
- 20 heures : Hôtel de Constance, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, M. l'ambassadeur R. Serrave : « L'Europe face au nouveau monde du Pacifique » (La Maison de l'Europe de Paris).

UNE TABLE - UNE CARTE

Publité

Chez Françoise

Les avions de l'aérospatiale sont à la cuisine ou au musée ; le Bourget c'est rapé, Roissy c'est trop loin, trop inhumain ; Orly une hydre à deux corps. Concorde ne va plus à Rio mais chez Françoise on sent encore les premiers temps du voyage aérien, l'époque où le superoncle ne vous faisait pas gager les heures perdues à la douane et sur les routes, se quand on allait entre deux vols, ou avant de partir pour le bout du monde aussi bien que pour Londres, déjeuner ou dîner au sous-sol de l'aéroport des Invalides.

Eventrê, l'Esplanade avec les travaux d'Hercule-Chirac offre ses chandlers, cache encore plus l'accès de la terre où grimpent les plantes vertes qui demain chahuteront à leur tour le va-et-vient retrouvé des cars d'Air France. Seul lien avec ces mondes extérieurs ou extra-terrestres, le restaurant de Guy Demessence.

Les petites filles de St-Ex, Guillaumat ou Cousinet y rêvent de club Méditerranée plutôt que d'Arc-en-Ciel, mais découvrent qu'on sait encore manger et bien aux portes de l'aventure banalisée. Le foie gras frais et sa gelée au Sauterne (49) était très parfumé et sa consistance plus proche d'une Alsace très haubertine que des Landes. Très diététique, mon hôte fonctionnaire dans ce quartier d'ambassades et de ministères et qui a ses habitudes chez Françoise, me surpris en choisissant un cocktail de pamplemousse aux cerises confites (16). Il savait que la chair est prise au sérieux dans ce restaurant. La morve fraîche au beurre blanc (46) admirablement cuite (mais pourquoi sinon pour le seul effet des couleurs, l'agrement d'un coulis de tomates) était d'une plus qu'honnête façon à rassasier un Mermoz. Mes coquilles St-Jacques bordelaises (69) c'est-à-dire très simplement sautées avec des échalotes, étaient à elles seules l'océan et un repas tout de finesse. Guy Demessence apporte un son très sourcilieux à ses achats de poissons, souvent en provenance directe des Salles d'Olonne. Il apporte encore plus d'attention à ses achats de vins qu'il sait proposer en carafes de 50 cl ; entre autres un St-Émilion des prix plus que compétitifs. La plupart de ces prix en dessous de 50 F pour une rareté. C'est là un des autres avantages de la maison. Surtout, gentiment accommodés, les plats de viandes qu'il s'agisse d'un lapereau sauté au vinaigre de zéres (45,50) ou d'un classique pied de porc simplement grillé (27), sont eux aussi cuisinés à partir d'excellents produits frais.

Bon plateau de fromages d'où émerge un remarquable camembert (15) et desserts eux aussi servis avec générosité, entre autres un vacherin glacé maison au citron et des sorbets très fruités.

Service attentif, public où se croisent le député, l'homme d'affaires, le voyageur, ravi de découvrir que les années n'ont pas rongé les ailes de Chez Françoise. Et les étrangers qui nombreux sages utilisent la bonne vieille gare des Invalides, comme au temps des super constellations profitent des possibilités de la Car American Express pour le premier ou dernier repas sur les bords de la Seine...

A. MESCAULT

CHEZ FRANÇOISE

Aéroport des Invalides. 75007 Paris • 351.87.20 ou 705.49.03
Fermé Lundi et du 16 Août au 1^{er} Septembre.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDEES

2. DÉFENSE : « Assurer l'efficacité opérationnelle », par Alain Bloch ; « Adeptes l'effort ou le danger », par Michel Pinton ; « Une campagne de falsifications », par François de Rose ; « Nucléaire civil et nucléaire militaire », par Alfred Kastler.

ÉTRANGER

3. LA GUERRE DES MALOUINES

- A l'issue de ses entretiens à Ryd, M. Chénouard affirme que la France est prête à contribuer au règlement du conflit du Golfe.

4. ASIE

5. EUROPE

- POLOGNE : l'espoir d'une visite du pape renait dans la population.
- LA JORDANIE a réitéré le Conseil de sécurité du danger d'internationalisation de la guerre du Golfe.

POLITIQUE

6. Le quatrième congrès du C.D.S.

SOCIÉTÉ

7. RELIGION : le voyage du pape en Grande-Bretagne.

8. MÉDECINE : réunion à Marseille de l'Association pour la promotion de l'informatique de santé.

LE MONDE DE L'ÉCONOMIE

9-10. Le financement de l'innovation.

11. ENTRE VENTS ET MAREES : les réorganisations.

12. LES CLÉS DE LA CONJONCTURE : réflexion pour un sommet.

CULTURE

13. MUSIQUE : Roméo et Juliette, à l'Opéra de Paris.

14. EXPOSITIONS : estampes à la Bibliothèque nationale.

15. CINÉMA : la mort de Romy Schneider.

16. RADIO-TELEVISION : VU : « Belles », à la suite ; « Les anges de la francophonie ».

SPORTS

17. TENNIS : les Internationaux de Roland-Garros.

RÉGIONS

18. ILE-DE-FRANCE : polémique du Conseil de Paris à propos des squatters.

ÉCONOMIE

19. SOCIAL : la fin du trente-neuvième congrès de la C.F.D.T.

20. L'INTERVENTION DE M. MITTERRAND, le 2 juin, à l'O.I.T.

21-22. AFFAIRES.

RADIOTELEVISION 115

INFORMATIONS

SERVICES : (19)

Loisirs : Méthodologie ; Mots croisés ; Journal officiel.

Carnet (7) : Programmes spectacles (14).

AU CLUB DE LA PRESSE D'EUROPE 1

M. Le Pors : adaptation, oui

changement de politique, non !

M. Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, qui était, dimanche soir 30 mai, invité du Club de la presse d'Europe 1, a notamment déclaré, à propos du débat en cours sur un éventuel inflexionisme de la politique économique du gouvernement : « Il s'agit pour nous de reconstruire les bases économiques, scientifiques, voire culturelles de la France pour permettre à celle-ci de s'affirmer avec une forte personnalité dans le monde. C'est la voie dans laquelle s'est engagé le gouvernement et dans laquelle il faut poursuivre avec continuité et cohérence, ce qui requiert, sans aucun doute, un grand effort national, et même un grand effort républicain, mais bien sûr dans la justice, la rigueur, selon moi, au-delà de tout, en résumé, adaptation, oui ; changement de politique, non ! »

M. Le Pors conteste, au demeurant, l'appréciation selon laquelle le gouvernement serait enclin à une dérive social-démocratique : « Nous sommes en France dans une situation inflexionniste (L.) complexe qui ne permet pas de caractériser ce pouvoir actuel comme un pouvoir social-démocratique (L.) Croyez bien que, si

c'était un gouvernement social-démocratique, le ministre communiste que je suis s'en apercevrait, étant donné la vigilance traditionnelle qu'un militant communiste nourrit dans cette direction ».

Évoquant la situation de l'emploi, M. Le Pors a réaffirmé son opposition au projet officiellement visant à demander aux fonctionnaires de cotiser à l'assurance-chômage : « Si l'on considère simplement l'équilibre du système social des fonctionnaires, il est excusable de leur demander de cotiser à l'assurance-maladie et de 3,4 milliards pour les prestations familiales, ce qui permet de conclure que les fonctionnaires sont déjà positivement solidaires pour 9,4 milliards vis-à-vis des autres catégories. Telle est mon analyse de base. Le président de la République avait dit dans sa campagne électorale qu'une telle mesure, proposée par M. Barre au milieu de l'hiver, était « une mesure qui n'a pas réussi, d'ailleurs cela ne réussit jamais à personne lorsqu'on s'attaque aux fonctionnaires (L.) ». C'est une mesure anti-sociale, coûteuse et inefficace ». Je me suis naturellement mis sur cette base à partir d'une analyse que l'histoire justifie. Aujourd'hui, le gouvernement aura à examiner la situation en tenant compte de ce qui a évolué ; il le fera le moment venu et, je suis sûr, avec équité ».

Le numéro du « Monde », daté 30-31 mai 1982 a été tiré à 444 961 exemplaires.

A B C D E F G

M. MITTERRAND ET LA DÉFENSE DE LA MONNAIE

Malgré le démenti de l'Élysée, les journalistes américains maintiennent leur version de l'entretien avec le président de la République

Les déclarations que M. François Mitterrand auraient faites, dans la matinée du vendredi 28 mai, à huit journalistes américains, selon lesquelles il n'exclut pas une dévaluation du franc et une sortie de la monnaie française hors du Système monétaire européen, telles

que l'« International Herald Tribune » du samedi 29 mai les a rapportées sous la plume de notre confrère Axel Krause, ont fait l'objet à la fois d'un démenti très sec de la présidence de la République et d'une vive controverse.

Dès la fin de la matinée de samedi, l'Élysée, on le sait, publiait un communiqué précisant : « Il est une règle à laquelle le président de la République n'a jamais manqué : lorsqu'il accorde une interview dans la presse écrite, c'est toujours par écrit. Devant les journalistes américains qu'il a reçus vendredi après-midi, dans le cadre de la préparation du sommet de Versailles, M. François Mitterrand n'a à aucun moment — ce qui tombe sous le sens — évoqué l'hypothèse d'une dévaluation ni même abordé ce sujet. Quant au Système monétaire européen, le président de la République a souligné sa volonté de renforcer la solidarité de la coopération monétaire internationale, particulièrement entre les monnaies européennes. C'est la même l'un des objectifs prioritaires qu'il propose à ses partenaires du sommet de Versailles, dans son rapport introductif du 5 juin. Les propos qui lui sont prêtés par l'« International Herald Tribune » appartiennent de ce fait à un démenti formel. Le service de presse de l'Élysée observe à cet égard que la spéculation contre une monnaie se nourrit de rumeurs fantaisistes ou malveillantes, dont le tenet de cet article constitue un exemple ».

Interrogé au sujet de ce démenti, selon l'expression du président de la République, ce malentendu (voir page ci-dessous), M. Axel Krause déclarait : « J'ai donné ma version sur ce qui s'est passé au petit déjeuner avec M. Mitterrand dans mon article de samedi ». Rappelons-en les termes exacts : « En réponse à une question sur la situation économique française M. Mitterrand n'a pas exclu une possible dévaluation du franc ou un décrochage de cette monnaie du S.M.E. ou à d'autres formes de coopération monétaire, s'est dit préoccupé par l'agression spéculative continue des changes du franc sur les marchés et a dit qu'il n'excluait pas, au cours des dernières semaines, l'obligation de reporter à plusieurs reprises cette conférence de presse. « Il n'y a pas eu une débauche d'articles et de commentaires autour du 28 mai, a-t-il souligné ; quelques jours auparavant j'avais parlé dans le Limousin (1) puis le suis allé en Afrique et le semaine prochaine j'aurai l'occasion de parler au sommet de Versailles ; je ne veux pas parler pour parler ; il faut que le moment soit bien choisi ».

M. Mitterrand a laissé entendre qu'au cours de cette conférence de presse, il commenterait notamment les orientations du budget. Interrogé sur les propos du premier ministre selon lesquels le gouvernement doit maintenant « changer de visage » (le Monde du 29 mai), le chef de l'État a observé qu'il n'a « aucune raison d'en rajouter », le chef du gouvernement s'exprimant avec son consentement. M. Mitterrand a aussi précisé qu'« aucune grande direction ne sera changée », étant entendu que les moyens d'application de la politique gouvernementale peuvent être modifiés selon les circonstances.

Évoquant la situation économique, le chef de l'État a rappelé que les résultats de son prédécesseur étaient « mauvais » ; il a indiqué que la correction des erreurs de la gestion précédente n'avait pas été suffisante dans des domaines tels que l'inflation et le chômage, notamment du fait de pesanteurs qui entravaient l'action du pouvoir précédent et dont le nouveau pouvoir n'est pas encore débarrassé. M. Mitterrand a insisté sur la notion de « rigueur ».

monnaie pourraient obliger la France à quitter le système monétaire européen. Quant au franc lui-même, M. Mitterrand, selon le Post, a considéré qu'il était « en première ligne » depuis la dévaluation du franc belge l'hiver dernier. Il n'a pas répondu directement, toujours selon le journaliste, une question sur la dévaluation de la monnaie française, mais a affirmé : « Je ne vois aucune hypothèse » et « Je ne considère pas que le tonnerai en enfer si je prends cette décision ».

Le Monde, quant à lui, avait interrogé l'Élysée dans la matinée du 19 mai. Le conseiller de M. Mitterrand, qui se trouvait de permanence, nous a renvoyé sur le service de presse, qui n'a ni confirmé ni démenti sur le moment. Ce n'est qu'à midi que ce démenti nous a été signalé.

Hors du contexte ?

De son côté, Mme Flora Lewis, éditorialiste du « New-York Times », qui assistait au fameux petit-déjeuner, a déclaré à notre confrère le « Quotidien de Paris », dans son numéro du lundi 31 mai : « Toute cette histoire est placée en dehors de son contexte. Le pré-

sident a parlé pendant presque deux heures sur toutes sortes de questions. Il n'a pas suggéré une dévaluation. Au contraire, il a développé longuement ses théories monétaires en disant : d'un point de vue théorique, la possibilité d'une dévaluation est là. Quand on expose une philosophie, on ne peut exclure l'hypothèse d'un tremblement de terre : c'est un élément de la réalité. Mais il n'a pas envisagé une dévaluation effective d'une façon ou d'une autre. S'il l'avait fait, d'ailleurs, nous aurions donné un tout autre traitement à cette information. Même Axel Krause n'a pas senti cela : autrement il en aurait parlé au début de son article, pas au milieu ».

En fait, poursuit Flora Lewis, M. Mitterrand a parlé très longtemps, de façon générale et on peut toujours prendre une phrase hors contexte et lui faire dire tout autre chose. La façon de formuler la chose par le « Herald Tribune » est sans doute maladroite, mais la véritable erreur, c'est celle de la presse française qui a sauté la-dessus. Il faut espérer que les choses vont se calmer avant la réouverture des marchés financiers ».

LE « PÈLERINAGE » DE SOLUTRE

« Aucune grande direction ne sera changée »

M. François Mitterrand a effectué, dimanche 30 mai, l'ascension de la Roche de Solutre (Saône-et-Loire), comme il le fait chaque année à la Pentecôte, dans le Limousin (1) puis le suis allé en Afrique et le semaine prochaine j'aurai l'occasion de parler au sommet de Versailles ; je ne veux pas parler pour parler ; il faut que le moment soit bien choisi ».

M. Mitterrand a laissé entendre qu'au cours de cette conférence de presse, il commenterait notamment les orientations du budget. Interrogé sur les propos du premier ministre selon lesquels le gouvernement doit maintenant « changer de visage » (le Monde du 29 mai), le chef de l'État a observé qu'il n'a « aucune raison d'en rajouter », le chef du gouvernement s'exprimant avec son consentement. M. Mitterrand a aussi précisé qu'« aucune grande direction ne sera changée », étant entendu que les moyens d'application de la politique gouvernementale peuvent être modifiés selon les circonstances.

Évoquant la situation économique, le chef de l'État a rappelé que les résultats de son prédécesseur étaient « mauvais » ; il a indiqué que la correction des erreurs de la gestion précédente n'avait pas été suffisante dans des domaines tels que l'inflation et le chômage, notamment du fait de pesanteurs qui entravaient l'action du pouvoir précédent et dont le nouveau pouvoir n'est pas encore débarrassé. M. Mitterrand a insisté sur la notion de « rigueur ».

Cette année M. Mitterrand était accompagné de MM. Charles Hernu, ministre de la défense, Jack Lang, ministre de la culture, et Jacques Attali, conseiller spécial à l'Élysée.

La site de Solutre, qui constitue l'un des plus riches de la période paléolithique (les ossements de plusieurs milliers de chevaux, ainsi que les outils et des armes datant de cette période y ont été découverts), va être protégé.

(1) Le chef de l'État s'est rendu en visite officielle dans le Limousin les 3 et 4 mai derniers.

qui alimente le débat sur la politique économique. Selon lui, les gouvernements de la majorité se sont montrés rigoureux pour les comptes nationaux, mais la rigueur du socialisme s'adresse plus précisément aux grandes fortunes et aux privilégiés.

« Malentendu »

Le président de la République a enfin qualifié de « malentendu » l'information publiée samedi 29 mai par l'« International Herald Tribune », selon laquelle il n'excluait pas une dévaluation du franc. Il a confirmé les termes du démenti officiel publié le même jour par l'Élysée, selon lequel la question de la dévaluation du franc n'a pas été évoquée lors de l'entretien informel accordé vendredi 28 mai par le chef de l'État à plusieurs journalistes américains.

L'ascension de la Roche de Solutre est pour M. Mitterrand un véritable pèlerinage qu'il accomplit chaque année. C'est en effet dans la commune de Solutre-Chigny que se trouve la maison de la famille de M^{me} Denière Mitterrand. C'est là que M. Mitterrand avait trouvé refuge pendant la guerre, après s'être évadé d'Allemagne et avant de s'installer dans la région de Solutre.

Depuis la libération, M. Mitterrand cultive le souvenir de cette époque et passe en famille, avec quelques intimes, le jour de la Pentecôte. Le cérémonial de cette journée veut que, après l'escalade de la Roche de Solutre qui domine le vignoble de Pouilly et la vallée de la Saône, tous les invités se retrouvent à l'abbaye de Solutre, où M. Mitterrand qui préside le déjeuner familial au Relais de Solutre.

Cette année M. Mitterrand était accompagné de MM. Charles Hernu, ministre de la défense, Jack Lang, ministre de la culture, et Jacques Attali, conseiller spécial à l'Élysée.

La site de Solutre, qui constitue l'un des plus riches de la période paléolithique (les ossements de plusieurs milliers de chevaux, ainsi que les outils et des armes datant de cette période y ont été découverts), va être protégé.

(1) Le chef de l'État s'est rendu en visite officielle dans le Limousin les 3 et 4 mai derniers.

autonomes et F.O. de la R.A.T.P. ont lancé un mot d'ordre de grève pour le 1^{er} juin qui intéresse les quatre mille agents des stations. Ceux-ci protestent contre « leurs maussades conditions de travail ».

Le 1^{er} juin, grève dans le métro ? Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. ont lancé un appel à la grève.

Le 1^{er} juin, grève dans le métro ? Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. ont lancé un appel à la grève.

Le 1^{er} juin, grève dans le métro ? Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. ont lancé un appel à la grève.

Le 1^{er} juin, grève dans le métro ? Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. ont lancé un appel à la grève.

Le 1^{er} juin, grève dans le métro ? Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. ont lancé un appel à la grève.

Le 1^{er} juin, grève dans le métro ? Les organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. ont lancé un appel à la grève.

L'ENTRÉE DE L'ESPAGNE DANS L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Madrid plaidera pour « une attitude plus compréhensive » de l'OTAN envers l'Amérique latine

déclare le ministre espagnol des affaires étrangères

L'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, dimanche 30 mai, a coïncidé, dans ce pays, avec la Journée des forces armées, marquée, à Saragosse, par un grand défilé militaire, qui s'est déroulé en présence du roi Juan Carlos.

Le ministre espagnol des affaires étrangères, M. Perez-Llorca, a relevé à cette occasion la grande importance de l'entrée de l'Espagne dans l'alliance atlantique, « tant pour le renforcement de notre action extérieure que pour la consolidation de notre système sur le plan intérieur ». « Nous utiliserons notre influence, notre capacité de décision, notre droit de veto à l'intérieur de l'alliance pour défendre nos intérêts nationaux », a-t-il dit encore, ajoutant que l'Espagne « permettra à l'OTAN d'adopter une attitude plus compréhensive », vis-à-vis des pays latino-américains, mais aussi africains et arabes.

L'Espagne, qui devient le seizième membre de l'alliance atlantique après les États-Unis, le Canada, la Belgique, le Danemark, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la R.F.A., la Grèce et la Turquie, apporte à l'OTAN une armée de trois cent cinquante mille hommes qui ne compte pas moins de mille quatre cent trente généraux, davantage que toutes les autres armées de l'Organisation.

L'armée de terre compte 287 000 hommes commandés par 17 885 sous-officiers, 12 004 officiers et 1 021 généraux, dont 617 en réserve active. Elle possède 950 chars d'assaut (120 en commande), 100 véhicules blindés (500 commandés) et 150 pièces d'artillerie autopropulsées. Ses chars les plus modernes sont des AMX-30 E.

construits sous licence française. Le 28 avril, le ministre de la défense a annoncé que l'armée allait améliorer sa défense anti-air et anti-aérienne en acquérant de nouveaux missiles M48, et pour la première fois, des missiles Tow et un missile sol-air. La marine compte 44 800 hommes dirigés par 1 502 sous-officiers, 2 513 officiers et 217 amiraux ou vice-amiraux (dont 115 en réserve active). Elle possède 2 porte-avions, 12 destroyers, 18 frégates et corvettes, 8 sous-marins et 114 autres bâtiments. Selon le ministre, d'ici à 1990 seront achetés 4 sous-marins Agosia, 8 corvettes, 18 avions Harrier, tandis que 7 frégates seront construites.

La préfecture de généraux s'explique par l'existence de la mise à la retraite dans le système espagnol. En vertu d'une loi adoptée le 6 juillet 1981 et créant la « réserve active », sorte de retraite, la quasi-totalité des lieutenants généraux exercent un commandement, auront été remplacés fin 1983, ce qui a été dénoncé par l'extrême gauche comme une « tactique d'attrition » de l'armée. — (A.F.P.)

CHOOZ, FESSENHEIM, GOLFECH

Succès variable pour les manifestations écologistes du week-end

Plusieurs manifestations anti-nucléaires de nature fort différente — hormones, défilé, barrages routiers — ont rassemblé, en trois endroits — à Chooz (Ardennes), à Fessenheim (Haut-Rhin) et à Golfech (Tarn-et-Garonne), — moins de trois mille personnes, dont une fraction importante de jeunes étrangers. Réussies lorsqu'elles se sont déroulées dans la bonne humeur comme à Chooz, ces manifestations se sont achevées en fiasco dès l'instant où certains éléments ont voulu recourir à la brutalité.

Dans les Ardennes, à proximité du site de Chooz où E.D.F. s'apprête à édifier une seconde centrale nucléaire, 1 500 personnes venues de la région et de Belgique ont participé dimanche 30 mai à la quatrième bormesse annuelle. Comme les années précédentes, associations écologistes et personnes étrangères s'y étaient réunies. Elles ont dressé des stands et organisé des débats. Un public nombreux a également assisté aux spectacles de variétés.

En Alsace, c'est le samedi 29 mai qu'environ 700 écologistes répondant à l'appel d'une trentaine d'associations françaises, suisses et allemandes se sont rassemblés à Fessenheim. Profitant du beau temps, beaucoup des participants étaient venus de Suisse et du pays de Bade à bicyclette. Les manifestants ont réitéré leur volonté de lutter contre toute nouvelle installation de centrale nucléaire de part et d'autre du Rhin, contre les rejets salés des mines de potasse d'Alsace et contre les implantations massives d'usines et de voies de communication qui détruisent les sites du Dreisam (région des trois frontières).

En revanche, la manifestation « offensive et internationale » préparée de longue date et qui devait se tenir à Golfech pendant le week-end de la Pentecôte s'est soldée par un fiasco, ainsi que le rapporte notre correspondant à Toulouse Catherine Laurens. Samedi 29 mai, quelques centaines de personnes avaient investi l'ancien stade municipal de Valence d'Agès, un terrain qui appartient au maire M. Jean-Michel Baylet, également député M.R.G. du Tarn-et-Garonne — la municipalité n'ayant pas cette fois pris de locaux. M. Baylet a porté plainte pour violation de propriété.

L'après-midi, des débats avaient lieu, un concert rock avait eu lieu, mais la soirée dans des odeurs de frites.

Dimanche, au début d'après-midi, les anti-nucléaires n'ont pu se mettre d'accord sur une marche unitaire. L'un des responsables du comité local se retire lassé à cause des « réserves » étrangères à la région. Dans le désordre, ceux-ci se scindèrent en deux groupes, l'un voulant monter une barrière de sur la

nationale 113, l'autre traînant un camion semi-remorque emprunté à une coopérative agricole toute proche sur la voie ferrée Bordeaux-Toulouse.

Immédiatement, les forces de l'ordre sont intervenues allant « au contact » et lançant des grenades lacrymogènes. En moins d'une heure, les affrontements étaient terminés, mais les gardes mobiles — près de cinq cents soit autant que les manifestants — restaient en place, prêts à riposter à la moindre action isolée des petits groupes disséminés dans la campagne.

(Publié)

Micro-informatique : DECISION

Le prix réel d'un micro-ordinateur utilisable pour des applications professionnelles est aujourd'hui compris entre 10 000 F et 80 000 F. Cadres d'entreprises, dirigeants de P.M.E., professeurs, libéraux, ingénieurs, se posent légitimement la question : comment choisir ? comment s'en servir sans avoir à programmer ?

DECISION Informatique, soutiré « Pour choisir et utiliser votre micro-ordinateur et ses programmes » est la première publication plaçant le micro-ordinateur à la portée de tous ceux qui souhaitent exploiter l'outil sans en connaître la technique.

DECISION

L'ordinateur pour tous, tous les quinze jours.

Dernières nouveautés, expéditions, bases de prix, DECISION est toujours au fait de l'actualité. Bases d'essai de programmes standards : DECISION porte chaque semaine un jugement en termes accessibles et concrets. Exemples d'applications réalisables par des non-spécialistes : DECISION livre des témoignages d'utilisations pratiques.

10 FF chez votre marchand de journaux. Abonnement : 195 FF (21 numéros) 41, rue de la Grange-aux-Belles, 75483 Paris Cedex 10.

55 من الأصل